

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOLUTION DU STATUT DES COMÉDIENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1930, à 14 heures

PAR

René CHANCEREL

Président : M. GIDEL, Professeur.

Suffragants { M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.
M. ROUAST, Professeur.

IMPRIMERIE
LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE, 45
PARIS

1930

L'ÉVOLUTION DU STATUT
DES COMÉDIENS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ÉVOLUTION DU STATUT DES COMÉDIENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1930, à 14 heures

PAR

René CHANCEREL

Président : M. GIDEL, Professeur.

Suffragants { M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.
M. ROUAST, Professeur.

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE, 45

PARIS

1930



L'ÉVOLUTION DU STATUT DES COMÉDIENS

AVANT-PROPOS

Nous ne prétendons pas entreprendre l'historique complet de ce que fut successivement, depuis les origines, la situation des comédiens devant la loi.

Cette étude d'ailleurs a été partiellement traitée avec une grande conscience par M. Paul Oagnier (1).

Un livre (2) avait déjà paru embrassant le sujet dans son ensemble : amusant certes, mais superficiel, procédant surtout par affirmations trop souvent erronées, méritant les critiques que M. Louis Ganderax a adressées à l'ouvrage (3).

Quiconque aborde la question arrive à cette triple constatation :

1° Prépondérance des lois canoniques, qui retranchent les comédiens de l'Eglise ; elles font, partiellement au moins, partie intégrante de la législation générale du royaume ; elles resteront les inspiratrices en la matière, intransigeantes en principe, variables dans leur applica-

(1) Oagnier (Paul) — L'incapacité des acteurs en droit romain et en droit canonique. Paris 1889.

(2) Maugras (Gaston) — Les comédiens hors la loi. Paris 1887.

(3) « La condition des comédiens depuis les origines ». (Revue des deux mondes des 15 août, 15 sept., 15 oct. 1887).

tion, renforçant ou atténuant leurs rigueurs selon le temps, les lieux, les personnes, les circonstances.

2° Succession irrégulière d'arrêts de parlement constatant l'infamie du comédien, mais aucun texte formel de condamnation ; des lettres patentes du roi aussi les réhabilitant plus ou moins conditionnellement.

3° Persistance dans l'opinion publique du préjugé qui les flétrit par l'habitude de les considérer, sous le terme routinier d'histrions, comme à l'entière disposition de Sa Majesté le Public.

Nous nous proposons ici de prendre le comédien en 1789, à l'époque de ce qu'on a appelé son émancipation, quand l'Assemblée Nationale Constituante lui reconnut les droits de citoyen ; nous suivrons les débats d'où sortit cette importante réforme ; nous verrons ce qu'il en advint, avant d'être ce qu'elle est ; nous constaterons enfin l'indiscutable vitalité du préjugé qui ne s'affaiblit que progressivement, si lentement qu'on en trouverait peut-être encore des vestiges.

Il nous faut cependant, avant d'entrer dans le vif de notre sujet, esquisser à grands traits l'histoire juridique des comédiens sous l'ancien régime, pour bien montrer la situation péjorative qu'ils occupaient tant civilement que civiquement au début de la révolution française.

HISTORIQUE SOMMAIRE

de la situation des Comédiens sous l'ancien régime

Le droit romain a fixé la situation des acteurs avec une netteté qu'il serait désirable de retrouver dans les législations postérieures. L'empire romain, en devenant chrétien, ne pouvait que redoubler de réprobation envers ceux qui ne cessaient d'enfreindre la morale en des spectacles que Caton refusait de sanctionner de sa présence, et qui n'atteignaient cependant pas le degré de licence où ils parvinrent plus tard. L'Eglise devait en outre reprocher à ces représentations d'être des cérémonies religieuses païennes, dont les interprètes ne pouvaient en conséquence être chrétiens. Les rigueurs de la législation canonique favorisa les rigueurs parallèles de la législation civile.

Le concile d'Elvire, en 305, s'exprime ainsi : « Si auriga et pantomimus credere voluerint placuit ut prius actibus suis renuncient et tunc demum suscipiantur ; ita ut ulterius adeo non revertentur. Qui, si facere contra interdictum tentaverunt, projiciantur ab ecclesia ». La version non corrigée porte « augur » au lieu de « auriga » et « artibus » au lieu de « actibus » (1).

Le concile d'Arles dit à son tour : « IV — De agitatoribus qui fideles sunt, placuit eos quamdiu agitant a com-

(1) Amplissima collectio consilium — Cons. eliberitanum — anno christi 305 — Canon LXII.

munione separari. — V. De theatricis et ipsos placuit quamdiu agitant a communione separari » (2).

Ces conciles en vérité n'étaient que provinciaux et n'avaient en principe qu'une autorité locale ; mais le nombre de leurs membres avait été si considérable que leurs décisions produisirent l'effet des conciles œcuméniques. Aucun concile œcuménique cependant, aucun pape ne prononça de condamnation générale.

Telle fut l'origine de l'indignité dont, pendant des siècles, les comédiens seront frappés en France et que constate pour la première fois une ordonnance de Charlemagne, en date de 789, qui « les mit au nombre des infâmes auxquels il n'était pas permis de former aucunes accusations en justice » (3) — « Omnes infamæ maculis aspersi, id est histriones, ut viles personæ non habeant potestatem accusandi » (4).

Ce n'était là en vérité que des bateleurs et non des comédiens.

Des lettres patentes, scellées au Châtelet, le 23 novembre 1331 et que devaient confirmer celles du 24 avril 1407, (5) organisèrent la corporation des « ménestriers de Saint Julien et de Saint Genest ». De même que le théâtre païen était né des dyonisiaques, un théâtre chrétien allait sortir de la liturgie catholique. Le 3 juin 1398 (6), quelques bour-

(2) Ibid. Consil. Arletense — anno Christ. 314 — Canon IV ac V.

(3) Traité de police par de Lamare, conseiller commissaire du roy au Châtelet de Paris — 1705-1738 — T. 1, Livre III, tit. III, ch. II.

(4) Cap. Reg. Fr. T. 1, col. 229, art. 44.

(5) Ordonnances du Louvre — IX — 198.

(6) Livre rouge du Châtelet. F^o 267 — de Lamare t. I liv. III, tit. III, chap. III.

geois de Paris, groupés sous le titre de *confrères de la passion de Notre-Seigneur*, établirent un théâtre à Saint-Maur-des-Fossés pour y jouer le drame de la Passion.

Aussitôt une ordonnance du prévôt de Paris défendit « de représenter aucun jeux de personnaiges, soit de vie des saints ou autrement sans le congé du Roy, sous peine d'encourir son indignation et de forfaire envers luy » (7).

Mais Charles VI, qui avait pris goût au spectacle, leur en accorda le privilège et le monopole par lettres patentes du 4 décembre 1402, « ceste fois et à toujours » (8).

François I^{er} les leur confirma par de nouvelles lettres en janvier 1518, registrées le 1^{er} mars au parlement (9), qui à son tour les consacra sous certaines réserves le 17 novembre 1548 ; ils le seront encore par le roi, à Amboise, en mars 1559 (10).

D'autres compagnies apparurent bientôt : les *clercs de la bazoche* et les *enfants-sans-souci*. Mais, pour ne point empiéter sur les droits des « confrères de la passion », auxquels la représentation des mystères demeurait réservée, ils ne purent jouer, les premiers que des moralités et des farces, les seconds que des soties.

Tout cela n'alla pas sans force arrêts, ordonnances et lettres patentes sans cesse renouvelés, sans doute parce qu'ils étaient peu obéis, sans la mise en vigueur de la

(7) Guyot (P.) — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence (1775-1783) — XII 222.

(8) Bannières du Châtelet. F^o 77 — de Lamare t. I liv. III tit. III chap. III.

(9) de Lamare, t. I, liv. III, titr. III, ch. III.

(10) Bannières du Châtelet. VI F^o 208 — Isambert — Recueil des anciennes lois françaises depuis 1420 jusqu'à la révolution de 1789 — XIV — p. 29.

censure préalable imaginée par l'arrêt du parlement du 23 janvier 1538, que confirmèrent ceux du 7 mai et du 15 octobre 1540 : Défense « sous peine de prison et de punition corporelle de faire jouer autre chose que ce qui est, hormis les dictes choses rayées » et obligation d'avoir « à cette fin baillé quinze jours auparavant leur requête » les pièces que les acteurs se proposaient de mettre en scène (11).

Comme nous l'avons constaté plus haut, on trouvera le plus souvent entraves et rigueurs apportées par les autorités, police ou parlement, à la liberté des comédiens, soit dans leur personne, soit dans leur travail ; indulgence protectrice de la part des rois.

Citons quelques exemples.

Le 14 septembre 1395 une ordonnance du prévôt de Paris, plusieurs fois renouvelée par la suite, menace au moindre scandale les acteurs « de peine d'amende arbitraire et de deux mois de prison au pain et à l'eau » (12).

En 1422 le parlement emprisonne des clercs qui avaient enfreint ses défenses. Louis XI les fait relâcher et leur fait allouer une subvention.

Des lettres patentes de Charles VIII du 8 mars 1486 ordonnent l'arrestation de cinq clercs coupables d'avoir entremêlé leur dialogue de critiques sur la cour et le gouvernement ; mais à la demande de l'évêque de Paris le monarque s'empresse de les faire relaxer.

(11) des Essarts, avocat au parlement. Les trois théâtres de Paris, ou abrégé historique de la Comédie française, de la comédie italienne et de l'opéra, avec un précis des lois, arrêts, réglemens et usages qui concernent chacun de ces spectacles — Paris 1777. p. 19 (en note).

(12) Livre rouge anc. F^o 123 — de Lamare t. I, liv. III, titr. III, ch. II.

Parfois cependant le roi a la poigne rude lui aussi : Louis XII fit fouetter des comédiens qui s'étaient permis des allusions à ses actes, mais ne tint pas rigueur à la corporation. « Il permettait qu'ils parlassent de lui et de sa cour, mais non pourtant dérèglement, et surtout qu'ils ne parlassent pas de la reine ; autrement il les ferait tous pendre » (13).

Les troupes théâtrales s'étaient progressivement multipliées et la licence de leurs spectacles grandit au point que l'ordonnance générale rendue sur les plaintes, doléances et remontrances des états assemblés à Orléans lui consacra son article 24 : « Défendons à tous joüeurs de farces, basteleurs et autres semblables joüer esdits jours de dimanches et festes, aux heures du service divin, se vestir d'habits ecclésiastiques, joüer choses dissolues et de mauvais exemples, à peine de prison et punition corporelle, et à tous juges leur bailler permission de joüer durant les dites heures » (14).

Ceci n'empêcha pas Henri III d'appeler de Venise une troupe italienne, *Gli Gelosi*. Le 22 juin 1577 le parlement les interdit parce qu'ils « n'enseignaient que paillardises » (15), puis refusa d'enregistrer les lettres patentes du roi qui les autorisaient malgré l'arrêt ; il osa même défendre aux comédiens d'en solliciter de nouvelles, sous peine de 10.000 livres parisis d'amende. Le roi riposta par des lettres de jussion en faveur de ses protégés. *Gli Gelosi* ne s'attardèrent pas d'ailleurs à Paris.

(13) Brantôme — discours 1^{er} Anne de Bretagne — Isambert, XI, p. 688.

(14) 31 janvier 1561 ; enregistré au parlement le 13 septembre — Isambert. XIV, p. 70.

(15) Guyot — T. XII, p. 226.

Quant aux confrères de la passion ils avaient acquis le 30 avril 1548, l'hôtel de Bourgogne rue Manconseil et le parlement, sur leur requête, les avait maintenus dans leurs droits, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, mais en leur défendant expressément de « jouer le mystère de la Passion de Notre-Seigneur, ne aultres mystères sacrés, sous peine d'amende arbitraire ; leur permettant néanmoins de pouvoir jouer aultres mystères profanes, honnêtes et licites, sans offenser ne injurier autres personnes ; et défend la dite Cour à tous aultres de jouer ou représenter aucuns jeux ou mystères, tant en la ville, faux bourgs que banlieue de Paris, sinon sous le nom et au profit de la dite confrérie » (16). On ne joua plus de mystères à l'hôtel de Bourgogne mais on y tomba dans la farce, en dépit des arrêts du parlement (17) que les comédiens, soutenus par la cour, considéraient à peu près comme lettres mortes.

En 1588 parut une brochure pour dénoncer leur licence et celle des « jeux et spectacles publics... et par dessus tout ceux qui se font en un cloaque et maison de Sathan nommé l'hôtel de Bourgogne » (18).

Cette même année les confrères de la passion cédèrent, moyennant finance leur privilège et disparurent en tant qu'acteurs.

La lutte du reste se perpétuait entre les pouvoirs pu-

(16) Arrêt du parlement du 17 novembre 1548 — des Essarts, p. 22 et 23.

(17) Ces principaux arrêts furent ceux du 6 octobre 1584 et du 10 décembre 1588 — des Essarts, p. 39.

(18) Remontrances très humbles au roi de France et de Pologne, Henri troisième de ce nom, par un sien officier et subject sur les désordres et misères du royaume — 1588.

blics et de nouvelles troupes, françaises et italiennes, à la foire Saint-Germain et ailleurs (19).

Peut-être conviendrait-il de rechercher dans l'hostilité des parlements envers les comédiens, dans leur ténacité à les poursuivre, l'influence plus ou moins consciente des décisions du concile de Trente (20). Il avait en effet prohibé de prendre dans les Ecritures des sujets d'amusement public, ordonnant aux évêques de sévir contre ceux qui désobéiraient.

D'autre part l'église réformée se montrait excessivement prude en la matière ; elle enseignait qu'il « ne sera loisible aux fidèles d'assister aux comédies, tragédies, farces, moralités et autres jeux joués en public ou en particulier, vu que de tout temps cela a été défendu entre les chrétiens comme apportant corruption des bonnes mœurs » (21).

Le 30 janvier 1613 les comédiens de l'hôtel de Bourgogne obtinrent de devenir la *troupe royale des Comédiens*. Fiers de leur titre ils osèrent adresser des « remontrances au Roi et à N.N.S.S. de son conseil, pour l'abrogation de la confrérie de la passion, en faveur de la troupe royale des comédiens ». Ils les adressèrent « de plein vol, sans aucune recommandation ni assistance de leur bon droit » (22). Ils étaient tributaires des confrères ; ceux-ci ne jouaient plus mais percevaient une partie de la recette. Les pétitionnaires n'obtinrent d'ailleurs que la libre jouis-

(19) de Lamare. T. 1, liv. III, tit. III, ch. IV.

(20) Amplissima collectio consilium — XXXIII.

(21) Discipline ecclésiastique des églises réformées en France. Amsterdam. 1710. ch. XIV, art. 28.

(22) Des Essarts — pages 43 à 47.

sance de leur salle ; mais leur démarche accueillie partiellement témoigne d'un certain revirement en leur faveur.

Le coup d'œil que nous venons de jeter sur l'histoire du théâtre en France jusqu'au commencement du XVII^e siècle aura permis d'en saisir l'essentiel : le comédien harcelé par l'Eglise qui pratiquement le laisse pourtant assez tranquille, tiraillé entre le parlement et le roi. Tout cela en vérité concerne surtout la liberté du théâtre ; mais l'entrave à celle-ci en est une à la liberté de travail de l'acteur ; sa liberté individuelle est évidemment assez malmenée, mais comme l'était en somme celle de tant d'autres.

★★

Avec la troupe royale des comédiens nous entrons dans une période nouvelle. D'autres scènes se créèrent, le *théâtre du Marais*, rue Vieille-du-Temple, sur lequel Corneille présenta ses premières pièces. Le goût s'épurait peu à peu élevant le niveau des spectacles et de leurs interprètes. Richelieu d'abord, Mazarin ensuite, ne jugèrent plus pernicieux le théâtre ainsi émondé. Abandonnant aux rigueurs de la police les « Tabarin » et les « Mondor » du Pont-neuf (23), Richelieu bâtit un, ou plutôt deux théâtres dans son Palais-Cardinal ; Mazarin s'intéressa aux prémices de l'Opéra dès 1645.

Le besoin d'un règlement fixe, de statuts, se faisait sentir. Richelieu s'en rendit compte et chargea de les rédiger François Hédelin abbé d'Aubignac. Celui-ci, à la suite de la *Pratique du théâtre*, écrivit son *Projet de réforme du théâtre*, qui ne fut jamais appliqué.

(23) Ordonnance du lieutenant civil, du 30 mars 1635 — Isambert, XVI, p. 426.

Il y reconnaissait comme notoires l'infamie des comédiens, l'immoralité des spectacles. Et c'est pour cela qu'il importait d'y remédier.

Il proposait donc « de trouver un lieu commode et spacieux pour dresser un théâtre selon les modèles anciens. ... Autour de ce théâtre seroient bâties des maisons pour loger gratuitement les deux troupes nécessaires à la ville de Paris ». Défense aux veuves de jouer pendant leur année de deuil ; obligation de se remarier six mois après l'expiration de cette année. Interdiction aux filles de monter sur la scène à moins d'avoir leur père ou leur mère dans la compagnie. Un grand maître des théâtres et des jeux publics aurait d'importantes et nombreuses attributions, choix des pièces, engagements d'acteurs et surtout « maintenir le théâtre en l'honnêteté ». C'est lui qui devait « veiller sur les actions des comédiens et qui en rendait compte au roi pour y donner l'ordre nécessaire ».

L'abbé d'Aubignac concluait : « Une déclaration du roi portera d'une part que les jeux de théâtre n'étant plus un acte de fausse religion et d'idolâtrie comme autrefois, mais seulement un divertissement public, et d'un autre côté les représentations étant ramenées à l'honnêteté et les comédiens ne vivant plus dans la débauche et avec scandale, Sa Majesté lève la note d'infamie décernée contre eux par les ordonnances et arrêts » (24).

Louis XIII exauça ce désir en faisant enregistrer par le parlement la déclaration suivante :

« Louis, etc... Les continuelles bénédictions, qu'il plait

(24) Aubignac (Hédelin, François, abbé d') — La pratique du théâtre... suivie du projet de réforme. Paris, 1715. t. I, pages 354 à 357.

à Dieu de répandre sur notre règne, nous obligeant de plus en plus à faire tout ce qui dépend de nous pour retrancher tous les dérèglements par lesquels il peut estre offensé : la crainte que nous avons que les comédies, qui se représentent utilement pour le divertissement des peuples, ne soient quelquefois accompagnées de représentations peu honnêtes, qui laissent de mauvaises impressions sur les esprits, fait que nous sommes résolus de donner les ordres requis pour éviter tels inconvénients. A ces causes, nous avons fait et faisons inhibitions et défenses par ses présentes, signées de nostre main, à tous comédiens de représenter aucunes actions malhonnêtes, ny d'user d'aucune parole lascive ou à double entente, qui puissent blesser l'honnêteté publique, et sur peine d'estre déclarés infâmes, et autres peines qu'il y écherra. Enjoignons à nos juges, chacun dans son district, de tenir la main à ce que notre volonté soit religieusement observée, et en cas que les dicts comédiens contreviennent à nostre présente déclaration, nous voulons et entendons que nos dicts juges leur interdisent le théâtre et procèdent contre eux par telles voies qu'ils aviseront, selon les qualités de l'acteur, sans néanmoins qu'ils puissent ordonner plus grande peine que l'amende et le bannissement. Et, en cas que les dicts comédiens règlent tellement les actions de théâtre, qu'elles soient du tout exemptes d'impuretés, nous voulons que leur exercice, qui peut innocemment divertir nos peuples de diverses occupations mauvaises, ne puisse leur estre imputé à blâme, ni préjudice à leur réputation dans le commerce public, ce que nous faisons, afin que le désir qu'ils auront d'éviter le reproche qu'on leur a fait jusqu'ici, leur donne autant de subject de se contenir dans

les termes de leur devoir des représentations qu'ils feront, que la crainte des peines qui leur seraient inévitables, s'ils contrevenaient à la présente déclaration.

« Donné à Saint-Germain-en-Laye, le seize avril seize cent quarante-et-un... » (25).

Cette déclaration, plus de cent après, sera critiquée par Desprez de Boissy (26).

Le roi n'avait fait que généraliser ce que, peu d'années auparavant, il avait décidé pour un cas particulier : Mathieu Lefèvre, dit Laporte, qui avait été comédien, craignait qu'on ne lui reprochât son ancienne profession et avait demandé sa réhabilitation à Louis XIII, qui la lui avait accordée par lettres-patentes :

« ... voulant favorablement traiter le dict Lefèvre et ne permettre que une erreur de jeunesse luy puisse estre imputée et reprochée, attendu sa reconnaissance et sa capacité, avons de nos grâce spéciale, plaine puissance et auctorité roïalle, par ces présentes signées de nostre main, icelluy Lefèvre réhabilité, remis et restitué, réhabilitons, remectons et restituons en ses bonnes fame et renommée, voulons et nous plaist qu'il puisse doresnavant jouir de tous honneurs, privilèges, prérogations et prééminences, exercer toutes charges, dignités et offices dont il pourra estre cy après pourvu, ainsy que nos autres subjects, et comme il eust pu faire auparavant sa dicte profession de comédie, sans que ores ny à l'advenir on luy puisse ob-

(25) Registré au parlement le 24 avril — Isambert, XVI, 538.

(26) Desprez de Boissy. Lettres sur les spectacles avec un historique des ouvrages pour et contre le théâtre. Paris, 1774. t. I, p. 345 à 347.

jecter ou imputer aucune chose, ce que nous desffendons très expressément...

« Donné à Paris, au mois de décembre de l'an de grâce mil six cent-dix-neuf... » (27).

Cette pièce prouve aussi que les comédiens, habitués à être taxés d'infamie, n'en discutaient même pas, préférant s'en faire affranchir.

Il ne pouvait s'agir en l'espèce d'une infamie de droit puisqu'aucune juridiction ne l'avait prononcée. Il ne s'agissait que de l'infamie de fait. Or « l'infamie de fait, commentera Denisart, est la même que celle qui naît de la profession, comme celle de batteleur, de farceurs, de comédiens. Cette première espèce d'infamie ne subsiste qu'autant que la cause ; elle est éteinte par le changement de profession, suivi d'une vie exemplaire et édifiante » (28).

Déjà, trois ans auparavant, le roi n'avait pas considéré l'infamie comme fatalement attachée à la qualité d'acteur même en fonction. Il avait accordé des lettres de rémission à cinq comédiens (29), condamnés par le parlement de Toulouse sur accusation, reconnue depuis calomnieuse, d'un de leurs collègues, et lesdites lettres, qui mentionnaient la qualité de comédiens des suppliants, se terminaient par ces mots : « Remettons en leur bonne fame et

27) Archives nationales X¹a 8649 — Ce Laporte avait été un des associés de Valleron-Lecomte à l'hôtel de Bourgogne ; puis il joua ensuite à l'hôtel d'Argent (Jal. Dictionnaire critique de biographie et d'histoire — Paris. 1867. p. 412).

(28) Denisart — Collect. de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence — Paris. 1783-1787 ; (au mot : Comédien).

(29) François Vautré, Hugues Guériet, Jehan du Magne, Louis Nicier et Etienne de Ruffin.

renommée... » (30). Ils en jouissaient donc avant leur injuste condamnation.

Cet arrêt de Toulouse a un autre intérêt : il prouve que le parlement avait admis les comédiens à ester en justice dans une affaire où demandeurs et défendeurs étaient acteurs et dont le fond regardait leur métier.

★ ★

Le règne de Louis XIV fut pour le théâtre et ses interprètes une période de prospérité. Le théâtre de Molière, de *théâtre illustre* devenu *théâtre de Monsieur*, obtint en 1670 le titre de *troupe du roi* et se grossit d'une partie des comédiens du marais, dont l'autre fraction émigra à l'hôtel de Bourgogne. Nous n'avons pas à la suivre dans ses déplacements successifs. Nous signalerons seulement, comme preuve de l'acharnement du Clergé contre les comédiens, la chasse qui leur fut donnée, et souvent victorieusement par les curés du voisinage, quand ils tentaient une insatiation. Racine et Boileau se sont conté tout cela (31).

Après de nouvelles attaques le privilège pécuniaire des « Confrères de la passion » fut définitivement supprimé par lettre de cachet en date du 21 octobre 1680 (32). La « troupe royale » des comédiens et la « troupe du roi » furent réunies en une seule sous le nom de *Comédiens ordinaires du roi*.

(30) 14 sept. 1613 ; enregistrée au registre du grand Conseil le 18 janv. 1614 — Arch. nat. V5 1228.

(31) Lettre de Racine à Boileau du 8 août 1687 (Edit. Hachette VI. p. 586) — Lettre de Boileau à Racine du 13 août 1687 (Edit. Gidel, t. IV, p. 299) — Cf. Depping, correspondance administ. sous Louis XIV, II, 578.

(32) de Lamare — t. I, liv. III, ch. IV — Isambert XIX. 253.

Ce fut le duc de Créqui, premier gentilhomme de la chambre, qui signifia aux comédiens les élus dont le souverain entendait composer la compagnie et aussi le règlement qui interviendrait dans le partage des bénéfices (33). Quant aux acteurs congédiés il leur était attribué à chacun une pension de 1.000 livres (34).

C'est le régime du bon plaisir. Les deux anciennes troupes sont supprimées, non pour actes délictueux, mais arbitrairement, sans exposé de motifs. La nouvelle troupe est composée arbitrairement ; c'est le roi qui en désigne les sujets, ne basant son choix que sur son appréciation personnelle des mérites de chacun. Les artistes écartés le sont arbitrairement sans explication et l'atteinte apportée à l'exercice de leur profession est arbitraire elle aussi, en dépit de l'indemnité allouée, puisqu'ils n'ont pas la possibilité d'opter entre cette acceptation ou le maintien de leur situation antérieure. C'est arbitrairement enfin que « les comédiens ordinaires du roi » ne seront plus soumis qu'aux quatre gentilshommes de la chambre (35), qui leur transmettront leurs ordres par l'intermédiaire de l'intendant et contrôleur général de l'argenterie et des menus plaisirs.

Des lettres patentes du 28 juin 1669 concèdent à l'abbé Perrin le monopole « d'établir dans la ville de Paris et autres du royaume des académies de musique ». Notons

(33) Signalons que les comédiens firent entre eux, le 25 janvier 1681, leur premier acte de société (Guyot, XII, p. 28). D'autres suivirent nombreux ; mais cela nous entraînerait hors de notre sujet.

(34) Bonnassier (Jules) — Hist. administrat. de la Comédie française (1658-1757) — Paris. 1875, p. 12.

(35) Bibliothèque nat. M.S.S. 24330 (Despois).

que « les gentilshommes et demoiselles pourront chanter au dit opéra, sans que pour ce ils dérogent au titre de noblesse, ni à leurs privilèges, charges, droits et immunités » (36).

Des lettres patentes du 29 mars 1672 substituent Lulli dans le privilège de Perrin (37). Lulli avait été acteur, ce qui ne l'avait pas empêché de devenir surintendant de la musique de la chambre du roi, et le restera d'une façon intermittente puisqu'en 1681, à Saint-Germain, il remplira encore le rôle du « muphti » dans « Le Bourgeois gentilhomme ». Cela prouve que Louis XIV ne subissait pas l'influence des idées routinières.

Molière, avec une pension de 1.000 livres, reçut le titre de valet de chambre du roi, charge réservée jusqu'au règne de François I^{er} à la noblesse. Quand il devint père, Sa Majesté, représentée par le duc de Créqui, fut parrain de l'enfant ; la duchesse d'Orléans marraine délégua la maréchale du Plessy.

Le roi et la reine tinrent sur les fonds baptismaux le fils aîné de Lulli et lui accordèrent la survivance de la charge de surintendant de la musique de la chambre. Un de ses frères fut, dès sa naissance, pourvu d'une abbaye (38). Lulli lui-même obtint l'autorisation royale d'acheter une charge de secrétaire du roi, ce qui conférait la noblesse, et comme le corps des secrétaires refusait de le recevoir, le roi ordonna de passer outre (39).

(36) Des Essarts, p. 217.

(37) Isambert, XIX, p. 8.

(38) L'abbaye de Saint-Hilaire, près de Narbonne.

(39) Hénin de Cuvilliers — Des Comédiens et du Clergé — Paris 1825, p. 123.

Louis Biancolelli, fils de l'arlequin Dominique, fut également filleul de Louis XIV. La « comédie italienne », théâtre royal elle aussi, n'était point oubliée.

Elle jouissait en outre d'autres avantages ; ses acteurs, comme ceux de l'« académie royale de musique » n'étaient pas touchés par l'excommunication, théoriquement du moins ; car une lettre de L. Riccoboni énumère les difficultés suscitées à ces comédiens par le clergé (40). Pourtant, avant de passer en France avec sa compagnie, il avait eu soin d'adresser une requête au duc de Parme dont il était sujet : « ... La troupe, y peut-on lire, supplie très humblement son Altesse Sérénissime de faire de fortes instances à la Cour, pour qu'il leur soit accordé le libre usage des saints sacrements, comme ils l'ont en Italie » (41).

Si l'on pouvait, sans déroger, se produire sur la scène de l'Opéra, en était-il de même pour les autres théâtres ? L'opinion le niait ; mais vint l'affaire Floridor.

Josias de Soulas, sieur de Primerose, écuyer, dit Floridor, avait quitté l'armée pour le théâtre. Attaqué comme usurpateur de noblesse, il fut mis en demeure de faire ses preuves. Floridor, arguant que ses titres étaient en Allemagne, demanda des délais pour les faire venir.

La requête, présentée au roi, en son conseil, énumère longuement la filiation nobiliaire du comédien, rappelle l'émigration de ses ancêtres et établit « que George de Soulas... père du suppliant, après avoir achevé ses études à Bâle en Suisse, vint en France au commencement du règne du roy Henry le Grand..., il plaça le dit suppliant

(40) Le Moliériste (Revue) — Lettre du 12 juillet 1745. N° d'avril 1885, p. 22 à 25.

(41) Des Essarts, p. 191 et 192 (en note).

son fils aîné dans les gardes du roy Louis XIII^e, père de Sa Majesté, où il porta le mousquet dans la compagnie du sieur de La Besne, et depuis servit en qualité d'enseigne dans le régiment de Rambure et, après, la réforme de quelques compagnies de ce régiment lui fit prendre le parti de la comédie, dans laquelle il a servi depuis vingt-cinq ans, comme il fait encore, au divertissement de Sa Majesté. ... Les titres de noblesse dudit suppliant sont dès lors demeurés entre les mains de Josias de Soulas, oncle du suppliant, comme aîné et chef de la maison, lequel... se retira en Allemagne, où il fut fait page de l'électeur palatin du Rhin et depuis capitaine de cavalerie dans les troupes du duc de Savoye... Cet établissement hors du royaume dudit Josias aîné... en possession de tous les titres justificatifs de leur noblesse... a réduit le dit suppliant dans l'impossibilité de leur présentation... Requiert le suppliant à ce que, attendu qu'il ne peut abandonner le service de Sa Majesté que dans la mi-caresme prochain, il plût à Sa Majesté lui accorder un délai d'un an... »

Le roi acquiesça et en outre fit défense « de faire aucune poursuite, ni contrainte, pour raison de la dite qualité d'écuyer, contre le suppliant à peine de nullité, cinq cents livres d'amende, dépens, dommages et intérêts. — A Saint-Germain-en-Laye, le lundi 10 septembre 1668 » (42).

Un historien du théâtre français est absolument logique dans la conclusion qu'il en tire : « Si la loi, dit-il, eut prononcé cette dérogance, on n'eut pas demandé à Floridor les lettres en vertu desquelles il prenait la qualité d'écuyer ; on se fut contenté de lui alléger sa profes-

(42) Arch. nat. E. 412.

sion et, en lui défendant de la prendre à l'avenir, on l'aurait condamné à l'amende encourue par les usurpateurs de noblesse » (43).

L'Eglise elle-même avait momentanément désarmé.

Les registres des églises Saint-Firmin et Notre-Dame-des-Tables, à Montpellier, indiquent qu'en 1654 Molière avait été admis comme parrain (44). Le 20 février 1662 il avait épousé Armande Béjart sans difficulté par autorisation de l'abbé Comtes, doyen de Notre-Dame, et grand vicaire du cardinal de Retz, archevêque de Paris. Madeleine Béjart mourut en 1672 et, selon son désir, son corps, par permission spéciale de l'archevêque, fut porté en carrosse et inhumé au cimetière de l'église Saint-Paul, le registre de la paroisse la désignant comme comédienne de la « troupe du roi ». Molière enfin avait un confesseur, l'abbé Bernard (45), et avait fait ses pâques l'année qui précéda sa mort.

La trêve ne devait pas être de longue durée, grâce au jansénisme et au « Traité de la Comédie » de Nicole qui rééditait les affirmations des rituels les plus sévères (46),

(43) Le Mazurier. Galerie historique des acteurs du théâtre français depuis 1600 jusqu'à nos jours. Paris. 1810. t. I, page 268.

(44) Le Moliériste, N° du 1^{er} mai 1879, p. 43.

(45) Il est nomément désigné comme « ayant administré les sacrements à Pâques dernier » au défunt. Cf. la requête adressée par la veuve de Molière à l'archevêque de Paris, le 20 février 1673 dans l'« Histoire de Molière » par Tschereau, 3^e édit., p. 260.

(46) Cette divergence entre les rituels n'aurait pas dû exister. La bulle « Apostolicæ sedi » de Paul V, en date du 27 juin 1614, avait prescrit l'usage exclusif du rituel romain, beaucoup moins défavorable aux comédiens. Les théories gallicanes, alors en faveur, empêchèrent de se conformer aux ordres de Rome. (Bullarum priv. leg. ac diplomat. amplissima collect., t. V, ch. 4, p. 150).

grâce aussi à l'influence de l'étroite piété de Mme de Maintenon. L'apparition de *Tartuffe* groupa tout le clergé contre son auteur. Molière mourut le 17 février 1673 et les prêtres de Saint-Eustache ne voulurent pas l'assister. Bien plus, le curé, l'abbé Merlin, refusa l'entrée de l'église et l'inhumation en terre sainte. Il fallut l'intervention de Louis XIV pour que des obsèques à peine décentes fussent célébrées.

Combien Labruyère avait-il raison d'écrire : « La condition des comédiens était infâme chez les Romains et honorable chez les Grecs. Qu'est-elle chez nous ? On pense d'eux comme les Romains ; on vit avec eux comme les Grecs » (47). Et encore : « Quelle idée plus bizarre que de se représenter une foule de chrétiens de l'un et l'autre sexe, qui se rassemblent à certains jours dans une salle pour y applaudir à une troupe d'excommuniés, qui ne le sont que par le plaisir qu'ils leur donnent et qui est déjà payé d'avance ? Il me semble qu'il faudrait ou fermer les théâtres, ou prononcer moins sévèrement sur l'état des comédiens » (48).

En 1694 parut, en tête d'une édition des comédies de Boursault, une sorte de préface intitulée *Lettre d'un théologien illustre par sa qualité et par son mérite*. Elle fut attribuée au père Caffaro. L'auteur soutenait d'abord que les anathèmes des conciles ne visaient que les histrions. Il ajoutait : « Tous les jours, à la cour, les évêques, les cardinaux et les nonces du pape ne font pas de difficultés d'assister à la comédie et il n'y aurait pas moins d'impru-

(47) Labruyère, chap. XII, des jugements.

(48) Labruyère, chap. XIV, de quelques usages.

dence que de folie de conclure que tous ces grands prélats sont des impies et des libertins puisqu'ils autorisent le crime par leur présence ». Et plus loin : « J'ai fait encore quelquefois une réflexion qui me paraît assez judicieuse en jetant les yeux sur les affiches qu'on lit au coin des rues, où l'on invite toutes sortes de personnes à venir à la comédie et aux autres spectacles qui se jouent avec privilège du roi et par des troupes entretenues par Sa Majesté. — Quoi, disais-je en moi-même, si l'on invitait les gens à quelque mauvaise action... il est constant que les magistrats, bien loin de permettre la publication de ces sortes d'affiches, en puniraient sévèrement les auteurs. — Il faut donc que la comédie ne soit pas si mauvaise puisque les magistrats ne la défendent point, que les prélats ne s'y opposent en aucune manière et qu'elle se joue avec le privilège d'un prince qui gouverne ses sujets avec tant de sagesse et de piété » (49).

Bossuet publia ses *Maximes et réflexions sur la comédie*. En vérité, celles-ci ne répondaient en rien aux arguments de la lettre ; elles affirmaient la légitimité de l'communication des comédiens.

Mgr de Harlay, archevêque de Paris, exigea du Père Caffaro une rétractation. Celui-ci fit une soumission humble et complète. Cette lettre, écrivit-il, « n'est point de moi ; je n'y ai aucune part... je la désavoue absolument... » (50). Il reconnaissait cependant avoir fait, douze ans auparavant « un écrit latin sur la comédie sans avoir mûrement exa-

(49) Caffaro (François). Lettre d'un théologien illustre par sa qualité et par son mérite. Paris 1701, p. 38 et 39.

(50) Lettre française et latine du R.P. Caffaro, théatin, à Monseigneur l'archevêque de Paris. 1694.

miné la matière... Je ne puis disconvenir, ajoutait-il, qu'à comparer la lettre avec mon écrit il ne soit visible qu'elle en est tirée presque mot à mot ».

La « lettre d'un théologien » changea de titre et devint la *lettre d'un homme d'érudition et de qualité*.

Bossuet ne fut pas seul à condamner les comédiens. Bourdaloue (51), Fénelon (52), Massillon (53), Fléchier (54), agirent de même (55).

L'intolérance avait redoublé. Pour obtenir l'inhumation chrétienne les acteurs devaient prononcer une renonciation formelle, certains la faire par devant notaire, un autre par acte signé de lui et de quelques ecclésiastiques (56).

★★

Au cours des trois quarts de siècle, qui séparent l'avènement de Louis XV de l'ouverture des états-généraux, les comédiens jouirent dans le monde d'une vogue inconnue par eux jusqu'alors. Pourtant jamais ils n'avaient été harcelés comme ils l'ont été à cette époque, en dépit de quelques vaines tentatives de réaction de leur part. L'étude

(51) Sermon sur les divertissements publics (T. II des Sermons sur les dimanches de l'Avent).

(52) Lettre à l'Académie française. 1718.

(53) Sermon sur le petit nombre des élus (Le titre implique la tendance janséniste).

(54) Mandement du 8 septembre 1708 contre les spectacles.

(55) Desprez de Boissy. Lettres sur les spectacles avec une histoire des ouvrages pour et contre le théâtre. Paris 1774. Ce livre, nettement hostile, contient une interminable liste d'écrits sur ce sujet.

(56) « Acte de renoncement de Brécourt par devant Claude Ballu de la Baroudinière, curé de Saint-Sulpice », le 13 mars 1685 (Registre de Saint-Sulpice). C.f. Le Moliériste de décembre 1883, p. 278.

rapide, que nous allons en faire, permettra de fixer exactement ce que, dans l'exercice de sa profession et en dehors d'elle, était le comédien devant la loi, devant l'Eglise plus ou moins contrôlée par l'autorité civile, à la fin de l'ancien régime.

Il y avait à Paris deux sortes de théâtres, les théâtres royaux (Opéra, Comédie française, Comédie italienne) dont les acteurs étaient pensionnaires du roi, et les autres, les petits théâtres de la foire et du boulevard du Temple.

L'Académie royale de musique était soumise au corps de la ville de Paris sous les ordres du ministre secrétaire d'état ayant le département de la maison du roi.

Les deux autres théâtres royaux dépendaient de l'autorité absolue des quatre premiers gentilshommes de la chambre du roi. C'était l'un d'eux qui avait été l'organe de transmission de la volonté royale aux « Comédiens du roi » lors de leur création en 1680 ; d'eux avaient émanés les règlements successifs (57). Dès lors les gentilshommes de la chambre s'occupèrent des rapports avec les auteurs, de l'administration, de la gestion financière et des pensions. Ils s'occupèrent encore, et ceci nous intéresse davantage, du recrutement des acteurs, de leur réforme et de la discipline. Pour manifester leur volonté ils usaient des lettres de cachet : lettres de cachet pour prescrire les enrôlements, cela s'appelait un ordre de début ; lettres de cachet pour priver d'un emploi ; lettres de cachet pour punir d'amende ou de prison. Quand l'affaire était pressante, en matière répressive surtout, on n'attendait pas une lettre de cachet régulièrement signée du roi ; on agissait de suite

(57) des Essarts, p. 58 à 60.

par « ordre anticipé », à l'aide d'une lettre de provision délivrée par le lieutenant de police et que remplacerait une lettre de cachet en forme. Presque toujours d'ailleurs, de par la volonté des gentilshommes de la chambre, le délinquant était relaxé avant qu'on eut procédé à cette régularisation

« L'usage en pareil cas, lit-on dans le rapport d'un inspecteur, était d'avertir M. le lieutenant de police pour qu'il écrivit seulement au concierge de recevoir le prisonnier, mais non pas de le faire écrouer, attendu que cela était de la faculté de MM. les gentilshommes de la chambre de donner la liberté quand ils le jugeaient à propos » (58).

Les documents, concernant les comédiens de toutes catégories, recueillis par Emile Campardon aux archives nationales et publiés dans ses ouvrages sur les théâtres de l'ancien régime (59) sont une source dont il est facile d'extraire la justification de ce que nous venons d'avancer.

Un comédien sans engagement ou, ce qui est plus fort, appartenant à quelque troupe subalterne ou de province, pouvait recevoir un ordre de début. Il était tenu d'y obéir (60). On osa même aller plus loin et, pour n'en citer qu'un exemple fameux par le nom de l'intéressée, Sophie Arnoult, mineure de quatorze ans, fut de la sorte enlevée,

(58) Rapport de l'inspecteur de police Lajannière — Arch. de la Bastille. M. S. 12151 f. 100-101.

(59) Les comédiens du roi et de la troupe italienne. Paris. 1871. — Les spectacles de la foire. Paris 1877. — Les comédiens du roi et la troupe française pendant les deux derniers siècles. Paris 1879. — L'académie royale de musique au XVIII^e siècle. Paris 1884.

(60) Arch. nat (dans Campardon) O¹ 845¹ — O¹ 2984.

en dépit de la résistance de sa mère, pour être affectée à l'Opéra (61).

Nous voyons les gentilshommes de la chambre procéder au congédiement des acteurs, le plus souvent sur leur demande avec une pension de retraite variable (62). Parfois ils agissent par mesure disciplinaire : Grammont, le futur adjudant général de l'armée révolutionnaire de Paris, sera renvoyé pour son « manque de zèle », constat fait qu'il avait disparu de son domicile (63).

Nous trouvons des condamnations à l'amende pour avoir contrevenu aux règlements, pour refus de rôle, pour s'être dit malade, pour injures, disputes (64), etc... Des infractions plus graves, voies de fait, ivresse, absence à une représentation, congé indûment prolongé, entraînent l'emprisonnement (65). Comme une populaire Bastille le For-l'Evêque, près du Châtelet, reçoit les coupables ; la Force aussi et même, pour les femmes, l'horrible Hôpital.

Et tout cela, sans contrôle, sans appel, était en général accepté. C'est que les gentilshommes de la Chambre étaient aussi les distributeurs des pensions accordées par le roi (66) et qu'il fallait en conséquence conserver leurs bonnes grâces.

Dans les petits théâtres les engagements se faisaient librement entre directeurs et artistes, à charge des seules

(61) Goncourt (Edmond et Jules de) — Sophie Arnoult, d'après sa correspondance et ses mémoires inédits. Paris 1922, p. 27 et 28.

(62) Arch. nat. (dans Campardon) O¹ 637-845-12984.

(63) Ibid. O¹ 845 — Y 11598.

(64) Ibid. O¹ 846 — 848.

(65) Ibid. Y 11793 — O¹ 629 — 826.

(66) Ibid. O¹ 92 — 185 — 666 à 681 — 683 à 688 — 845.

obligations réciproques des contrats. Les acteurs sans doute restaient théoriquement sous le coup d'un ordre de début, mais le cas ne se produisit guère, sauf dans les théâtres des grandes villes.

La discipline dépendait toujours directement du lieutenant de police, prodigue d'emprisonnement, le plus souvent à la demande des directeurs, pour absence, négligence, rixe, injures, dégradations ou manquement au public. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les archives des commissaires au Châtelet pour être édifié (67).

Il n'y a pas à rechercher comment les comédiens auraient été écartés des fonctions publiques, car il ne serait venu à l'idée de qui que ce fut de les y appeler ; mais ils n'étaient frappés d'aucune incapacité civile. Sans fouiller les minutes des notaires, on les voit, dans de nombreuses pièces d'archives, librement acquérir, aliéner, constituer des rentes viagères au profit d'autrui ou au leur (68), procéder à des donations entre époux (69), en faveur de tiers (70), en accepter aussi (71), passer des contrats de mariage (72), poursuivre des séparations de bien (73), tester (74), obtenir la tutelle (75). On leur accordera des lettres

(67) Arch. des Commis. (dans Campardon) 2575 — 3772 à 76 — 3785 — 3786 — 4688 — 4826 — 4983 — 5022.

(68) Arch. nat. (dans Campardon) Y 276.

(69) Ibid. Y f 340 f^o 76 — Y 243.

(70) Ibid. O¹ 2984 — Y 276 — 336 — 378 — 379 — 446 — 448.

(71) Ibid. O¹ 14 — Y 218 — 255 — 277 — 404 — 425.

(72) Ibid. Y 117 — 178 — 231 — 248 — 290 — 374 — 375 — 392 — 455 — 466.

(73) Ibid. Y 159 — 30.

(74) Ibid. Y 33 — Y¹ 35.

(75) Ibid. Y 3971 — 4916.

de naturalité (76). On légitimera leurs enfants nés hors du mariage (77).

On a voulu prétendre que l'enfant, en devenant comédien, échappait à la puissance paternelle. Oui, pour les théâtres royaux, si on entend par là qu'à un ordre de début donné par les gentilshommes de la chambre on ne pouvait se soustraire ; non, dans les autres cas. Le 18 avril 1767, un acteur d'un petit théâtre fut envoyé à la Force à la demande de ses parents : il avait, contre leur gré, quitter son métier de cuisinier pour s'engager dans la troupe du sieur Gaudron. Or, il était né en 1742 et avait donc environ vingt-cinq ans lors de son arrestation (78).

Il est à noter enfin qu'aux termes d'une décision du Châtelet, en date du 19 juin 1756, « une femme, qui monte sur le théâtre, pouvait s'obliger pour ce qui concernait son état..., ces sortes de femmes devaient être considérées comme faisant un commerce séparé de celui de leur mari » (79).

Les comédiens pouvaient-ils ester en justice ? En tant que particuliers, aucun doute et les exemples en sont nombreux. En tant que groupement, le parlement leur en déniait le droit mais le leur toléra. Nous l'avons vu à Toulouse. Il en fut de même à Paris lors du différent des comédiens français et des spectacles de la foire. Il s'agissait pour les premiers d'entraver le plus possible les représentations des seconds. L'affaire dura de 1707 à 1710. Les théâtres de la foire s'en étaient remis au grand conseil ;

(76) Ibid. Oⁱ 353 — X¹a 8779 — 8809.

(77) Ibid. X¹a 8779 — 8809.

(78) Arch. des Commis. 3772.

(79) Denisart (au mot Comédien).

les comédiens au parlement ; il y eut conflit et le conseil privé du roi trancha la question en faveur des comédiens le 17 mars 1710 (80). Mais la grande chambre du parlement, en leur donnant raison quant au fond, n'avait pas manqué par l'organe de son avocat général Joly de Fleury, de poser le principe qu'elle ne consentait que par condescendance à recevoir leur requête : Les comédiens ne peuvent « se flatter ni d'être entendus en corps, ni de jouir d'un privilège exclusif, n'ayant aucunes lettres patentes enregistrées en la cour. Cependant la cour dans tous les tems n'avoit pas cru devoir user de cette rigueur par rapport à un corps à qui l'on ne donne même pas le nom de communauté mais de troupe, qu'on tolère sans en reconnaître l'établissement par une voie juridique et qui, par la seule raison de cette tolérance, doivent jouir, dès qu'on les supporte à Paris, du privilège exclusif que le roi a bien voulu leur accorder, que ce privilège est établi par le brevet du roi du 21 octobre 1680 » (81).

Ce qui permit à l'abbé de Latour d'écrire contre ses adversaires ces lignes méprisantes : « Tout le pompeux étalage des titres de la comédie française porte à faux ; la communauté des savetiers est plus légitime que la troupe des comédiens » (82).

L'Eglise leur restait plus que jamais hostile. L'enfouissement nocturne d'Adrienne Lecouvreur en présence du seul M. de Laubinière avait été un véritable scandale.

(80) Bonnassis (Jules). Les spectacles forains et la comédie française d'après des documents inédits. Paris 1875, p. 35.

(81) Arrêt du 21 janvier 1708, confirmé par celui du 2 janvier 1709 (du Fresne (Jean). Journal des principales audiences du parlement de Paris de 1622 à 1732. V. p. 135 et 210).

(82) de Latour (abbé de). Réflexions morales, politiques, historiques, littéraires sur le théâtre — Avignon, 1763.

L'excommunication des comédiens était un obstacle à leur mariage et à leur inhumation décente, puisque les registres des mariages et la police des cimetières étaient aux mains du clergé. L'autorité séculière, en raison de cette parcelle de pouvoir abandonnée par elle, s'était réservée d'en contrôler l'exercice, en permettant à ceux qui se croyaient injustement frappés l'appel comme d'abus devant le parlement. Il advint que ces appels se multiplièrent alors que l'Eglise prétendait, par un redoublement de sévérité, atteindre les membres d'une secte nouvelle (83). Ces appels furent favorablement accueillis, attendu que les sacrements ne pouvaient être refusés qu'aux individus préalablement flétris par une sentence civile et qu'aucune sentence n'avait été prononcée contre les intéressés. L'Eglise, pour défendre ses agissements, objectait qu'elle avait coutume de retrancher les comédiens de son sein ; pourtant, ceux-ci étaient indemnes de toute condamnation, et jamais le parlement n'était intervenu en leur faveur. Le parlement eut pu répondre, conformément surtout aux théories gallicanes, que les canons des quatre premiers conciles avaient en France force de loi. Le canon 62 du concile d'Elvire, les canons 4 et 5 du concile d'Arles flétrissaient tout au moins les bateleurs, sinon les comédiens. Le parlement préféra proclamer que, s'il s'était abstenu de les protéger, « c'est qu'ils sont de ces hommes diffamés dont le crime est aussi public que la profession qu'ils exercent est solennellement défendue » (84).

(83) Les Quesnellistes, disciples de l'oratorien Quesnel, janséniste notoire et fondateur de l'église schismatique d'Utrecht.

(84) Remontrances au roi du 29 juin 1738 (Flammermont. Remontrances du parlement de Paris au XVIII^e siècle. T. I, p. 371).

Le plus souvent pourtant acteurs et actrices échappaient aux prohibitions ecclésiastiques (85). Désiraient-ils se marier ? Redoutaient-ils une fin prochaine ? Ils promettaient solennellement de renoncer à leur profession. Les noces célébrées, le malade rétabli, un ordre des gentilshommes de la chambre prescrivait péremptoirement au nouveau converti de reprendre sa place au théâtre. L'Eglise se jugea bernée et ne se contenta plus de la renonciation des suppliants : il leur fallut produire un engagement des quatre premiers gentilshommes que ceux-ci ne leur adressaient aucun appel postérieur.

Toutes ces exigences furent l'origine de la lutte courageuse qu'Hippolyte Clairon et ses camarades ne craignirent pas d'engager pour conquérir les droits dont ils étaient privés.

On résolut de poursuivre d'abord la réhabilitation religieuse.

Un avocat du parlement, Huerne de la Mothe, auteur d'un copieux ouvrage de droit civil et canonique (86), fut chargé de présenter la cause des comédiens. Le choix ne fut pas heureux car le mémoire (87) ne fut qu'un développement confus et indigeste de ce que Voltaire résumait spirituellement quand il dénonçait « la contradiction trop

(85) Grimm. Correspondance littéraire. 1^{er} février 1769. VIII. 259.

(86) Huerne de la Mothe. Essai de jurisprudence sur toutes sortes de sujets, questions de droits civil et canonique, points de coutumes et matières ecclésiastiques. Paris 1757-1758. 5 vol. in-12.

(87) Huerne de la Mothe. Mémoire à consulter sur la question de l'excommunication que l'on prétend encourue par le seul fait d'acteur de la Comédie française. Paris. 1761.

absurde d'être au cachot de l'évêque si on ne joue pas et excommunié par l'évêque si on joue » (88).

« Ce mémoire est si cruellement fait et si mal écrit qu'il n'est pas possible d'en soutenir la lecture », appréciait Grimm (89).

Voltaire l'appelait « l'œuvre d'un pauvre avocat qui vient de donner une très ennuyeuse mais très sage consultation » (90).

Huerne, malheureusement pour lui, s'était laissé aller à d'imprudentes personnalités. Ses confrères, craignant d'être compromis, s'empressèrent de le déférer au parlement qui condamna l'ouvrage à être lacéré et brûlé par l'exécuteur des hautes œuvres au pied du grand escalier du palais ; l'auteur était et demeurait rayé du barreau (91).

Déjà les avocats avaient chassé de l'ordre en 1745 Huchet de la Bédoyère qui avait épousé Agathe Sticotti de la Comédie italienne et dont le mariage avait été d'ailleurs annulé à la requête des parents du conjoint (92). On a prétendu à tort qu'en 1775 ils auraient également expulsé François de Neufchâteau pour mésalliance avec Mlle Dubus, fille d'un ancien danseur de l'Opéra et nièce de Préville de la comédie française. François, ayant alors voulu

(88) Voltaire. Correspondance. 1^{er} mai 1765 — XLIII, p. 548.

(89) Grimm. Corresp. litt., mai 1761 — IV, p. 403.

(90) Voltaire. Corresp., 31 mai 1761 — XLI, p. 306.

(91) Arrêt du parlement du 11 mai 1761 — Desprez de Boissy. II, p. 660.

(92) Mémoire pour M. et Mme de la Bédoyère contre le sieur de la Bédoyère leur fils (Collect. Rondel). — Baculard d'Arnaux — Les époux malheureux, ou histoire de M. et Mme de la Bédoyère — Avignon. 1763.

acquérir une charge d'avocat au conseil, aurait été impitoyablement repoussé (93).

Après ce premier échec, Clairon et ses camarades voulaient une revanche. En 1763, ils espérèrent l'avoir trouvée à la mort de Crébillon. Ils firent célébrer et assistèrent en corps à un service religieux à la mémoire du défunt (94). La cérémonie se déroula en la chapelle de Saint-Jean-de-Latran qui, appartenant à l'ordre de Malte, échappait à la juridiction de l'archevêque. Le desservant n'en fut pas moins puni. Les comédiens voulurent démissionner en masse en signe de protestation ; mais il leur fallut bien céder.

Voici enfin l'affaire du *Siège de Calais*.

Le récit s'en trouve partout (95).

Dubois, acteur de la comédie française, refusait de payer son chirurgien, ce qu'il prétendait avoir déjà fait. Poursuivi en justice, il offrit d'affirmer par serment la véracité de son dire.

— Impossible, répondit l'avocat du chirurgien ; les acteurs sont infâmes et ne peuvent prêter serment (96).

Toute la comédie s'indigna ; mais bientôt elle eut la preuve que Dubois avait menti. Elle désintéressa le chi-

(93) Biographie Michaud. Le récit démontré faux par des pièces d'archives (Jal — p. 613).

(94) Almanach des spectacles pour l'année 1763.

(95) Cf. les mémoires de Clairon, Dumesnil, Lekain, etc..., mémoires secrets de Bachaumont. Grimm (VI, p. 256) en fait un récit assez spirituel.

(96) Remarquons à ce propos que presque tous les procès-verbaux d'interrogatoires ou de dépositions de comédiens qui figurent aux archives des commissaires contiennent la formule : « et après leur avoir fait prêter serment de dire la vérité... ».

ruirgien et décida de cesser tout rapport avec le coupable. On jouait le « Siège de Calais », dont le succès était grand et où Dubois tenait un rôle. Grâce à sa fille, comédienne elle aussi, et dont les charmes surent influencer les gentils-hommes de la chambre, Dubois fut maintenu dans son rôle. Tous les interprètes de la pièce refusèrent de paraître en scène malgré la fureur du public. Tous furent envoyés au For-l'Evêque et ce ne fut qu'après vingt-six jours d'emprisonnement qu'ils se résignèrent à céder.

Clairon, qui avait payé de sa personne et de sa liberté, ne se rebuta pas cependant et continua la lutte sous l'impulsion tenace de Voltaire (97). Elle refusa, sous prétexte de santé, de reparaitre sur le théâtre tant que ses camarades et elle n'auraient pas obtenu les droits communs à tous.

De nouveau on confia à un avocat, Jabineau de la Voûte, les intérêts des comédiens ; il prépara un mémoire au sujet duquel Voltaire lui écrivit de longues lettres (98).

On eut l'idée — l'idée germait depuis 1766 (99) — de substituer à la comédie française une académie royale dramatique. Les personnes qui y seraient attachées auraient les mêmes privilèges que celles qui appartenaient à l'académie royale de musique. Donc, plus d'excommunication.

Le mémoire fut lu au roi par M. de Saint-Florentin et ne lui plut pas.

Un certain Rabellean proposa sérieusement que cha-

(97) Voltaire. Corresp. XLI, p. 306, 386, 423 — XLII, 544, 547 à 549, 553, 559 — XLIV, 6, 37, 266.

(98) Ibid., XLIV, 208, 232.

(99) Grimm. Corresp. litt., VI, 492.

que citoyen fut tenu de faire un stage au théâtre avant d'être admis aux charges publiques ; la moralité des comédiens atteindrait ainsi un niveau plus élevé (100).

Plus tard encore Magne de Saint-Aubin élaborait toute une réforme. Il voulait « donner à l'état de comédien toute la consistance et toute l'honnêteté dont il est susceptible » et dans le règlement il préconisait une sorte de conseil de l'ordre pour veiller à la conduite des acteurs, pour les défendre, les chasser en cas d'immoralité. Mais il laissait cette surveillance sous le haut patronage des gentilshommes de la chambre et des intendants de province. « La bonne compagnie, concluait-il, serait flattée de pouvoir accorder son estime à ceux qui font ses plaisirs » (101).

Le projet aboutit encore moins que celui de l'abbé d'Aubignac qui du moins avait préparé la fameuse lettre royale de 1644.

Clairon, fidèle à sa parole, ne reparut pas au théâtre ; elle se réfugia dans le sein de l'Eglise et écrivit dans ses mémoires : « La folle et barbare administration de mes supérieurs, la facilité que trouvent toujours les méchants à faire de ce public si respectable une bête brute ou féroce à volonté, les réprobations de l'Eglise, le ridicule d'être Français sans jouir des droits de citoyen, le silence des lois sur l'esclavage et l'oppression des comédiens m'avoient fait trop sentir la pesanteur, le danger et l'avilissement

(100) Rabellean. Dissertation sur les spectacles. 1779. (Cf. Desprez de Boissy, II, 549).

(101) Magne de Saint-Aubin. La réforme des théâtres, ou vues d'un amateur sur les moyens d'avoir toujours des acteurs à talent sur les théâtres de Paris — Paris 1787 (2^e partie, chap. VIII et IX).

de mes chaînes pour que je consentisse à les porter plus longtemps » (102).

Il nous reste à dire un mot d'un singulier usage qui, vers la fin de l'ancien régime, érigeait la comédie française en tribunal, tranchant les différends des théâtres de province.

Le règlement des gentilshommes de la chambre de 1757, disait dans le paragraphe 12 de son article 2 : « il (le comité des comédiens) sera chargé de juger les contestations des directeurs et acteurs de province. Il sera nommé un d'entre eux (des membres du comité) pour les examiner et les rapporter ; lesquels jugemens, ainsi que les titres de procédure, seront mentionnés et transcrits sur un registre particulier et renfermés dans des armoires de la salle d'assemblée, dont la clef sera remise ès-mains du plus ancien du comité ; lesquels n'auront cependant force et valeur qu'après avoir été par nous (les gentilshommes de la chambre) approuvés ».

Cette coutume d'ailleurs existait antérieurement au règlement de 1757 car celui du 26 octobre 1729, en divisant les sociétaires en quatre classes pour l'attribution du travail, chargeait ceux de la quatrième « des affaires des comédiens de province et de leur faire réponse ».

Un règlement ultérieur (1^{er} avril 1768) attribua les mêmes pouvoirs à la comédie italienne pour les théâtres de province dont le répertoire était analogue au sien.

Les décisions ne pouvaient avoir en principe force de loi ; mais elles étaient facilement acceptées, parce qu'elles

(102) Mémoires d'Hippolyte Clairon publiés par elle-même. — Paris. 1822, p. 45.

émanaient d'hommes qui connaissaient bien la province, où presque tous avaient débuté ; parce qu'elles ne portaient strictement que sur des litiges professionnels ; parce qu'enfin les acteurs de province étaient plus ou moins directement sous la dépendance des gentilshommes de la chambre.

Les registres, contenant les consultations entre 1772 et 1779, existent encore et font preuve d'une grande équité. « Ce n'est pas, croyons-nous, dit M. Bonnassis, la moins belle page des annales de la maison de Molière que celle où nous voyons ses grands artistes devenir des justiciers » (103).

Cette organisation ne survécut pas à l'ancien régime.

Disons enfin qu'à cette époque la franc-maçonnerie — elle faisait alors dire des messes — n'avait pas pour les comédiens plus d'indulgence que les ecclésiastiques les plus intransigeants.

Une loge de Nancy, qui ne fonctionnait plus, fut en janvier 1786, reconstituée par vingt-neuf personnes dont quatorze étaient, à divers titres, attachées au théâtre. Les membres de l'ancienne loge refusèrent de les reconnaître, bien qu'ils eussent eu soin de dissimuler leur profession sous des titres divers. Le conseil suprême du grand orient se fit présenter les archives de la loge et repoussa ces nouveaux maçons qui « n'auraient jamais dû recevoir la lumière... elle aurait dû s'éteindre pour eux, sitôt qu'ils

(103) Bonnassis (Jules). La comédie française et les comédiens de province aux XVII^e et XVIII^e siècles. Contestations. Débats. — Paris. 1875.

exercèrent une profession qui les rendait vils aux yeux mêmes des profanes — (Arrêt du 6 juin 1787) (104).

Et pourtant, certaines loges, à Rouen par exemple, recevaient des acteurs (105). Des comédiens italiens étaient francs-maçons ; mais peut-être avaient-ils été affiliés à l'étranger ?

(104) Bernardin (Ch.). Notes pour servir à l'histoire de la Franc-Maçonnerie jusqu'en 1805. Nancy, 1910, t. II, p. 9 à 46.

(105) Ibid , p. 34 et 36.

Nous sommes heureux d'exprimer ici notre reconnaissance à M. Fusch, docteur ès-lettres, dont l'aimable érudition nous a été d'un grand secours.

I

Des Etats-Généraux au Consulat

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, une société d'âmes sensibles avait commencé à se façonner, imbue de l'évangile encyclopédique, incroyant, vaguement humanitaire. La réunion des états-généraux hâta dans l'opinion le développement progressif des idées d'égalité et d'émancipation. L'idole était Jean-Jacques Rousseau et, malgré l'hostilité irréductible de celui-ci contre les spectacles (1), cet état d'esprit devait profiter aux comédiens.

Le jour même de la prise de la Bastille, le fameux voile de gaze des « Délassements comiques » (2) était déchiré, aux acclamations du parterre, par les mains vengeuses du directeur Plancher-Valcour. Aucune sanction ne fut prise contre lui. « La chronique de Paris », qui rendit compte de l'incident dans son premier numéro, le considéra comme une défaite de « l'aristocratie mimique ». C'était surtout une conquête sur l'administration en faveur de la liberté du théâtre. D'autres allaient suivre intéressant le statut même du comédien.

(1) C.f. Lettre à d'Alembert sur les spectacles.

(2) On sait les vexations que les théâtres royaux étaient autorisés à exercer sur les petits théâtres dont ils redoutaient la vogue. C'est ainsi que les « délasséments comiques » n'avaient pas le droit de mettre en scène plus de trois personnages à la fois ; encore ceux-ci devaient-ils être séparés du public par un rideau de gaze.

L'institution de la garde nationale, en attendant qu'après toute une succession de modifications, elle fut décrétée et réglementée par l'acte constitutionnel des 3-14 septembre 1791 (3), était sortie spontanément des sanglantes journées des 12, 13 et 14 juillet 1789. Ce furent les membres du comité militaire de Paris qui, à la séance du 31 juillet, firent adopter par les représentants de la commune leur projet d'organisation provisoire de cette garde populaire. Le comité n'était ni une commission de cette assemblée, ni une de ses créations ; c'était un rouage indépendant formé de délégués des districts sous la présidence de La Fayette (4).

Les officiers furent nommés à l'élection et, dans certains districts, des comédiens reçurent l'épaulette. Citons, parmi les artistes du théâtre français, Grammont dans le district des Cordeliers ; Naudet commandant (5) avec Dugazon pour capitaine et Saint-Prix pour lieutenant dans celui de Saint-André-des-Arts. Beaulieu, acteur des « Variétés » fut lieutenant dans le district Saint-Honoré (6).

Telle fut l'origine d'une campagne de factums pour ou contre l'aptitude du comédien aux emplois administratifs.

Quelques libelles eurent plusieurs éditions ; d'autres

(3) Arnoult. Collect. des décrets de l'assemblée nationale constituante. Ch. V, titr. IV, I, p. 346.

(4) Lacroix (Sigismond). Actes de la Commune de Paris pendant la révolution française — I. p. 64.

(5) Réponse de M. Naudet, comédien du roi aux injures répandues contre lui dans les différents journaux de Paris. 1789.

(6) On peut ajouter à ces noms ceux de Le Sage, Chamville, Marcy, Baptiste cadet, Charding, Rochefort, Verrier, Robert, Saint-Preux et du danseur Vestris. (Hérissay. Le monde des théâtres pendant la révolution. Paris 1922).

semblent avoir été réimprimées sous des titres différents (7). Ils vont de la facétie au plaidoyer philosophique, se répétant souvent en attendant d'être répétés (8).

Camille Desmoulins ne laisse pas échapper l'occasion d'exercer sa verve. « Le district des Cordeliers, écrit-il, a nommé M. Grammont capitaine, ce qui a donné lieu à une discussion plaisante. — Messieurs, a dit quelqu'un, je suis très fier d'avoir pour commandant Orosmane ou Tancrède ; mais pour l'honneur du district je fais la motion qu'il soit défendu aux cinquante-neuf autres de siffler au parterre notre capitaine » (9). — Plaisanterie de gazetier spirituel.

« J'estime un comédien individuellement — fait-on dire à un provincial ; — c'est un homme, c'est mon frère. Mais... je lui dirai que la garde parisienne, ne jouant pas la comédie, ne doit pas avoir des comédiens pour chefs ; et, s'il manquoit de jugement au point de s'aigrir de mes réflexions, j'ajouterais qu'il est du dernier ridicule qu'un bourgeois parisien soit commandé militairement par un officier, qu'il peut, pour prix et somme de quarante-huit sols, applaudir ou siffler journellement à son choix... » (10). En épigraphe : « Exposés aux sifflets doivent-ils commander ? »

Autre pamphlet. — *L'homme aux trois révérences*. —

- (7) Tourneux. Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la révolution française — III, p. 703.
- (8) On constatera plus loin que des orateurs de l'assemblée nationale leur firent des emprunts.
- (9) Discours de la lanterne aux Parisiens — En France, an 1^{er} de la liberté — 1789.
- (10) Anonyme. Les comédiens-commandants, MM. Naudet, Grammont, Saint-Pry (sic), Marcy, Dugazon, Chamville, tous comédiens français, à Messieurs les Parisiens. — Paris 1789.

Un pseudo « vieux chevalier de Saint-Louis » récrimine tout le long de la brochure : « ... Ce choix a été précipité et c'est une marchandise mêlée. Soyez très persuadés que, lorsque la constitution sera finie et que les districts, qui leur ont fait l'honneur de les nommer, ouvriront les yeux sur une pareille conséquence, on remerciera ces messieurs et on les renverra faire leurs trois révérences qui, vous ne pouvez le nier, n'ont rien de compatible avec l'état militaire... Quelques auteurs ont bien voulu écrire en faveur des gens de théâtre ; mais ils ne s'y sont prêtés que par condescendance ou parce que pour le moment ils avaient besoin d'eux... Toute l'éloquence de Target, chargé par eux de rédiger une adresse à l'assemblée nationale (11), n'en imposera qu'à peu de membres. Il a pris l'ombre pour la réalité et, malgré ses efforts, nous verrons les comédiens privés de l'honneur qu'ils ont sollicité ; car une fois citoyens ils seront électeurs, éligibles et par conséquent députés. Convenez qu'il serait trop comique de voir Larochelle camarade du duc de Liancourt, Monvel prendre la main de l'archevêque d'Aix et Camerani assis à côté du président de Noyseau... » Et voici la conclusion : « Si l'assemblée est législative de la France, je connois une autre puissance au-dessus d'elle et à qui l'univers obéit : c'est l'empire des mœurs » (12).

- (11) Nous avons vainement cherché la trace de cette prétendue intervention de Target dans les notices biographiques qui le concernent, dans les différents travaux qu'il a publiés et dans le recueil de ses plaidoyers et de ses mémoires au livre III des annales du barreau.
- (12) L'homme aux trois révérences, ou le Comédien remis à sa place. — Etrennes à ces messieurs pour l'année 1789 par un neveu de l'abbé Maury (attribué à Sauvageot par Barbier).

Un ancien chirurgien de marine, Charles de Lavaud, ne résista pas au désir d'écrire lui aussi son opusculé, plus agressif que les autres.

« Plusieurs personnes, y lisait-on, très accoutumées à se montrer en public ont imaginé qu'elles le feroient avec un nouvel avantage si elles se faisoient élire officiers de la garde nationale parisienne... » L'auteur les en blâmait à cause de l'indignité de leur profession et, après avoir reproduit en faveur de sa thèse une longue et méprisante tirade de J.-J. Rousseau, extraite de la « Lettre à d'Alembert », concluait qu'il voudrait « voir exclus ceux qui seroient plus ou moins flétris ou condamnés par l'opinion publique ». Dans une note il insistait plus cruellement encore : « Dans les districts des Cordeliers, de Saint-André-des-Arts et autres, ces personnes ont brigué et obtenu des offices de colonels, lieutenants-colonels, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants ; nuls n'ont brigué le rang de soldat ; c'est une grande faute ; elles ont donc rougi d'être à ce poste ? Il ne reste plus aux bourgeois qu'à en rougir aussi pour qu'elles soient officiers sans soldats » (13).

Naudet, directement visé puisqu'il avait été nommé dans le district de Saint-André-des-Arts, résolut de se venger. Il donna rendez-vous à l'auteur, le 8 août, au café Mézeray (14). Ce dernier s'y rendit et, à peine arrivé, fut rossé par l'irascible acteur, contre lequel il ne lui resta

(13) Ch. de Lavaud. *Réflexions d'un bourgeois du district de Saint-André des arts sur la garde bourgeoise en général et en particulier sur le choix des officiers de l'état-major.* Paris 1789.

(14) Le tenancier de ce café était le père de Mlle Mézeray, de la Comédie française.

qu'à porter plainte par devant Ambroise Hubert, commissaire au Châtelet (15).

Après les détracteurs, voyons les défenseurs : l'abbé Bouyou, Laya en attendant qu'il fasse *L'Ami des Lois*, J.M.J. de Chénier qui venait de terminer *Charles IX*.

Constituant, l'abbé Bouyou présente une requête de quatorze pages, précédées de cette parole qu'il prête à Bailly, maire de Paris : « au dix-huitième siècle tous les préjugés sont oubliés » (16).

« La civilisation des comédiens, dit-il, ne doit subir aucun délai ; elle doit former un article à la suite de la constitution régénératrice... Les comédiens, ne différant en rien d'avec nous par l'origine, ne peuvent donc être vils et proscrits à nos yeux que par leur état... Leur état est d'être l'organe des écrivains... Si la comédie est un vice et si les comédiens ne sont que les organes des auteurs dramatiques, quelle est la loi injuste... qui peut proscrire les comédiens sans proscrire les auteurs ?... Ils doivent être tous les deux également avilis, ou bien la Loi est équivoque, versatile et contraire à la raison, ce qui suffit pour motiver son entière abolition... Mais ce n'est pas la seule raison qui s'oppose à la proscription prétendue des comédiens ; la saine politique réclame aussi contre elle... Dans un empire bien organisé tous les hommes indistinctement doivent concourir à la cause commune... Le gouvernement qui interdirait à un seul homme d'oser prétendre à tout ce dont il seroit digne par son aptitude

(15) Arch. nat. (dans Campardon) Y 13818.

(16) L. Bonnefoy de Bouyou — La civilisation des Comédiens, ou la demande que personne n'a faite à l'assemblée — Paris, 1789.

seroit un gouvernement barbare... Il existe en France cent mille comédiens à qui il est nécessaire de redonner la vie civile qu'ils ont perdue et à qui il doit être permis de ressaisir les droits inaliénables de la nature trop longtemps volés... Que les droits de l'homme soient donc tous rétablis !... »

Ici l'auteur rappelle longuement les sévérités de l'Eglise envers les gens de théâtre, partiellement justifiées pour « les troupes vagabondes de farceurs crapuleux » ; mais il prononce « qu'il est au-dessous de la majesté du trône que le roi lui-même laisse plus longtemps dans la proscription des comédiens qu'il a mis sous sa protection spéciale et qui portent le titre honorable de ses pensionnaires. Qu'on lise le code pénal... on y verra ce qui suit : Quand les comédiens régleront leurs actions de théâtre pour qu'elles soient exemptes d'impureté, l'exercice de leur profession, qui peut divertir innocemment nos peuples de toute mauvaise occupation, ne pourra leur être imputée à blâme ou préjudice à leur réputation (17). Le parlement de Paris, le 22 avril 1661, a prononcé un arrêt qui vient à l'appui du même principe. Par cette double déclaration les lois civiles ne fondent-elles pas le titre de citoyen en faveur des comédiens ?... C'est ici que tous les citoyens doivent rougir... car si la profession de comédiens est un mal répréhensible, nous sommes aussi criminels puisque, par notre présence, nous les autorisons journellement à vivre dans le crime. Quand la philosophie a... re-

(17) C'est la reproduction de la lettre de Louis XIII, en date du 16 avril 1641. Nous l'avons citée plus haut. Elle fut reproduite dans les codes. Cf. Laverdy (Clément Ch. F.O.) Code pénal, ou recueil des principales ordonnances — Paris, 1752-1777, au titre XXXII.

créé l'esprit humain... aurions-nous la faiblesse de demeurer esclave d'un préjugé ?... Que les temples ne soient plus fermés aux comédiens, que la carrière de tous les états leur soit ouverte ainsi qu'à leurs enfants ; et puisqu'il ne doit plus exister en France qu'une fraternité civile, qu'ils soient tous nos frères ; puisqu'il ne doit exister qu'une unité nationale, qu'ils soient tous citoyens. On disoit autrefois *la* Duménil, *la* Doligni ; ce mot *la* n'a été inventé que pour imprimer une flétrissure... aussi doit-il être biffé de nos dictionnaires ».

Laya publia : *La régénération des Comédiens, ou leurs droits à l'état-civil*. Les éditeurs du factum (18) le dédièrent « à Messieurs des districts des Cordeliers et de Saint-André-des-Arts ».

« Messieurs, l'ouvrage que nous avons l'honneur de vous offrir vous appartient à plus d'un titre. C'est la cause des comédiens plaidée au tribunal de la raison ; il s'agit de leurs droits à l'état civil trop longtemps oubliés. Vous les avez vengés, Messieurs, et vous avez pensé de leur profession comme les Grecs. Si vous avez fait choix de l'un d'eux pour votre capitaine, c'est que vous avez cru que le patriotisme ne se mourait jamais dans ceux qui ressuscitent à nos yeux les Cicérons et les Brutus ».

Même raisonnement que dans la précédente brochure ; mêmes citations de J.-J. Rousseau ; même critique ; même réfutation : « Je le demande à Rousseau lui-même, cette peinture ne sera-t-elle pas aussi justement appliquée à l'auteur qu'au comédien ?... Vous déclarez nobles tous les états pour en dégrader un seul dont vous ne pouvez vous

(18) Edité à Paris, en 1789, par Jacquemar et Laurens.

passer... ». Est-ce parce que les comédiens peuvent être sifflés ? Mais les orateurs le sont parfois ; « les avocats le sont en personne à l'audience ».

« L'art du comédien n'a rien en soi d'avilissant ; le comédien ne peut donc être avili par rapport à son art ; il ne peut l'être que par rapport à sa personne, que par ses vices ; et ce déshonneur lui est commun avec tous les citoyens mêmes. Il suffit qu'il soit homme pour n'être pas rejeté (*sic*) de la société des hommes ; il suffit qu'il soit vertueux pour s'asseoir à côté des hommes vertueux... Le prélat ou le comédien dans leurs vices au même degré d'infraction méritent le même degré de blâme ; méritent le même tribut de louanges pour la même mesure de vertu. Je ne verrai jamais dans ces deux hommes que deux hommes vertueux ou corrompus ».

J.M.J. de Chénier défend avec ardeur la cause des comédiens : treize pages datées du 6 septembre ; il en fut tiré une nouvelle édition (19).

« Dans quelques districts, débute l'auteur, des comédiens ont été nommés à la pluralité des voix officiers de la garde nationale. Plusieurs citoyens du comité militaire de la ville ont été réclamer contre le choix des districts... » C'est à tort, puisque « vous êtes convenus que la volonté générale dans chaque district nommoit les officiers de chaque district. La volonté générale a fait le choix dont vous vous plaignez ; donc ce choix est légal... Du moment que vous admettez un homme dans vos assemblées du peuple, vous le déclarez citoyen, vous lui donnez le droit

(19) Chénier (M.J. de). Courtes réflexions sur l'état-civil des comédiens — Paris 1789.

d'élire et d'être élu... Si vous pensiez que les comédiens ne devoient pas être éligibles, il fallait les empêcher d'être électeurs... je dis pour être conséquents, je ne dis pas pour être justes...

« On connaît les honneurs rendus en Angleterre à la cendre de Garrick. Garrick était un très honnête homme. On ne pense pas en Angleterre qu'un très honnête homme soit flétri parce qu'il déclame parfaitement. Molière, qui était un très honnête homme, et de plus un très grand homme, fut à peine enterré en France. On a proposé à Garrick de siéger dans la chambre des communes... Molière en France n'aurait pu parvenir à une place de marguillier. Je demande s'il y a parmi les députés de la nation française un seul homme qui fut humilié de se trouver assis auprès de l'auteur de Tartuffe et du Misanthrope ; je demande s'il y a parmi leurs commettants un seul homme qui refusât Molière pour représentant du peuple...

« Tout homme, avant d'être comédien, jouissait pleinement du droit de cité... vous le faites déchoir, vous l'avilissez du moment qu'il sait vous attendrir sur les malheurs des hommes, du moment qu'il sait vous faire rire des travers attachés à l'humaine nature ; vous l'avilissez quand il acquiert des droits à votre reconnaissance. Etes-vous justes ? Etes-vous conséquents ?

« .. Dans l'état social deux choses peuvent flétrir, le crime et le vice. De ces deux choses la première seule mérite une flétrissure légale. La flétrissure du vice est dans l'opinion publique. L'homme vicieux ne doit pas être privé de ses droits de cité ; mais s'il est reçu dans les assemblées du peuple, s'il est juste qu'il y soit reçu, c'est au peuple à ne pas l'élire... Je conclus qu'il est de justice

rigoureuse de laisser jouir pleinement les comédiens de leurs droits civils et politiques et de les placer précisément sur la même ligne que le reste des citoyens. Quant aux individus, laissez la considération publique chercher celui qui la mérite et fuir celui qui n'en est pas digne. Soyez certains que l'opinion générale ne se trompe pas longtemps sur un citoyen... »

Enfin, pour ne négliger aucun genre, nous citerons une dernière plaquette anonyme, parodie assez spirituelle des assemblées chargées de la rédaction des cahiers de baillage (20).

Sous la présidence de Saint-Phal chaque comédien prend à son tour la parole. On discute d'abord si l'on votera par ordre ou par tête ; puis en style de procès-verbal c'est une série d'allusions aux affaires, aux caquets du théâtre français.

« Il apparaît par la liste des députés du royaume, dit un des orateurs, qu'aucun des trois ordres n'a choisi pour représentans des personnes de notre profession — ce que nous devrions tenir pour humiliant ». Un autre membre répond qu'on avait lieu d'attendre « que la nation cesserait de les flétrir par un préjugé aussi injuste que grossier » et que bientôt ils jouiraient de leurs droits civils et politiques.

Examinons maintenant au point de vue juridique ces nominations de comédiens à l'emploi d'officiers de la garde nationale, nominations qui furent critiquées mais que nul ne contesta.

(20) Cahier, plaintes et doléances de MM. les comédiens français — S. l., 1789.

Les comédiens avaient-ils la capacité d'être élus et leurs électeurs la capacité de les élire ?

Taxé d'infamie le comédien était en conséquence considéré comme impropre à tout emploi administratif. Il l'était de par l'opinion, le préjugé, la routine ; mais aucun texte formel n'existait pour étayer cette décision. Sur des textes bien au contraire on pouvait se baser pour l'affirmer, la déclaration²¹ royale du 16 avril 1641, l'arrêt du parlement du 22 avril 1661.

Passons à la capacité des électeurs.

L'assemblée des électeurs s'était spontanément et par la force des choses emparée des fonctions municipales dès la prise de la Bastille. Elle ne pouvait être attaquée pour cause d'usurpation de pouvoir puisqu'elle avait été officiellement reconnue par le roi, dès le 17 juillet, lors de la réception du souverain à l'hôtel de ville par le nouveau maire Bailly. Le même jour était approuvée la création d'une garde bourgeoise, aussitôt appelée garde nationale. On prétendit cependant que le droit de l'assemblée des électeurs était consommé par la nomination qu'ils avaient faite des députés aux états-généraux. On voulut une nouvelle élection des représentants et on l'obtint. Ils furent choisis, au nombre de trois par district et formèrent une assemblée de cent quatre-vingts membres (21). Mais les décisions de la précédente assemblée ne furent pas attaquées.

La nouvelle commune laissa donc le comité militaire de la ville de Paris procéder à l'organisation de la garde nationale et décida que « tout citoyen, domicilié, marié ou

(21) Moniteur du 27 nov. 1789 — t. II p. 242 de la réimpression.

non marié, depuis l'âge de vingt ans révolus jusqu'à l'âge de cinquante, sera porté sur la liste générale des soldats-citoyens et tenu de marcher quand il en sera requis ; » que « tous ouvriers, artisans non domiciliés, devant être conservés pour leurs travaux, seront en conséquence exempts de ce service. Seront exclus tous gens en état de domesticité ; » qu'enfin « tous les officiers des compagnies non soldées seront à la nomination du district » (22).

Les comédiens ne devaient évidemment pas être considérés en état de domesticité sous prétexte qu'ils étaient payés pour s'acquitter de leur métier. Si donc ils remplissaient les conditions d'âge et de domicile, rien ne s'opposait légalement à leur élection. Celle-ci pouvait violer une coutume plus ou moins invétérée ; elle n'était pas une violation de la loi.

Une dérogation d'un autre genre semble n'avoir pas tardé à se manifester. L'élection du député de la ville de Metz aux états généraux ayant été annulée, il y eut lieu de pourvoir à son remplacement. On y procéda dans les formes du règlement électoral du 24 janvier 1789. Pour la noblesse et le clergé élection directe, les électeurs devant avoir vingt ans (23). Pour le tiers état élection à deux degrés. Pour faire partie des assemblées primaires désignant les électeurs qui procédaient dans les baillages à la nomination des députés il suffisait d'être Français, d'avoir vingt ans, de payer une contribution directe de la valeur

(22) Travail du Comité militaire de la ville de Paris — Règlement pour la formation, la solde, la police et l'administration de l'infanterie nationale parisienne — Paris. 1789. t. I, art. III, IV, VIII.

(23) A. Brette — Etats généraux de 1789 (documents inédits) — I. p. 64.

locale de trois journées de travail, de ne pas être serviteur à gages, ni banqueroutier, ni failli, ni débiteur insolvable. Plus tard il fallut justifier du paiement d'une contribution volontaire et prêter le serment civique (24).

Pierre-Louis Røederer fut élu le 23 octobre comme représentant unique, non du baillage, mais de la ville de Metz ; ceci, en vertu du privilège spécial dont jouissait cette ville (25). Or les pouvoirs de chaque élu devaient être signés de leurs électeurs et nous verrons Mirabeau affirmer à la tribune que ceux du député de Metz l'avaient été par deux comédiens.

Si le fait est exact (26), ces deux comédiens auraient donc été admis au nombre des électeurs.

(24) Duvergier — Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du conseil d'état — I. 335.

(25) La ville de Metz, comme ancienne république unie à la France sous Henri II, n'avait pas perdu le privilège de s'administrer elle-même par une assemblée des trois ordres. En raison de cette prérogative elle dut nommer directement un député dans une assemblée de ces ordres ; ce qui était indépendant du concours de chacun d'eux dans les nominations du baillage de Metz qui s'étendait bien au-delà de la ville. Il avait été procédé à l'élection « par ordonnance du président et du comité municipal de la ville de Metz, en date du 16 octobre, en conformité du règlement royal du 6 avril 1789 ». Røederer avait été nommé en remplacement du député Maujean, invalidé, et non du baron Poutet, comme le dit par erreur le « Dictionnaire des parlementaires ». — (A. Brette. Etats généraux de 1789. — I. p. 78 — II. p. 293).

(26) Nous avons vainement cherché dans le remarquable ouvrage de Brette trace du fait avancé par Mirabeau. Les dossiers des archives nationales, concernant les élections de Metz (Ba 52 — liasse 123 ; B 3 86 ; C 20) ne contiennent pas les pouvoirs des députés ; mais dans les listes d'électeurs nous avons relevé les noms de Jean Brice Varlet, de Jean Martin et de Jean-Louis Lahoussaye exerçant le métier de musicien. On sait qu'au XVIII^e siècle les comédiens dissimulaient parfois leur qualité sous cette ru-

Ici, comme pour les comédiens officiers, il y a lieu d'examiner la légalité de la mesure ; mais le cas est simplifié car le pouvoir de l'assemblée électorale est manifeste. D'autre part le règlement du 24 janvier ne parle pas des comédiens pour les écarter. On aboutit donc à la solution précédente.

En somme, quand la question du statut juridique des comédiens fut portée devant l'assemblée nationale constituante, elle avait été en quelque sorte exceptionnellement tranchée dans la pratique.

Ce fut RÖDERER (hasard ou conséquence du souvenir ?) qui ouvrit le débat. Le lundi 21 décembre 1789, à l'assemblée que présidait Fréteau, BRUNET DE LATUQUE venait de rappeler que l'édit de 1787, excluant les non catholiques des places municipales auxquelles étaient attachées des fonctions de judicature, n'ayant pas été rapporté (26 bis), il était à craindre qu'on s'en prévalut contre cette catégorie de citoyens. En conséquence il avait déposé un projet de décret portant que les non catholiques, remplissant d'ailleurs toutes les conditions d'éligibilité, pourraient être élus dans tous les degrés d'administration.

Le Comte DE VIRIEU objecta que les lois générales ne comportant pas d'exceptions relatives aux non catholiques, nulle interprétation n'était nécessaire ; tout au plus pourrait-on dire « que tous ceux qui auront rempli les condi-

brique ou sous d'autres, notamment pour se marier et aussi pour se faire recevoir francs-maçons.

(26 bis) « ... nos autres sujets non catholiques, privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos états, déclarés d'avance et à jamais incapables de faire corps dans notre royaume, ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser (Isambert. XXVIII, p. 473).

tions d'éligibilité seront admis : dérogeant à cet égard à toute loi à ce contraire ».

RÆDERER (27) intervint alors : « Je réclame, dit-il, pour une classe de citoyens qu'on repousse de tous les emplois de la société, qui a son intérêt et son importance. Je veux parler des comédiens. Je crois qu'il n'y a aucune raison solide, soit en morale, soit en politique, à opposer à ma réclamation ».

Le Comte DE CLERMONT-TONNERRE proposa la formule de décret que voici :

« L'assemblée nationale décrète qu'aucun citoyen actif, réunissant les conditions d'éligibilité, ne pourra être écarté du tableau des éligibles, ni exclu d'aucun emploi public à raison de la profession qu'il exerce ou du culte qu'il professe ».

On demanda l'ajournement qui fut repoussé et la discussion fut renvoyée au surlendemain, après que REWBEL eût obtenu que la question fut étendue à l'état des juifs.

Le 23 décembre, Desmeuniers préside. La parole est à CLERMONT-TONNERRE. Il évoque tout d'abord la « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », votée du 18 au 27 août, pour être mise en tête de la constitution. C'était rappeler aux députés que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » ; ... que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » ; ... que « tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché » ; ... que « la loi est l'expression de la volonté générale » ; ... que par conséquent « tous les

(27) Archives parlementaires — X p. 754.

citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation » ; ... qu'enfin « tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics... »

« Dans le travail constitutionnel que vous avez arrêté relativement à l'organisation des municipalités, poursuit CLERMONT-TONNERRE (28), travail accepté par le roi, vous avez fixé les conditions d'éligibilité que l'on pouvait demander aux citoyens. Il semblerait, Messieurs, qu'il n'y eut plus rien à faire et que les préjugés dussent se taire devant le langage de la loi ; mais un honorable membre nous a appris que les non catholiques de quelques provinces éprouvaient encore des vexations fondées sur les lois anciennes et se voyaient écartés des élections et des emplois publics. Un autre membre a réclamé contre l'effet du préjugé qui poursuit quelques professions. Ce préjugé, ces lois vous forcent à vous expliquer. J'ai eu l'honneur de vous présenter la rédaction d'un décret. C'est cette rédaction que je défends. J'y établis en principe que les professions et les cultes ne peuvent jamais devenir des motifs d'inéligibilité.

« Je commence par les professions. Elles sont nuisibles ou elles ne le sont pas ; si elles sont nuisibles, elles sont un délit habituel et la loi ne peut pas les souffrir ; si elles ne sont pas nuisibles, la loi ne peut pas les frapper de proscription et si le préjugé a rendu nécessaire le prononcé de la loi, il faut qu'elle prononce selon la justice. Des professions peuvent, il est vrai, par des circonstances accessoires, avoir armé l'opinion contre ceux qui les exer-

(28) Archives parlementaires — X, p. 776 et suivantes.

cent. Que doit alors faire le législateur ? Il doit les ramener à leur véritable but ; il doit corriger les abus ; il ne doit pas arracher l'arbre qu'il est possible de redresser ou de greffer. Je viens à l'application de ces principes : les professions que les adversaires de mon opinion prétendent frapper d'infamie se réduisent à deux, l'exécuteur des arrêts criminels et les acteurs qui occupent nos divers théâtres. Je rougis de rapprocher les enfants des arts de l'instrument des lois pénales, mais les objections m'y forcent. D'ailleurs tout ce qui est vrai doit être dit, toutes les conséquences d'un principe juste doivent être adoptées et je dois suivre mes adversaires dans la route qu'ils m'ont tracée.

Au moment où j'ai articulé, avant-hier, que les professions ne devaient pas rendre inéligible et où M. Rœderer a réclamé pour les comédiens, on s'est hâté de crier : Et le bourreau ? Ce mot m'a affligé mais, raisonnant juste et suivant mon principe, il a fallu parler du bourreau et j'ai dit : Oui. et le bourreau..., la loi ordonne la mort du coupable ; l'exécuteur n'obéit qu'à la loi ; il est contre la justice qu'elle lui dise : Fais cela et, si tu le fais, tu seras infâme...

« Je passe à la discussion de ce qui regarde les acteurs et j'aurai certainement moins de peine à désarmer un préjugé affaibli dès longtemps par l'influence des lumières, l'amour des arts et la raison. Je ne vous dirai pas, Messieurs ce que les acteurs ont été et ce qu'ils peuvent être. Plusieurs causes ont influé sur l'opinion qui les attaque : d'abord la licence des mœurs. Et n'oublions pas, Messieurs qu'un gouvernement, qui n'a jamais eu d'autre but que de faire obéir, a du souvent prendre les moyens

de corrompre et que les spectacles par leur influence et sur les mœurs et sur les opinions, ont été dirigés vers ce but par la police, l'une des branches les plus corrompues de l'ancienne administration et à l'influence de laquelle ils ont toujours été livrés. Puis, la dépendance absolue où les acteurs sont de l'opinion publique, qu'il était dans l'ancien régime de présenter comme une honte et qui, présentée sous un point de vue plus noble, fait à présent notre gloire. Une troisième cause est la frivolité et souvent le danger des spectacles dont ils sont les instruments. Aucun des vices qu'on leur reproche n'est inhérent à cette profession. Je crois qu'un législateur sage, et qui voudrait établir la constitution sur la réforme des mœurs publiques, peut faire disparaître ou diminuer les inconvénients. Je crois que le souvenir des vertus de nos ancêtres, que la représentation des dangers des passions humaines, que la propagation des vérités utiles, soit à la morale privée, soit à la morale politique, peuvent dans un bon ordre de choses nous être présentés par des citoyens honnêtes. Je pense enfin que dans tous les cas il est inconséquent et barbare que l'on dise à des hommes : Vous êtes les comédiens du roi, vous occupez le théâtre de la nation et nous vous déclarons infâmes. Il n'y a sur cette matière qu'un principe à suivre : Abolissez les spectacles qui sont la honte et la perte des mœurs et de l'honnêteté publique ; cessez de flétrir des hommes qui exerceront leurs talents sur des théâtres devenus utiles. Dans tous les cas il faut ou les proscrire, ou les soustraire à l'infamie ; rien d'infâme ne doit subsister au su de la loi et rien de ce que la loi permet n'est infâme.

« M. l'abbé Maury n'a opposé qu'une raison à cet ar-

ticile ; il a dit que la loi soustrayait les comédiens à l'autorité paternelle, ce qui est une cause d'infamie. Cela n'est vrai d'aucune loi. Il est vrai que les administrateurs ont offert dans les chœurs de l'Opéra un asile au libertinage que poursuivait l'autorité paternelle ; mais c'est un abus et non une loi. Je ne connais que les hommes engagés par un enrôlement volontaire ou par des vœux monastiques qui aient été jusqu'ici soustraits légalement et sans note d'infamie à l'autorité paternelle.

« Mais, dit-on, vous voulez donc appeler aux fonctions de judicature à l'assemblée nationale des comédiens ? Je veux qu'ils puissent y arriver s'ils en sont dignes. Je m'en rapporte au choix du peuple et je suis sans inquiétude ; je ne veux flétrir aucun homme ni proscrire les professions que la loi n'a jamais prosrites (29).

« J'en ai dit assez sur les professions ; je viens à l'objet du culte... »

Nous ne suivrons pas l'orateur dans son développement, paraphrase de la déclaration des droits de l'homme : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la loi ». Il terminait en ces termes :

« Cette déclaration est tellement de droit naturel qu'elle deviendrait inutile si les préjugés ou les lois qui nous ont été dénoncés n'existaient pas. Ce sont ces lois dont je vous demande l'abolition ; ce sont ces préjugés contre lesquels

(29) Ces dernières phrases ne sont pas relatées dans les archives parlementaires, mais figurent dans le « Moniteur » (n° du 23 décembre) qui, par ailleurs, ne reproduit le discours de Clermont-Tonnerre que très incomplètement.

je vous prie d'élever la voix imposante de la loi. Et je vous observe, Messieurs, que si le préjugé résiste à la loi faite par un seul, la loi consentie par tous triomphe toujours du préjugé. Vous ne pouvez plus vous taire.

« Ou, décrétez que les hommes qui exercent telle profession, protégée ou commandée par la loi, que les hommes qui professent telle opinion religieuse, pour laquelle ils ne doivent pas être inquiétés, ne sont cependant ni éligibles, ni susceptibles des fonctions publiques ;

« Ou, décrétez la motion que je vous propose qu'aucun citoyen, réunissant les conditions d'éligibilité demandées par la loi, ne sera écarté du tableau des éligibles ou exclu des fonctions publiques, à raison de la profession qu'il exerce ou du culte qu'il professe.

« Vous taire serait le pire des maux ; ce serait avoir vu le mal sans le détruire, la vérité sans la déclarer ; ce serait aussi asseoir sur le même trône le préjugé et la loi, l'erreur et la raison ».

Un fougueux contradicteur, l'abbé MAURY, réplique à Clermont-Tonnerre :

« Il est impossible, dit-il, d'employer plus de talent et de dialectique que le préopinant à attaquer vos principes ; suivre exactement la marche de son raisonnement, telle est la route que je me trace. Admettra-t-on dans les corps municipaux les exécuteurs, les comédiens et les juifs ?... »

L'exclusion des exécuteurs, selon l'abbé Maury, n'est point fondée sur un préjugé mais sur l'horreur qu'ils inspirent en raison de leurs fonctions. Si la loi exige ces fonctions, elle n'oblige personne à les remplir.

Aux protestants l'orateur accorde le bénéfice du décret proposé.

Quant aux juifs, ils forment une nation. Les appeler des citoyens, « ce serait comme si l'on disait que, sans lettre de naturalisation et sans cesser d'être Anglais et Danois, les Anglais et les Danois pourraient devenir Français... Qu'ils soient donc protégés comme individus et non comme Français...

« Je passe aux comédiens. L'opinion qui les exclut n'est point un préjugé ; elle honore au contraire le peuple qui l'a conçue. La morale est la première loi ; la profession du théâtre viole essentiellement cette loi puisqu'elle soustrait un fils à l'autorité paternelle. Les révolutions dans l'opinion ne peuvent pas être aussi promptes que nos décrets. On s'est toujours servi d'un sophisme en disant que les hommes exclus des fonctions administratives sont infâmes ; mais vous-mêmes avez exclu les serviteurs à gages par votre constitution. J'ai seulement été peiné de les voir sur la même ligne que les banqueroutiers. Craignons d'avilir les municipalités au moment que nous devons les créer de manière à ce qu'elles méritent le respect pour obtenir la confiance ».

ROBESPIERRE prit ensuite la parole :

« Tout citoyen qui a rempli les conditions d'éligibilité que vous avez prescrites a droit aux fonctions publiques. Quand vous avez discuté ces conditions, vous avez traité la grande cause de l'humanité... On ne dira jamais avec succès dans cette assemblée qu'une fonction nécessaire de la loi peut être flétrie par la loi. Il faut changer cette loi et le préjugé n'ayant plus de bases disparaîtra... » — Voilà pour le bourreau.

« ... Je ne crois pas que vous ayez besoin d'une loi au sujet des comédiens. Ceux qui ne sont pas exclus sont appelés. Il était bon cependant qu'un membre de cette assemblée vint réclamer en faveur d'une classe trop longtemps opprimée. Les comédiens mériteront davantage l'estime public quand un absurde préjugé ne s'opposera plus à ce qu'ils l'obtiennent ; alors les vertus des individus contribueront à épurer les spectacles et les théâtres deviendront des écoles publiques de principes, de bonnes mœurs et de patriotisme... » — Voilà pour les acteurs.

Et voici pour les juifs : « ... Les vices des juifs naissent de l'avilissement dans lequel vous les avez plongés ; ils seront bons quand ils pourront trouver quelque avantage à l'être... »

Conclusion ; « Je pense qu'on ne peut priver aucun des individus de ces classes des droits sacrés que leur donne le titre d'hommes. Cette cause est la cause générale ; il faut décréter le principe ».

M. DE LAFARRE, évêque de Nancy, soutint, sans lui être d'ailleurs d'un grand secours, l'opinion plus passionnée que juridiquement étayée de l'abbé Maury. A défaut de plat plus substantiel, il apporta un hors-d'œuvre, une anecdote puisée dans les « Mémoires secrets » (30) : « Un vieil officier se plaignait amèrement de la médiocrité des récompenses qu'il avait obtenues pour de longs services. Il comparait son sort à celui de Lekain, auquel il faisait de dures observations sur cette comparaison. — Eh ! mon-

(30) Bachaumont — Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la république des lettres (12 avril 1767) — t. III, p. 188.

sieur, lui dit le comédien, comptez-vous pour rien le droit que vous avez de me parler ainsi ? »

Après une courte intervention en faveur des protestants et des juifs, DUPORT proposa une rédaction de décret ne contenant pas les expressions de culte et de profession : « Il ne pourra être opposé à aucun Français, soit pour être citoyen actif, soit pour être éligible aux fonctions publiques, aucun motif d'exclusion qui n'ait pas été prononcé par les décrets de l'assemblée : dérogeant à toutes lois et règlements contraires ».

M. DE CLERMONT-TONNERRE adopta cette rédaction.

BRUNET DE LATUQUE renouvela la sienne.

On demanda la priorité pour celle de DUPORT. Deux épreuves par assis et debout donnèrent un résultat douteux. On alla aux voix par appel nominal. La priorité fut refusée à la rédaction de Duport par 408 voix contre 403 et la séance fut levée.

Au début de la séance du jeudi 24 décembre le président Desmeuniers communiqua à l'assemblée la lettre suivante que venaient de lui adresser les comédiens français :

« Paris, ce 24 décembre 1789.

« Monseigneur, les comédiens français ordinaires du roi, occupant le théâtre de la Nation, organes et dépositaires des chefs-d'œuvre dramatiques qui sont l'ornement et l'honneur de la scène française, osent vous supplier de vouloir bien calmer leur inquiétude.

« Instruits par la voix publique qu'il a été élevé dans quelques opinions prononcées dans l'assemblée nationale des doutes sur la légitimité de leur état, ils vous supplient, Monseigneur, de vouloir bien les instruire si l'assemblée

a décrété quelque chose sur cet objet et si elle a déclaré leur état incompatible avec l'admission aux emplois et la participation aux droits de citoyen. Des hommes honnêtes peuvent braver un préjugé que la loi désavoue ; mais personne ne peut braver un décret, ni même le silence de l'assemblée nationale sur son état.

« Les comédiens français, dont vous avez daigné agréer l'hommage et le don patriotique (31), vous réitèrent, Monseigneur, et à l'auguste assemblée, le vœu le plus formel de n'employer jamais leurs talents que d'une manière digne de citoyens français, et ils s'estimeraient heureux si la législation, réformant les abus qui peuvent s'être glissés sur le théâtre, daignait se saisir d'un instrument d'influence sur les mœurs et sur l'opinion publique.

« Nous sommes..., etc. les comédiens ordinaires du roi.

« Signé : Dazincourt, secrétaire ».

L'abbé MAURY proteste « qu'il est de la dernière indécence que des comédiens se donnent la licence d'avoir une correspondance directe avec l'assemblée ».

Il est rappelé à l'ordre par le président. Des réclamations s'élèvent à ce sujet.

— « Je ne me suis pas plaint, explique l'incriminé, de ce que les comédiens avaient écrit à M. le président ; j'ai seulement observé qu'ils pouvaient se passer de lui écrire

(31) A la séance du 26 septembre, les comédiens français s'étaient rendus à l'assemblée pour promettre un don patriotique « de 23.000 livres, payables en janvier ». Le président les avait admis à la séance, mais à la barre, en constatant avec satisfaction « qu'on ne peut faire un plus noble usage de la rétribution des talents qui servent à l'amusement et au délassement publics ». — (Moniteur du 25 au 28 septembre 1789 — t. I de la réimpression, p. 514).

pour savoir s'il y avait un décret contre eux. C'est sur cette ignorance affectée de leur part que portent mes réflexions ».

L'incident n'a pas de suite.

FRANÇOIS BONAL, évêque de Clermont, constate que la plupart des députés n'ont manifesté aucune répugnance à accorder aux protestants tous les droits des autres citoyens, mais qu'ils ne montrent pas la même disposition en faveur des juifs et des comédiens ; il propose en conséquence de diviser la question.

M. BIROIS DE BEAUMETZ est d'avis d'ajourner la question sur les juifs. « Mais, ajoute-t-il, il n'en est pas ainsi des comédiens ; ils sont Français, ils sont citoyens, ils sont hommes ; ils travaillent autant que nous à la régénération des mœurs, en donnant au peuple des plaisirs doux, une morale encore plus douce ; je ne connais pas de lois qui aient déclaré les comédiens infâmes ; ils sont flétris par le préjugé et ce préjugé qui les flétrit fut l'enfant de l'ignorance et de la superstition ; mais le règne de la superstition est passée, et sans doute vous ne pensez pas que les lois que vous faites doivent être plus sévères que celles qui régnaient déjà.

« A Rome même, ceux qui condamnent les comédiens vivent avec eux et souvent dans une intime familiarité. Cette familiarité n'existerait pas si les comédiens avaient été reconnus infâmes. Et ne serait-ce pas les frapper du cachet de l'infamie que de leur refuser les droits de citoyen ?

« Le Français a besoin de plaisirs ; il est juste qu'il puisse estimer ceux qui font ses plaisirs. Diriez-vous à

vos compatriotes ce que disait le citoyen de Genève : « N'élevez pas de théâtres dans vos murs, vous feriez un premier pas vers la corruption. Qu'avez-vous besoin des plaisirs qu'ils vous offriraient ? N'avez-vous pas vos femmes et vos enfants ? »

« Eh ! Messieurs, peut-on s'exprimer ainsi dans notre monarchie où déjà les spectacles sont établis, où depuis longtemps ils sont aimés ? Peut-être un jour devrez-vous détruire ces petits théâtres, trop nombreux à Paris, qui rapprochent le peuple de la corruption en l'éloignant des ateliers publics (31 bis). Cette destruction et votre décret feront des théâtres français des écoles utiles, où nous nous instruirons d'autant mieux que nous en estimerons les auteurs et les acteurs.

« Je propose deux amendements à la motion et les voici :

« 1° Sans entendre rien préjuger sur les juifs, sur le sort desquels l'assemblée se propose de statuer ;

« 2° Et, au surplus, sans qu'aucun citoyen puisse être éloigné des emplois civils et militaires par d'autres motifs que ceux déjà déterminés dans les précédents décrets de l'assemblée, sanctionnés par le roi ».

Le Marquis LEZAY DE MARNESIA a la parole :

« Tous les membres de cette assemblée, dit-il, semblent avoir pris pour guide, dans leurs différentes opinions, l'auteur immortel du « Contrat social ». Mais, Messieurs, Rousseau n'est pas tout entier dans ce livre ; on

(31 bis) Une curieuse brochure parut à cette époque, soutenant la même thèse : Sélis (Nicolas-Joseph). Lettre à un père de famille sur les petits spectacles de Paris, par un honnête homme — Paris 1789.

le retrouve encore dans ses autres ouvrages. Lisez sa lettre sur les spectacles et ne prononcez pas avant de l'avoir lue et méditée sur la question qui vous occupe : vous y verrez ce qu'il pense des comédiens, et peut-être alors sentirez-vous que vous ne devez pas leur accorder le droit de siéger dans vos assemblées administratives ».

Marnésia, après l'abbé Maury et l'évêque de Nancy, avait tenté contre les comédiens une dernière offensive, escomptant le rousseautisme avéré de la plupart de ses collègues. Son espoir fut déçu.

« Messieurs, dit MIRABEAU sans même lui répondre, plus M. de Beaumetz a obtenu et mérité de succès pour le discours qu'il vient de prononcer, plus on doit être sévère à son égard... »

L'orateur combat le projet de disjonction de la question juive et continue en ces termes :

« ... Je passe au second objet. Non seulement il n'existe pas de loi qui ait déclaré les comédiens infâmes ; mais les états-généraux, tenus à Orléans, ont dit, article IV de leur ordonnance presque ces mots, mais certainement leur véritable sens (32) : **Quand les comédiens auront épuré leurs théâtres** — (et alors la scène était occupée de ces misérables farces qu'on s'honore d'avoir oubliées) — on s'occupera de déterminer ce qu'ils doivent être dans l'ordre civil. d'où ils ne paraissent pas être rejetés pour eux-mêmes. — Aujourd'hui même, Messieurs, il est des provinces françaises qui déjà ont secoué le préjugé que nous

(32) Mirabeau veut parler ici des lettres patentes de Louis XIII du 16 avril 1641, que reproduisaient les Codes — Cf. La-verdy. Code pénal..., titre XXXII.

devons abolir ; et la preuve en est que les pouvoirs d'un de nos collègues, député de Metz, sont signés de deux comédiens. Il serait donc absurde, impolitique même, de refuser aux comédiens le titre de citoyen que la nation leur défère avant nous et auquel ils ont d'autant plus de droits qu'il est peut-être vrai qu'ils n'ont jamais mérité d'en être dépouillés ».

C'est en vain que l'abbé DE MONTESQUIOU veut monter à la tribune. De toutes parts on demande la clôture. On va aux voix sur les amendements de M. de BEAUMETZ. Ils sont adoptés avec le décret en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète :

« 1° — Que les non catholiques, qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans ses précédents décrets pour être électeurs et éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration, sans exception.

« 2° — Que les non catholiques sont capables de tous les emplois civils et militaires comme les autres citoyens.

« Sans entendre rien innover relativement aux juifs, sur l'état desquels l'Assemblée nationale se réserve de prononcer. Au surplus, il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels » (33).

L'assemblée crut d'ailleurs devoir insister. Dans son Instruction du 8 janvier 1790 sur la formation des assemblées représentatives et des corps administratifs (34), ins-

(33) Collection des décrets de l'assemblée nationale constituante, rédigés par M. Arnould, membre de cette assemblée — I. 371.

(34) Ibid., II. 147.

truction sanctionnée dans le même mois par le roi, elle eut soin de reproduire intégralement le texte du décret.

Les comédiens ordinaires du roi s'étaient empressés d'annoncer la bonne nouvelle aux principales troupes de province. Voici la lettre que leur répondit Rézicourt, directeur du théâtre de Lille.

« Lille, 8 janvier 1790.

« Messieurs, Votre lettre à M. le président de l'assemblée nationale exprimoit le vœu de tous les comédiens, vos sentimens étoient les nôtres. Nous avons partagé votre inquiétude, et, comme vous, nous sentons vivement ce que les comédiens doivent au Décret qui les maintient dans leurs droits. Nous vous remercions, Messieurs, de l'honnêteté que vous avez de nous en faire part ; elle nous flatte surtout parce qu'elle est le gage d'une confraternité qui nous sera toujours précieuse.

« Nous avons l'honneur..., etc...

« Les comédiens de la ville de Lille.

« Bézicourt, directeur » (35).

Puis, le 9 février, l'acteur Beaulieu, des Variétés amusantes, envoya au président de l'assemblée, avec un don patriotique de 400 livres, une adresse dont voici un extrait : « ... Je n'étois rien, lorsqu'un de vos décrets a relevé mon âme et m'a donné le droit d'être quelque chose. Rendu à la société par l'abolition du préjugé sous lequel je gémissais... devenu citoyen, je désirois porter aussi mon offrande sur l'autel de la Patrie... » (36).

(35) Archives de la Comédie française.

(36) Moniteur du 11 février 1790 — t. III de la réimpression, p. 336.

Le statut civique des comédiens se trouvait ainsi fixé par l'assemblée nationale, mais la question religieuse, qui toujours avait dominé le point de vue civil, n'était pas résolue ; elle ramena l'affaire devant l'assemblée.

Talma, dont la querelle à l'occasion des représentations du « Charles IX » de Chénier occupait encore Paris, devait épouser Julie Careau. Le sacrement lui avait été refusé par le clergé à cause de sa qualité de comédien. L'acteur avait saisi l'assemblée de l'incident.

A la séance du lundi 12 juillet 1790, un des secrétaires, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, donna lecture de sa lettre (37) :

« J'implore le secours de la loi constitutionnelle, et je réclame les droits de citoyen qu'elle ne m'a point ravis, puisqu'elle ne prononce aucun titre d'exclusion contre ceux qui embrassent la carrière du théâtre. J'ai fait choix d'une compagne à laquelle je veux m'unir par les liens du mariage ; mon père m'a donné son consentement. Je me suis présenté devant M. le curé de Saint-Sulpice pour la publication de mes bans. Après un premier refus, je lui ai fait faire une sommation par acte extra-judiciaire ; il a répondu à l'huissier qu'il avait cru de la prudence d'en référer à ses supérieurs ; qu'ils lui ont rappelé les règles canoniques, auxquelles il doit obéir, et qui défendent de donner à un comédien le sacrement de mariage, avant d'avoir obtenu de sa part une renonciation à son état.

Je me prosterne devant Dieu ; je professe la religion

(37) Arch. parlement. XVII-50 — Moniteur du 13 juillet 1790 — tome V de la réimpression, p. 109.

catholique, apostolique et romaine. Comment cette religion peut-elle autoriser le dérèglement des mœurs ? J'aurais pu sans doute faire une renonciation et reprendre le lendemain mon état ; mais je ne veux pas me montrer indigne de la religion qu'on invoque contre moi, indigne du bienfait de la constitution, en accusant vos décrets d'erreur et vos lois d'impuissance. Je m'abandonne avec confiance à votre justice... »

Un court échange de vues eut lieu entre trois députés, Goupil de Préfelne, fameux par ses hésitations ; l'abbé Gouttes, futur évêque constitutionnel ; Charles-François Bouche, bourgeois voltairien.

M. GOUPILO : « Il est difficile qu'une question plus importante soit soumise à votre délibération. Il ne s'agit pas seulement de ceux qui ont embrassé la profession du théâtre il s'agit de savoir jusqu'à quel point s'étend la puissance ecclésiastique sur le mariage considéré comme sacrement. Cette question, pour être approfondie, a besoin du plus sérieux examen ; j'en demande le renvoi aux comités ecclésiastique et de constitution réunis ».

M. l'abbé GOUTTES : « Une expérience de vingt-deux ans m'a mis à portée de connaître qu'il y a une grande différence entre le contrat civil et le sacrement de mariage. Je demande donc qu'il soit adjoint au comité ecclésiastique, pour l'examen de la question, trois membres bien instruits des lois canoniques ».

M. BOUCHE : « Le procédé de M. le curé de Saint-Sulpice est d'autant plus étonnant que tout le monde sait que plusieurs fois on a marié des comédiens sous le nom de musiciens... »

L'orateur ne laisse pas échapper l'occasion d'attaquer le clergé qu'il abhorre. L'assemblée arrête M. Bouche en lui observant qu'il n'est pas à la question et renvoie la lettre de Talma à ses comités de constitution et ecclésiastique réunis.

Un avocat, DURAND-DE-MAILLANE fut nommé rapporteur.

Ce fut à la séance du 17 mai 1791 qu'il déposa son rapport imprimé par ordre de l'assemblée (38).

Nous ne croyons pas devoir le reproduire in extenso. La majeure partie de cet écrit est d'ailleurs une discussion plutôt canonique, aboutissant à cette conclusion que « les censures de l'Eglise ont dû nécessairement perdre de leur force dans l'opinion par les lettres patentes du roi très chrétien et, bien plus, par les nouveaux décrets de l'assemblée nationale qui assimilent les comédiens à tous les citoyens actifs, sans distinction, pour tous les emplois de la société... »

« Les comédiens, dit l'auteur, pourraient se borner à la forme civile de leur mariage ; mais ils peuvent vouloir le revêtir de la bénédiction ecclésiastique qui en fait un sacrement. Cette bénédiction procède de la puissance spirituelle qu'on a admise dans l'Etat et qu'on n'a pu admettre qu'avec l'indépendance de son exercice... Cette puissance doit être aussi libre, dans la dispensation des sacrements pour le bien particulier et spirituel des fidèles, que la puissance temporelle dans les effets civils du contrat de mariage pour le bien général et particulier des citoyens... Si le sieur Talma est citoyen actif, si son état est autorisé par la loi civile, par la protection et les faveurs mêmes

(38) Archives parlementaires — XXVI. p. 186 et suiv.

du souverain, tout cela n'est que civil et ne saurait lui donner l'aptitude, qu'il n'a pas, pour les sacrements de l'Eglise dont ses ministres sont les gardiens et doivent être les dispensateurs fidèles... »

Sans doute, « il paraît bien difficile à concevoir que... les comédiens, participant à tous les droits de citoyens actifs dans la société et professant la même foi dans la religion soient exclus de la participation aux sacrements de l'Eglise, uniquement parce qu'ils sont comédiens... Cependant, il faut sur toutes choses être d'accord avec nous-mêmes, avec nos principes : nous les contrarions évidemment, si en admettant la religion catholique, en la professant hautement, nous méconnaissions son indépendance, si nous ne nous soumettons à ses lois dans tous les objets spirituels et sacrés de sa divine institution...

« Dans les principes mêmes de notre constitution, la loi civile ne doit rien voir dans le mariage au-delà du contrat ou du consentement public des parties qui le valident. La nation a prescrit une forme nouvelle dans le choix des ministres de l'Eglise ; elle a fait dans le clergé, dans ses possessions, toutes les réformes qu'elle a jugées convenables et nécessaires... (39) mais son pouvoir, si étendu qu'il soit, a ses bornes dans les matières religieuses. Nous pourrions citer une décision célèbre qui dans ces derniers tems les a posées très justement (l'arrêt du conseil d'état du roi du 24 mai 1766) ; mais nous en poserons nous-mêmes de plus sûres, peut-être, sur l'objet particulier de notre question en séparant dans le mariage le

(39) Décret du 12 juillet, 24 août 1790 sur la constitution civile du clergé et la fixation de son traitement. (Collect. des décrets de l'Assemblée nat. constituante) VI-335.

contrat. qui suffit aux yeux de la nation, d'avec le sacrement où la nation n'a rien à voir. Qui donc, d'entre les catholiques, veut le recevoir ce sacrement, doit en être digne aux yeux de l'Eglise qui le confère. Quand la nation a réduit ses ministres aux saintes fonctions de leur ministère, elle n'a pas entendu leur en prescrire les devoirs ni l'exercice... elle n'a pas entendu leur laisser moins de liberté dans la dispensation des sacrements... les fidèles ne sauraient eux-mêmes se soustraire aux plus pures lois de la religion qu'ils professent... l'assemblée nationale doit laisser la cause du sieur Talma aux termes des lois ecclésiastiques. Celles-ci ne confondent pas dans cette espèce l'innocent avec le coupable et le curé de Saint-Sulpice est en règle, dès que le sieur Talma ne se présente à lui pour recevoir le sacrement de mariage que dans l'aveu de la profession censurée par l'Eglise ; alors cet aveu tient lieu de preuve et vaut, à l'égard de la partie, un jugement particulier, dont elle n'a pas à se plaindre parce qu'elle s'en prend à la loi même qui subsiste et que son exécuteur ne peut ni interpréter, ni changer. Mon avis particulier est donc sur la question présente :

« Que, abstraction faite de l'état du sieur Talma, ainsi que de toute autre profession dans la société, tout mariage soit valable aux yeux de la loi par la seule déclaration des parties dans la forme que la loi même leur prescrira ; qu'en conséquence les empêchements de mariage relatifs aux causes purement civiles et politiques soient réglés par la loi elle-même, de manière que ni l'Eglise, ni la puissance civile n'en accordent des dispenses à personne dans aucun cas ; laissant au surplus, pour tout ce qui ne regarde que l'administration religieuse du

sacrement, les ministres de l'Eglise dans le droit et la liberté de la régler comme ils trouvent meilleur pour le salut des âmes et la plus grande gloire de Dieu, « Cæsari Cæsaro, Dei Deo ». Partant, il n'y a pas lieu à délibérer sur l'affaire du sieur Talma » (40).

★★

Citoyen actif de par le décret de l'assemblée mais encore soumis aux censures ecclésiastiques, le comédien ne tarda pas à jouir de l'entière liberté du travail, conséquence de la liberté de l'exploitation théâtrale, que LECHAPELAIS avait fait voter (41). Que devenait-il sous le rapport de ses infractions professionnelles ?

Dès le mois d'août, un décret (42) avait transféré au maire l'autorité des gentilshommes de la chambre sur les théâtres royaux et du lieutenant de police, dont la charge n'existait plus, sur les autres théâtres.

Les 5 et 6 novembre de la même année parut un autre décret (43) portant établissement d'une police pour la ville de Paris, à titre provisoire : « ...vu le projet de règlement présenté par les maires, lieutenans de maire, conseillers assesseurs et administrateurs de la ville de Paris et les observations faites par le comité de constitution ». Il fut rendu en considération de « la nature des circonstances

(40) Talma trouva le clergé jureur plus accommodant. Il fut marié le 19 avril 1791 à N.-D. de Lorette par un des vicaires nommé Lapipe (Ial. dictionnaire critique de biographie et d'histoire — Paris 1867, p. 1172).

(41) Loi du 31 janvier, 19 février 1791 (Collect. des décrets de l'Ass. nat. — VI, p. 214).

(42) Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire — tit. XI, art. 4 (Collect. des décrets de l'Ass. nat. II. 308).

(43) Collect. des décrets de l'Ass. nat. II. 670.

exigeant impérieusement que l'action de la police fut rétablie » et de l'importance qu'il y avait de « donner dès à présent un moyen provisoire d'action à cette partie essentielle de l'ordre public ».

Les articles 10 et 11 créaient le tribunal de police municipale de la ville de Paris.

« Art. 10. — Il sera établi un tribunal de police composé de huit notables-adjoints, élus dans la forme qui sera indiquée par le bureau de la ville ; il sera présidé par le maire ou par son lieutenant au département de la police et, à leur défaut, par le plus âgé des conseillers-administrateurs du département. Les fonctions du ministère public y seront exercées par l'un des adjoints du procureur syndic de la commune.

« Art. 11. — Le tribunal de police jugera en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 livres d'amende ou d'un mois de prison » (44).

C'est devant cette juridiction qu'en vertu du décret du 16-24 août 1789 devront être renvoyés les comédiens délinquants, après décision du maire ou, en pratique, de celui de ses six conseillers assesseurs chargé spécialement de l'administration des spectacles (45).

(44) Moniteur des 24 et 27 novembre 1789 — t. II de la réimpression, p. 220, 234, 243. On y trouve la composition de ce tribunal lors de sa création : Bailly, maire ; Duport-Dutertre, lieutenant-maire ; Tessin, Dosne, Deyeux, Leroi de Lysa, Audelle, Viel, Legrand de Laleu, de Vergenne, notables-adjoints ; Cahier de Gerville, procureur syndic adjoint de la commune.

(45) Lescène des Maisons qui avait dans ses attributions, outre la police des spectacles, les recherches sur les étrangers, voyageurs ou établis, et la surveillance des domestiques. (Moniteur du 26 nov. 1789 — t. II de la réimpression, p. 234).

A l'avenir donc plus d'engagements par ordre, plus de renvois, plus d'emprisonnement immédiat par lettre de cachet ou de provision, mais comparution devant un tribunal, tribunal idéal selon « le Moniteur », « où le citoyen honnête juge le citoyen coupable ou prévenu... L'arbitraire est absolument banni de la nouvelle police parisienne et le dernier des citoyens, comme le premier, a droit et facilité d'être jugé par ses pairs, ce qui chez tous les peuples a toujours été regardé comme la perfection de l'ordre judiciaire » (46).

Son fonctionnement nous est décrit de pittoresque façon, après six mois d'exercice, par Boullemer de la Marinière, successeur de Cahier de Gerville au siège du ministère public : « Le tribunal tient ses audiences exactement deux fois par semaine les mercredis et samedis, depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi et souvent elles se prolongent au-delà. Il est arrivé plus d'une fois, qu'après une audience de quatre à cinq heures, les juges ont remonté sur le siège pour n'en descendre qu'à dix heures du soir... Tout le monde est admis à y porter la parole et à s'y défendre sans ministère d'avocat et de procureur. Ceux qui s'y présentent n'y sont admis que comme les autres citoyens et comme des amis qui viennent parler pour des amis... Ce sont des frères qui défendent leurs frères, comme ce sont des frères qui jugent leurs frères... » (47).

En province fonctionna un système analogue.

(46) Moniteur des 26 et 27 novembre 1789 — t. II de la réimpression, p. 235-243.

(47) Compte-rendu à l'assemblée des représentants de la commune des travaux du parquet, 11 mai 1790.

Les acteurs accueillirent avec indifférence cette transmission d'autorité : ils changeaient de maîtres mais gardaient leur redoutable tyran le public.

Le théâtre français perdant son nom, devint le *théâtre de la Nation*, mais les comédiens obtinrent cependant de conserver leur titre de *comédiens ordinaires du roi* auquel une longue tradition les faisait tenir. En dépit de leur apparente soumission et de leurs protestations de respect, des malentendus, des froissements se produisirent. Grimm put bientôt écrire :

« C'est depuis qu'échappés du joug honteux et tyrannique des gentilshommes de la chambre ils ont l'honneur d'être les comédiens de la nation, au lieu d'être modestement comme jadis de simples pensionnaires du roi ; c'est depuis cette heureuse révolution, qu'ils reçoivent plus d'ordres arbitraires, qu'ils éprouvent plus de dégoûts et de vexations de toute espèce qu'ils n'en avaient jamais essuyés auparavant. Le parterre prétend les assujettir tous les jours à de nouvelles fantaisies, à de nouveaux caprices ; la municipalité ou la volonté du peuple ne manque pas une occasion de leur faire sentir tout le poids de son autorité » (48).

Et pourtant, en présence de décisions importantes, Bailly évite de se prononcer et renvoie la question à l'assemblée de la commune. « Les assemblées ont cela de commode » (49). D'ailleurs il n'intervient guère que pour des faits d'administration et de police, les jours de tumulte.

(48) Grimm. Corresp. litt., nov. 1790 — XVI, p. 111.

(49) Bailly — Mémoires — II, p. 287.

te dans les spectacles, toutes choses qui n'intéressent pas le statut du comédien.

Vint cependant l'affaire du *Charles IX* de Chénier, sorte de recommencement des incidents du *Siège de Calais* : refus des comédiens de « communiquer avec le sieur Talma », non seulement parce qu'il avait « trahi les intérêts de la société, mais encore parce qu'il avait compromis la tranquillité publique » ; injonction à eux faite par le maire de révoquer leur décision ; résistance opiniâtre et finalement capitulation.

Les gazettes du temps (50) sont remplies des détails de cette lutte, y compris le grave *Moniteur* (51) ; tout cela entremêlé de factums contradictoires : *Exposé de la conduite et des torts du sieur Talma envers les comédiens français*. — *Réponse de François Talma aux membres de la comédie française*. — Le premier est daté : Paris 1791 ; le second : an 2^e de la liberté.

Il n'entre pas dans notre plan de conter une fois de plus l'aventure ; mais comme elle touche par quelques points à notre matière, nous en donnons une sorte de sommaire par les actes de la commune de Paris (52).

Séance du 20 août 1789. — Une députation de comédiens du théâtre de la nation, sur l'ordre que le parterre leur en a donné la veille, viennent demander à la municipalité l'autorisation de jouer *Charles IX*.

Séance du 23 août. — Chénier se présente à son tour

(50) Voir notamment la « Chronique de Paris » des 21, 27, 28 septembre ; le « Journal de la municipalité et des sections » des 27 et 28 sept ; le « Patriote Français » du 15 octobre.

(51) *Moniteur* du 2 oct. 1790 — t. VI de la réimpression, p. 16.

(52) Lacroix (Vigismond) — Actes de la commune de Paris pendant la révolution — I. 321-335 — VII. 207-225-383-298.

et réitère la requête. On lui répond d'apporter un exemplaire de sa pièce pour qu'on la puisse juger.

Séance du 25 août. — L'assemblée désigne trois commissaires pour en prendre connaissance : Vauvilliers, Huguet de Semonville, Quatremère de Quincy.

Le 4 novembre 1789, première représentation, suivie de trente-deux autres consécutives. Gros succès, plus politique que littéraire ; triomphe personnel de Talma ; puis la pièce est rayée du répertoire par les comédiens.

Jusqu'au 16 septembre 1790 une reprise est en vain réclamée.

Ce jour-là, pendant le spectacle, effroyable tumulte : le parterre exige la pièce ; la majorité des artistes refuse publiquement tout rapport avec Talma. Le maire conseille sans résultat d'attendre l'avis de la municipalité ; l'acteur Dugazon, partisan de Talma, quitte brusquement le théâtre, oubliant qu'il doit y jouer « L'école des Maris », ce qui empêche la fin de la représentation.

Séance du 18 septembre 1790. — Arrêté de la commune ordonnant aux comédiens de jouer avec Talma et assignation à Dugazon d'avoir à comparaître le 25 à l'audience du tribunal de police municipale.

Séance du 24 septembre. — La commune « persiste dans son arrêté du 18 de ce mois et, pour statuer définitivement sur le fond de la contestation, ordonne le conseil que, dans trois jours pour tout délai, les comédiens français seront tenus de donner leurs mémoires respectifs pour en être rendu compte au conseil ».

Séance du 27 septembre. — Bailly ordonne la fermeture du théâtre. Le jour même les comédiens font leur soumission et dès le lendemain a lieu la trente-quatrième

représentation de « Charles IX ». Après la trente-cinquième, Chénier lui-même retira sa pièce.

Au cours de cette interminable querelle le maire de Paris n'usa de son autorité nouvelle sur les comédiens que de paternelle façon.

Le 21 juillet 1790, une altercation suivie de voies de fait avait eu lieu dans les coulisses entre Talma et Naudet. Bailly ne sévit point. Quelques années auparavant, le maréchal duc de Duras avait condamné à l'amende Mlles Joly de la comédie française et de Saint-Evreux de la comédie italienne, pour impolitesse envers Mlle Dugazon (53) ; le duc de Gesvre avait expédié au For-l'Evêque Thomassin qui, à la comédie italienne, s'était disputé avec sa femme (54) ; de par le lieutenant de police, Beaulieu des Variétés avait été envoyé à la Force pour avoir craché au visage de sa camarade Dubuisson ; Mayer de l'Ambigu, qui avait battu ses camarades, au For-l'Evêque (55).

Tout le clan des « rétrogrades », conduit par Naudet, avait obstinément refusé de jouer avec Talma. Il en fut quitte pour une verte semonce, tandis qu'au temps du duc de Richelieu et du « Siège de Calais », Lekain, Molé, Brizard, Mlle Clairon..., ligués contre Dubois, avaient passé vingt-trois jours en prison.

Seul Dugazon paya pour tout le monde : « M. Dugazon a comparu au tribunal de la commune, dit la *Chronique de Paris* (56). Après avoir été donné acte par le procu-

(53) 11 novembre 1782. Arch. Nat. (dans Campardon) O¹ 845 — et 17 nov. 1787, id., O¹ 848.

(54) 22 juin 1751, id., O¹ 846.

(55) 20 sept. 1782, 1^{er} juin 1788 — Arch. des Comm., 5022.

(56) Le tribunal de police municipal et non le tribunal de la commune (*Chronique de Paris*, du 27 septembre 1790).

reur du roi de ses déclarations et de ses excuses, il lui a été enjoint d'être plus circonspect ; et pour avoir manqué au public, il a été condamné à rester huit jours chez lui, d'où il ne sortira que pour son service. Il a été de plus condamné aux frais de l'impression dudit jugement à cent exemplaires. M. Dugazon a dit qu'il ne cherchoit point à pallier sa faute par quelques raisons qu'il lui seroit facile d'alléguer ; qu'il avoit déjà prouvé combien il étoit affecté, puisqu'il en avoit demandé lui-même la punition ; qu'il étoit sincèrement affligé d'avoir manqué au public, et qu'il ne trouvoit qu'une consolation dans sa faute, celle de témoigner le premier, entre ses camarades, son respect pour le conseil municipal et sa soumission à la loi et à la constitution qu'il avoit juré de maintenir et de défendre ».

D'autres incartades, indépendantes celles-là des dé mêlés de *Charles IX* ne furent suivies d'aucune sanction judiciaire.

Larive, qui avait déserté la comédie française depuis plus d'un an pour se produire en province, y rentra paisiblement dans *Œdipe*, le 4 mai 1790, sous le patronage de l'abbé Goutte, constituant (57).

Les marques de sympathie, publiquement données en scène au roi et à la reine, par le chanteur Lainé à l'Opéra (58) et par Mlle Dugazon à l'Opéra-comique (59), n'entraînèrent aucune condamnation. Le public cependant avait

(57) Moniteur des 3 et 4 mai 1790 — t. IV de la réimpression, p. 268 et 276.

(58) Les révolutions de Paris, n° 75.

(59) Mémoires de Mme Compan, p. 307.

exigé du premier des excuses à genoux et la seconde s'était vu retirer son rôle.

Les bagarres politiques furent d'ailleurs continuelles dans les théâtres.

Celles, que provoquèrent les représentations de *l'ami des lois* de Laya considéré comme « rétrograde », aboutirent à l'arrestation de l'auteur (60) ; elles conduisirent en outre aux tumultueux incidents de la *Paméla* de François de Neufchâteau entachée d'aristocratie : poète et trente-et-un artistes, hommes et femmes, furent incarcérés, dans la nuit du 3 au 4 septembre 1793, non plus comme comédiens coupables de fautes professionnelles et par ordre de la municipalité, mais comme suspects et par décret du comité du salut public, rendu dans la nuit du 1^{er} au 2, confirmé par un vote de la convention à la séance du 2 (61). Ce n'était plus une affaire de tribunal de police ; cela relevait du tribunal révolutionnaire.

« La tête de la Comédie française sera guillotinée et le reste déporté », avait déclaré Collot d'Herbois, mauvais acteur comique devenu un tragique représentant du peuple. Son pronostic ne se réalisa pas heureusement : la fournée des Comédiens échappa à la mort. D'autres cependant montèrent isolément sur l'échafaud, Marie Grandmaison, Anne Leroy et, si on veut bien lui accorder ici

(60) Voir les journaux du temps, notamment : « Mercure français » des 7, 9, 14, 16, 17 janvier 1793 ; « Chronique de Paris » des 10 et 16 janvier ; « Journal de Paris » des 12 et 16 janvier.

(61) Moniteur du 2 sept. 1793 — t. XVII de la réimpression p. 539 — La feuille du Salut public des 3 et 5 sept. — Le républicain français du 6 sept.

une humble place, le pauvre ménage Loison, tenancier du Guignoi des Champs-Élysées (62).

Les tribunaux civils siégèrent eux aussi pendant la période révolutionnaire. Rien que devant ceux des six arrondissements de Paris (63), furent plaidées de nombreuses affaires concernant les gens de théâtre : congédiement de comédiens ; créances contre débiteurs acteurs ; liquidation de pension ; dommages-intérêts ; demandes de résiliation ; locations de loge (64). La plupart de ces causes retenues par eux ne fussent précédemment pas sorties du ressort des gentilshommes de la chambre.

Rappelons en outre que l'assemblée nationale, sur le rapport de Le Chapelier avait voté et réglementé la liberté des exploitations théâtrales (65).

La convention nationale, si rude aux comédiens, quand elle les regardait comme suspects, n'en honora pas moins les principaux d'entre eux, en tant que représentants de l'art. Sur le point de céder le pouvoir en vertu de la constitution de l'an III qu'elle avait décrétée, elle vota, le 3

(62) Extrait de la liste chronologique des victimes du tribunal révolutionnaire de Paris — Paris. 1911 :

n° 1477 Grandmaison (Marie), cy devant Buret ; 27 ans, actrice des Italiens, 29 prairial an II (17 juin 1794).

n° 2595 Leroy (Anne) ; 21 ans, artiste de théâtre de la rue Fédéau, née à Paris, 8 thermidor an II (26 juillet 1794).

n° 2646 Loison (Guillaume) ; 45 ans, directeur du théâtre des Champs-Élysées ; 9 thermidor an II (27 juillet 1794).

n° 2648 Maurice (Anne) femme Loison ; 33 ans, née à Saint-Saturnin ; même date.

(63) Duvergier — I. 393 et 417.

(64) Douache — Les tribunaux civils pendant la révolution (1791-1800).

(65) Décret des 13-19 janvier 1791 (Collect. des décrets de l'Ass. nat. VI-284 — Moniteur du 15 janvier 1791 ; t. VII de la réimpression, p. 116.

brumaire an IV (25 octobre 1795), l'avant-veille de sa clôture, la création de l'« Institut national des arts et des sciences » (66). Une section de musique et de déclamation figurait dans la troisième classe (littérature et beaux-arts). Le 1^{er} pluviôse (21 janvier 1796) le conseil des Cinq cents décréta l'examen du projet de règlement (67), le 19 (8 février) il en ajourna la discussion après les trois lectures prescrites par la constitution (68) ; enfin il l'adopta définitivement le 25 ventôse (15 mars 1796) (69).

La séance d'inauguration eut lieu le 15 germinal (4 avril). Elle dura quatre heures (70). DAUNOU célébra les différentes classes et s'étendit complaisamment sur l'acteur « qui recrée les chefs-d'œuvre du théâtre en leur donnant l'âme du geste, du regard et de la voix et qui achève ainsi Corneille et Voltaire ». COLIN D'HARLEVILLE, à son tour, fit l'éloge des beaux arts et de « la déclamation, leur compagne fidèle ». Enfin l'acteur MONVEL, membre de l'institut, récita un poème du citoyen Andrieux : *Le procès du Sénat de Capoue ; anecdote tirée de l'histoire romaine*.

Les comédiens élus furent Molé, nommé le 6 décembre 1795, et qui occupa le deuxième fauteuil ; Prévillo, le 12 décembre, cinquième fauteuil ; Monvel, le 15 décembre, troisième fauteuil. Larive fut nommé membre correspon-

(66) Titre VI du décret sur l'organisation de l'instruction publique — Moniteur du 2 nov. 1795 ; t. XXVI de la réimpression, p. 325.

(67) Moniteur du 27 janvier 1796 ; t. XXVII de la réimpr., p. 289.

(68) Ibid., 13 février 1796 ; t. XXVII de la réimpr., p. 429.

(69) Ibid., 15 mars 1796 ; t. XXVII de la réimpr., p. 719.

(70) Ibid., des 12, 13, 14 avril 1796 ; t. XXVIII de la réimpr., p. 181, 189, 197.

dant. Dès le 18 janvier 1796 Préville donna sa démission et son fauteuil, le 1^{er} août, fut occupé par Grandménil (71).

De par l'assemblée constituante le statut civique des comédiens, auquel ne touchèrent ni la convention, ni le directoire, se trouvait ainsi posé :

1° — Liberté et égalité individuelles ; le comédien jouit de tous les droits civils et politiques, aux conditions constitutionnelles exigées de tous les citoyens. Il est admissible à toutes les fonctions civiles et militaires. La loi lui permet le mariage (72).

2° — Liberté de travail : il a le droit d'être comédien ou de ne pas l'être, le droit de cesser de l'être, le droit d'exercer son art où et quand il lui plait, sous la seule réserve de respecter les contrats auxquels il aurait volontairement souscrit.

Cette période, si libérale en principe, fut pratiquement une des plus tyranniques : les passions démagogiques, qui républicanisèrent jusqu'au texte de Molière, ne toléraient que des pièces jacobines et arrêtaient comme suspects les interprètes soupçonnés d'incivisme.

(71) Delaborde (Henri). L'académie des beaux-arts — Paris 1894.

(72) Art. 7 du titr. III de la loi constitutionnelle (Collect. des décrets de l'Ass. nat., I. 307).

II

Sous le Consulat et l'Empire

L'avènement de Bonaparte et l'entrée en vigueur de la constitution de l'an VIII nécessitèrent de nombreuses réformes dans toutes les branches de l'administration. Le nouveau maître s'y employa ; l'organisation, la police, la discipline des théâtres et de ses interprètes n'échappèrent pas à sa vigilance.

D'abord ne pas se laisser, en la matière, dominer par le clergé.

Dès le rétablissement du culte par le Concordat de 1801, l'Eglise en effet avait tenté de renouveler ses anciennes rigueurs.

En 1802, à Châtillon-sur-Seine, le curé avait refusé d'accepter une actrice pour marraine. L'autorité civile l'en avait blâmé vivement, car « il ne fallait pas imprudemment faire revivre les anciennes lois qui écartaient les personnes attachées au théâtre de toute participation aux actes extérieurs de religion, alors que, sous l'ancien régime même, l'application de ces lois avait donné lieu à des réclamations célèbres » (1).

Un autre incident eut un retentissement plus considérable. Le 13 octobre de la même année mourait une dan-

(1) Jauffret (Comte Joseph). Mémoires sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du XIX^e siècle — Paris 1819 ; I. p. 261.

seuse de l'Opéra, Mlle Chameroi. Son convoi, que suivaient la plupart des artistes de Paris, fut arrêté à l'entrée de l'église Saint-Roch par le curé, l'abbé Marduel. La foule parlait déjà d'enfoncer la porte. Dazincourt parvint à détourner le cortège vers la chapelle des Filles-Saint-Thomas, dont le desservant, l'abbé Rivière, reçut le corps sans difficulté (2).

L'affaire fut chaudement discutée (3).

Le Concordat, disaient les uns, porte que la religion catholique sera librement exercée en France. Il doit donc être permis à ses ministres de se conformer aux défenses ecclésiastiques d'accorder la sépulture chrétienne aux comédiens. Libre à l'autorité séculière de leur décerner tous les honneurs civils ; le clergé ne saurait s'y opposer ; mais, les obsèques religieuses étant uniquement d'ordre spirituel, le gouvernement ne peut exiger qu'elles soient accordées à ceux qu'en privent les règles canoniques. C'était en somme reprendre la théorie de Durand de Mailane à propos du mariage de Talma.

D'autres s'élevaient contre l'intolérance sacerdotale contraire au véritable esprit du christianisme. Ils ajoutaient que Mlle Chameroi avait fait demander un prêtre peu de jours avant sa mort, que c'était une raison de plus pour ne point flétrir sa mémoire. Ils rappelaient que, sous l'ancien régime, les peines en question n'étaient pas

(2) Plusieurs factums parurent à cette occasion : La querelle de Saint-Roch et de Saint Thomas sur l'ouverture du manoir céleste à Mlle Chameroi, satire anonyme attribuée au poète Andrieux qui ne la désavoua pas. — Réponse de Saint Roch et de Saint Thomas à Saint Andrieux — Saint Roch à Andrieux.

(3) Jauffret (Comte Joseph). I. 248.

appliquées aux personnes attachées à l'Opéra qui portait le titre d'académie royale de musique.

Les rapports de police enfin insistaient sur ce que la conduite du curé avait d'attentatoire à l'ordre public et sur la nécessité de sévir. Son arrestation aurait eu lieu sans l'intervention du conseiller d'état Portalis, qui décida le cardinal Dubelloy, archevêque de Paris, à infliger trois mois de séminaire à l'abbé Marduel.

Le premier consul fit insérer dans le *Moniteur* (4) l'article suivant qu'il aurait, paraît-il, rédigé lui-même :

« Le curé de Saint-Roch a dans un moment de déraison refusé de prier pour Mlle Chameroi et de l'admettre dans l'église. Un de ses collègues, homme raisonnable, instruit de la véritable morale de l'Evangile, a reçu le convoi dans l'église des Filles-Saint-Thomas, où le service s'est fait avec toutes les solennités ordinaires. L'archevêque de Paris a ordonné trois mois de retraite au curé de Saint-Roch, afin qu'il puisse se souvenir que Jésus-Christ commande de prier même pour ses ennemis, et que, rappelé à son devoir par la méditation, il apprenne que toutes ces pratiques superstitieuses conservées par quelques rituels et qui, nées dans des temps d'ignorance ou créées par des cerveaux échauffés, dégradent la religion par leur niaiserie, ont été prosrites par le Concordat et par la loi du 18 germinal » (5).

En outre, le 13 décembre suivant, le premier consul ne manqua pas de se faire représenter par le général Jubié

(4) *Moniteur* du 30 brumaire an XI (21 nov. 1802).

(5) Le concordat fut signé le 26 messidor an IX (15 juillet 1801). La loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) est la loi édictant les articles organiques.

aux obsèques de Molé, sociétaire retraité du théâtre français (6).

Son but avait été d'imposer au clergé sa volonté, bien plus que de sauvegarder la réputation des comédiens qu'il n'allait pas tarder à humilier.

Il était membre de l'institut, fier de l'être, et la réforme de ce corps par le décret du 3 pluviôse an XI (23 janvier 1803) fut vraiment son œuvre personnelle. Or, tandis qu'il y faisait admettre les graveurs, qui en avaient été précédemment écartés sous prétexte qu'ils ne devaient pas leur notoriété à des œuvres tirées de leur propre fonds, il décida qu'à l'avenir ne serait plus admis aucun représentant de la déclamation, simples interprètes de la pensée d'autrui (7). Le fauteuil de Molé était vacant par suite du décès de celui-ci ; mais Grandménil et Monvel occupaient le leur, n'avaient pas démérité et ne pouvaient être expulsés sans une trop grande iniquité ; ils continuèrent à figurer, en surnuméraire allions-nous dire, dans la section de musique.

La résolution du premier consul avait d'ailleurs été mûrement réfléchie, car voici la lettre que, plus de deux ans auparavant, il avait écrite à son frère Lucien, ministre de l'intérieur :

« Paris, 23 fructidor an VIII(10 septembre 1800).

« Je vous prie, citoyen-ministre, de me remettre la liste de nos dix meilleurs peintres, de nos dix meilleurs sculpteurs, de nos dix meilleurs compositeurs de musique,

(6) L. Henry-Lecomte. — Napoléon et le monde dramatique — Etude nouvelle d'après des documents inédits. Paris 1912, p. 465

(7) Delaborde (Henri).

de nos dix meilleurs artistes musiciens, *autres que ceux qui paraissent sur nos théâtres*, de nos dix meilleurs architectes, ainsi que le nom des artistes, dans d'autres genres, dont les talents méritent de fixer l'attention publique » (8).

Les décrets et règlements concernant les théâtres se succédèrent nombreux pendant le consulat et l'empire. Nous n'avons à nous occuper ici que de ceux qui, directement ou indirectement, modifièrent le statut dont les comédiens avaient été dotés par l'assemblée constituante. Nous procéderons par ordre chronologique, ce qui permettra de mieux apprécier, les uns après les autres, les empiètements sur la légalité pré-existante et le retentissement de ceux-ci sur la liberté de travail et la liberté individuelle de l'acteur.

Un arrêté du premier consul (9) enleva à la municipalité la surveillance de l'opéra pour l'attribuer aux préfets du palais et plus particulièrement à l'un d'entre eux spécialement désigné. Ce fut Rémusat.

Un nouvel arrêté (10) étendit ses pouvoirs sur les théâtres de Louvois, de Feydeau et de l'opéra-buffa. Rémusat signa alors à Saint-Cloud le règlement d'organisation du théâtre français de la république (11), sous l'inspiration directe de Bonaparte.

Il ne contient pas moins de quatre-vingts articles dont nous extrayons les suivants :

(8) Correspondance de Napoléon — Paris. Plon. 1860 — t. VI, p. 457.

(9) Arrêté du 6 frimaire an XI (27 nov. 1802). Moniteur, an XI, p. 462.

(10) Arrêté du 6 frimaire, an XI (27 nov. 1802). Moniteur, an XI, p. 462.

(11) 28 nivôse an XI (18 janv. 1803).

« ART. 1. — Conformément à l'arrêté des consuls en date du 6 frimaire an XI le théâtre français de la république est sous la surveillance et la direction principale du préfet du palais désigné à cet effet par le premier consul.

« ART. 2. — Le commissaire du gouvernement (12) continuera ses fonctions près de ce théâtre ; c'est par son organe que les ordres du gouvernement seront transmis aux comédiens.

« ART. 9. — Les moyens de répression sont les amendes, l'exclusion des assemblées et du comité, l'expulsion momentanée ou définitive de la société, la perte de la pension, et même, pour les délits graves la détention.

« ART. 65. — Le commissaire du gouvernement prononce seul les amendes dont la quotité et les causes sont fixées par un règlement particulier.

« ART. 68. — Le sociétaire qui, ayant obtenu un congé, en outrepasserait la durée, paiera une amende égale aux deux tiers de ses appointements ; et à cet effet, pendant l'absence d'un artiste, le caissier gardera en sequestre les deux tiers des appointements qui ne lui seront comptés qu'à son retour.

« ART. 69. — Le comédien qui, désigné à l'assemblée de répertoire et annoncé sur l'affiche, fera manquer une représentation, paiera une amende égale au produit présumé de cette représentation.

« ART. 70. — La suspension des droits de sociétaire ne pourra être prononcée que par le préfet du palais sur le rapport du commissaire du gouvernement ; elle aura lieu

(12) Mahérant, puis en 1813 Bernard.

pour désobéissance formelle aux décisions de la société et aux ordres du gouvernement.

« ART. 71. — L'exclusion momentanée du théâtre aura lieu pour l'acteur ou l'actrice qui tiendrait notoirement une conduite scandaleuse, qui ferait manquer une représentation deux fois dans la même année qui outrepasserait d'un mois son congé, qui manquerait au public dans le cours d'une représentation ou aux fonctionnaires du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions.

« ART. 72. — L'expulsion définitive aura lieu pour l'artiste qui, déjà exclu pour un temps, se rendrait une seconde fois coupable des mêmes fautes, ou commettrait une action portant flétrissure ou peine infamante.

« ART. 73. — La durée des exclusions momentanées et l'expulsion définitive seront prononcées par le préfet du palais sur le rapport du commissaire ».

Là ne s'arrêtèrent pas les réformes. On voulut généraliser les mesures disciplinaires à tous les théâtres et restreindre considérablement la liberté d'exploitation, pourtant votée par l'assemblée nationale constituante sur le rapport de Le Chapelier (13).

Nouveau décret (14). Les théâtres sont divisés en « grands théâtres » et en « théâtres secondaires ».

Les grands théâtres sont le théâtre français (théâtre de l'empereur), l'Opéra et l'Opéra-comique avec le théâtre

(13) Décret du 13-19 janvier 1791. (Collect. des décrets de l'Ass. nat. VI, 28 — Moniteur du 15 janvier 1791 ; t. VII de la réimpression, p. 116).

(14) Décret du 8 juin 1806, suivi du règlement du 25 avril 1807. — Bulletin des lois ; IV, B 101 n° 1663 — Vivien et Blanc — Législation du théâtre — Législation du théâtre. Paris 1830, p. 359 et 362.

de l'impératrice (Odéon) comme annexe du premier et l'opéra-buffa comme annexe du dernier. Ce sont en somme les théâtres subventionnés.

Les théâtres secondaires sont au nombre de cinq, mais les autres théâtres « autorisés par la police avant le décret du 6 juin 1806 sont considérés comme annexes ou doubles des cinq théâtres secondaires ».

En province on maintient deux théâtres dans les grandes villes, un dans les autres. Aucune troupe ambulante n'est tolérée que par autorisation spéciale des ministres de l'intérieur et de la police.

Moins de trois mois après, nouvelle restriction : le nombre des théâtres secondaires est fixé à quatre et il est prescrit que « tous les théâtres non autorisés seront supprimés avant le 15 août » (15).

Enfin le décret de Fontainebleau (16), ne visant celui-là que les théâtres subventionnés, attribua à Rémusat le titre de « surintendant des spectacles », chargé de leur haute direction et modifia comme il suit la police du personnel de ces théâtres.

« ART 12. — Tout sujet qui aura fait manquer le service soit en refusant, sans excuses jugées valables, de remplir un rôle dans un emploi, soit en ne se trouvant pas présent au moment indiqué pour son service, soit enfin par toute autre faute d'insubordination quelconque envers ses supérieurs, pourra être condamné, suivant la gravité des cas, ou à une amande, ou aux arrêts.

(15) Décret du 29 juillet 1807 (Bulletin des lois ; IV, B. 157, n° 2685).

(16) Décret du 1^{er} novembre 1807.

« ART. 13. — Les sujets qui seront mis aux arrêts ne pourront être conduits dans la maison de l'Abbaye que sur l'autorisation du surintendant.

« ART. 14. — La durée des arrêts ne pourra être prolongée au delà de huit jours sans qu'il nous en soit rendu compte.

« ART. 15. — Tant que dureront les arrêts, tous les appointements et toute part quelconque dans les produits des spectacles cesseront de courir au profit de celui qui sera détenu ».

Qu'étaient en somme toutes ces réformes sinon le retour, ou à peu près, au système de l'ancien régime ? Le surintendant des spectacles tenait la place des gentils-hommes de la chambre, mais avec des attributions plus nettement définies et moins d'arbitraire dans ses décisions disciplinaires, puisque les peines qu'il pouvait prononcer étaient prévues, en quelque sorte codifiées, par les différents règlements. Sans doute les comédiens conservaient leurs droits civils et politiques, mais ils se trouvaient de nouveau soumis professionnellement à une juridiction spéciale d'exception et sans appel qui en faisait une classe à part des autres citoyens.

On pourrait objecter que par le fait qu'ils entreraient volontairement dans une troupe théâtrale, dont ils connaîtraient à l'avance les conditions privatives, ils accepteraient librement d'être soumis à celles-ci ; mais ces conditions atteignaient tout autant ceux d'entre eux qui, appartenant déjà à la compagnie, en subiraient les effets rétroactivement. En outre ces dispositions disciplinaires étaient en contradiction avec l'article 2063 du code civil défendant

aux citoyens de disposer de leur liberté (17). Ceci pour la liberté individuelle.

Quant à la liberté du travail, elle était fortement entamée du fait de la suppression, tant à Paris qu'en province, de petits théâtres et par suite des emplois qui en dépendaient, et cela brusquement, sans compensation. Nous avons déjà vu Louis XIV, lors de la formation des comédiens ordinaires du roi, éconduire un certain nombre d'acteurs. La décision était tout autant arbitraire, mais le monarque du moins avait indemnisé les victimes.

Cette rigoureuse mesure, qui d'un trait de plume, et rien que pour Paris, frappait neuf salles de spectacle (18) et entravait la profession de nombreux citoyens, s'exécuta sans protestations d'aucune sorte à la satisfaction du ministre Fouché, qui en avait redouté de tumultueuses.

Le fameux décret de Moscou (19), définitif celui-là puisque, à une interruption et à quelques amendements près, il est encore en vigueur, modifia une fois de plus la discipline interne de la comédie française, et cela de deux manières. Il précisa plus rigoureusement les délits et les peines. Il établit des degrés dans les organes de répression et surtout y introduisit les membres du comité qu'il venait de réorganiser et qui était composé d'acteurs. Voici d'ail-

(17) Lacan et Paulmier. — Traité de la législation et de la jurisprudence théâtrale. Paris 1853 ; I. n° 202.

(18) L. Henry-Lecomte (p. 163) cite ce chiffre et énumère les théâtres supprimés : la Porte-Saint-Martin ; les Variétés étrangères ; les jeunes artistes ; le théâtre du Marais ; le théâtre de la cité ; les nouveaux troubadours ; les jeunes élèves ; les jeunes comédiens ; le théâtre sans prétention.

(19) du quartier impérial de Moscou, décret du 15 octobre 1812. (Bulletin des lois — IV, B. 469, n° 8577).

leurs le texte des articles qui établissaient, en ce qui concerne notre sujet, le nouvel état de choses.

« ART. 60. — Si un acteur ayant fait changer la représentation pour cause de maladie, est aperçu dans une promenade, un spectacle, ou s'il sort de chez lui, il sera mis à une amende de trois cents francs ». C'est la définition d'un nouveau délit et de sa sanction.

L'article 30 institue en ces termes le comité : « Un comité composé de six membres de la société, présidé par le commissaire impérial, et ayant un secrétaire pour tenir registre des délibérations, sera chargé de la régie et administration des intérêts de la société. Le surintendant nommera chaque année, les membres du comité. Ils seront indéfiniment rééligibles. Trois de ses membres seront chargés de l'expédition de ses résolutions ».

Et l'article 31 ajoute « Le surintendant pourra les révoquer et les remplacer à volonté » ; ce qui évidemment est une entrave à sa liberté d'action.

Enfin une série d'articles énumère les fautes, les peines et la façon dont celles-ci devront être prononcées.

« ART. 75. — Tout sujet qui manque à la subordination envers ses supérieurs, qui, sans excuses jugées valables, fait changer le spectacle indiqué sur le répertoire, ou refuse de jouer un rôle de son emploi, soit tout autre rôle qui peut lui être distribué pour le service des théâtres de nos palais, ou qui fait manquer le service en ne se trouvant pas à son poste aux heures fixées, est condamné, suivant la gravité des cas, à l'une des peines suivantes.

« ART. 76. — Ces peines sont les amendes, l'exclusion des assemblées générales des sociétaires et du comité d'ad-

ministration, l'expulsion momentanée ou définitive du théâtre, la perte de la pension et les arrêts.

« ART. 77. — Les amendes au-dessous de vingt-cinq francs sont prononcées par le comité présidé par le commissaire impérial.

« L'exclusion des assemblées générales et du comité d'administration peut l'être de la même manière ; mais le commissaire impérial est tenu de rendre compte des motifs au surintendant.

« Le commissaire impérial qui aura requis le comité d'infliger une peine, en instruira, en cas de refus, le surintendant qui prononcera.

« ART. 78. — Les amendes au-dessus de vingt-cinq francs et les autres punitions sont infligées par le surintendant sur le rapport motivé du commissaire impérial.

« L'expulsion définitive n'aura lieu que dans les cas graves et après avoir pris l'avis du comité ».

L'article 63 reconnaissait au surintendant le droit d'expédier des ordres de début avec tout l'arbitraire des anciennes lettres de cachet. « Le surintendant pourra appeler pour débiter les élèves de notre conservatoire, ceux des maîtres particuliers ou les acteurs des autres théâtres de notre empire, auxquels cas leurs engagements seront suspendus et rompus s'ils sont admis à l'essai ».

Enfin, les articles 12 et 85, ceux dont il sera le plus discuté dans la suite des temps, disaient respectivement :

« ART. 12. — Tout sociétaire, qui sera reçu, contractera l'engagement de jouer pendant vingt ans ; et après vingt ans de service non interrompus, il pourra prendre

sa retraite, à moins que le surintendant ne juge à propos de le retenir.

« ART. 85. — Tout sujet retiré du théâtre français ne pourra reparaitre sur aucun théâtre, soit de Paris, soit des départements, sans la permission du surintendant ».

En résumé l'acte dans son ensemble, a écrit L. Henry-Lecomte, « conciliait deux principes contradictoires... le principe démocratique, représenté par le comité, et le principe monarchique représenté par un fonctionnaire » (20).

Nous nous permettrons d'ajouter que celui-ci annihilait terriblement celui-là.

Napoléon pourtant aimait les comédiens et le leur prouva maintes fois par d'importantes gratifications. Il avait même songé à décorer Talma.

« Dans mon système, observait-il (21), de mêler tous les genres de mérite et de rendre une seule et même récompense universelle, j'eus la pensée de donner la croix de la légion d'honneur à Talma ; toutefois je m'arrêtai devant le caprice de nos mœurs, le ridicule de nos préjugés et je voulus au préalable faire un seul essai perdu et sans conséquence : je donnai la Couronne de fer à Crescentini. La décoration était étrangère, l'individu aussi, l'acte devait être moins aperçu et ne pouvait compromettre l'autorité, tout au plus lui attirer quelques mauvaises plaisanteries. Eh bien, voyez pourtant quel est l'empire de l'opinion et sa nature ; je distribuais des sceptres à mon gré, l'on se pressait de venir se courber devant eux, et

(20) L. Henry-Lecomte, p. 156.

(21) Las Cases — Mémorial de Sainte-Hélène (édit. de 1823). VI, p. 321.

je n'aurais pas eu le pouvoir de donner avec succès un simple ruban, car je crois que mon essai tourna fort mal » (22).

(22) Depuis 1895 environ la légion d'honneur a été de plus en plus largement distribuée aux artistes dramatiques des deux sexes, non seulement des théâtres subventionnés mais de toute catégorie. Il y a un certain intérêt à rappeler la forme ascensionnelle de ce mouvement jusqu'à cette époque. En 1836 et 1849 deux acteurs ont été décorés au titre de la garde nationale ; un autre comme maire de Charenton. En 1871 l'acteur Sevestre, mortellement blessé, reçoit la croix pour fait de guerre. Un autre comédien, médaillé militaire depuis le siège de Paris, la reçoit en 1894. En 1887 et 1888 sont décorés un comédien et une comédienne comme vice-président et fondatrice d'œuvres philanthropiques ; le sont encore onze professeurs de déclamation au conservatoire, presque tous quand ils ont cessé de paraître sur la scène, et six anciens acteurs comme directeurs de théâtre. Trois comédiens seulement furent promus en qualité de sociétaires de la Comédie française en 1883, 1884 et 1892. Encore le premier d'entre eux prenait-il sa retraite.

III

La Restauration

Après la chute de l'empire le gouvernement royal, pendant la courte période de sa première restauration, n'eut pas le temps de remanier les règlements existants en matière théâtrale. Un événement émut pourtant Paris en renouvelant les scènes scandaleuses provoquées sous le consulat par l'enterrement de Mlle Chameroi.

Mlle Raucourt mourut le 15 janvier 1815 en son domicile rue de Hanovre. Le curé de Saint-Roch, sa paroisse, fit prévenir les héritiers qu'il ne pourrait accorder à la défunte la sépulture religieuse. Le lendemain le convoi, en dépit de cet avertissement, se dirigea vers l'église dont les portes étaient fermées.

« On les enfonce. Le lieu saint retentit de clameurs ; la foule augmente ; on l'exaspère en répandant le bruit que celle à qui on refuse des prières a rendu le pain bénit quinze jours auparavant, qu'à cette époque elle a donné 6.000 francs pour les pauvres et qu'elle leur en a légué 12.000 par son testament. Bientôt on aperçoit un prêtre ; on l'intimide ; on lui dit qu'une émeute est sur le point d'éclater et on le décide à dire un de profundis » (1).

D'après un témoin oculaire (2), ce prêtre aurait été un

(1) Jauffray (Comte Joseph) ; III. p. 49.

(2) Lerebours (Pierre-Simon) dit Pierre Victor. Documents pour servir à l'histoire du théâtre français sous la restauration — Paris 1834.

des propres aumôniers de Louis XVIII que le roi, après avoir consenti à recevoir une députation dont l'orateur était un chanteur de l'opéra-comique du nom de Huet, aurait envoyé d'urgence pour procéder à la cérémonie.

L'autorité ecclésiastique, en réitérant ses rigueurs, avait escompté l'appui du gouvernement dont elle connaissait bien les tendances. Aussi, malgré l'échec de cette première tentative, elle n'hésita pas à la renouveler sous la protection de la police. C'est ainsi qu'en 1824 le corps d'un acteur de la Porte Saint-Martin, de la Villenie, mort subitement, fut repoussé de l'église Saint-Laurent par le curé et escorté jusqu'au cimetière par la gendarmerie. En 1825, la dépouille du comédien Lafargue fut également exclue par le curé d'Argenteuil. Talma, mort en 1826, fut lui aussi inhumé civilement ; mais, d'après une lettre de son neveu, ce fut conformément à ses dernières volontés.

Le 14 décembre 1816, une ordonnance royale (3) bouleversa le décret de Moscou et, selon les traditions de l'ancien régime, rendit aux gentilshommes de la chambre le pouvoir du surintendant et à l'intendant des menus plaisirs celui du commissaire impérial. Elle fut d'ailleurs entachée d'irrégularités, car elle ne reçut que le contre-seing du duc de Duras au lieu de celui du ministre et fut revue pour copie conforme par l'intendant des menus. En outre elle ne fut pas insérée au bulletin des lois. Nous verrons ce qu'il en advint.

La même ordonnance frappait les comédiens dans leur existence civile. Aux mêmes titres que leurs concitoyens

(3) Appendice au recueil complément. des lois — année 1822 — p. 505.

ils faisaient partie de la garde nationale. L'ordonnance prononça cette restriction qu'aucun d'eux ne pourrait dépasser le grade de sous-officier. C'était une violation formelle de l'article 3 de la Charte : « Ils (les Français) sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires ».

Les gentilshommes de la chambre s'estimaient néanmoins si pleinement investis que l'un d'eux, le duc d'Angoulême, n'hésita pas à envoyer un ordre de début au théâtre royal de l'opéra-comique à Mlle More du théâtre de Rouen. Celle-ci obéit, mais Corréard, son directeur, contestant la légalité de l'acte des gentilshommes de la chambre, attaqua la chanteuse devant le tribunal civil de la Seine qui donna gain de cause au requérant. La cour d'appel de Paris confirma le jugement par son arrêt du 18 mai 1820 (4).

La même question fut sur le point d'être plaidée en 1823 au sujet d'un acteur du gymnase du nom de Perlet. Elle eut été d'ailleurs plus difficile à résoudre du fait que le théâtre du Gymnase n'avait été autorisé, conformément au décret impérial du 8 juin 1806, à ouvrir ses portes que pour préparer des sujets à la comédie française. Mais cette condition n'était pas obligatoire, disent Vivien et Blanc (5). Le droit conféré à l'autorité par le décret de 1806 est une exception au principe de la liberté industrielle reconnue par la loi de 1791. Sous ce rapport ce droit ne peut-être étendu ; toute extension qui lui serait donnée constituerait un abus de pouvoir. En outre Perlet n'avait pas été prévenu de cette obligation imposée au théâtre par le

(4) Vivien et Blanc, n° 284.

(5) Ibid., n° 19 et 20.

gouvernement. Le procès ne fut pas intenté sans doute dans la crainte que les tribunaux ne fussent pas disposés à accueillir les prétentions des gentilshommes de la chambre « Nous croyons donc, concluent Vivien et Blanc (6), que les ordres de début ne peuvent détruire les traités passés par les comédiens et ne doivent point en conséquence être rangés parmi les causes de rupture d'engagement ».

Les théâtres dits secondaires aux termes du décret de 1806, et les théâtres de province restaient soumis aux municipalités. Celles-ci défendaient parfois aux entrepreneurs de spectacles de laisser reparaitre sur la scène tel acteur dûment engagé, sous prétexte que sa présence occasionnerait du désordre. La jurisprudence ne considérait pas alors l'ordre du maire comme constituant une force majeure, refusait au directeur le bénéfice de l'article 1148 du code civil et lui laissait la charge de l'artiste (7). Celui-ci en effet, ne s'étant pas engagé à obtenir l'approbation de l'autorité, mais seulement à subir ses débuts devant le public, n'avait pas à souffrir de l'erreur commise par le directeur quand il avait traité avec lui. La puissance municipale quand elle s'exerçait en vue d'amener une bonne composition de la troupe, ne devait frapper que l'entrepreneur qui, le plus souvent, n'ayant obéi que par suite de sa dépendance, devait être seul à souffrir de sa complaisance. Le sort du comédien ne pouvait dépendre de la docilité ou de l'énergie de son directeur. C'est aux tri-

(6) Ibid., n° 284.

(7) Elisa Martin contre Chaillou (Tribun. de comm. et cour d'Orléans, 28 nov. 1826) — Gazette des tribuns. 2 déc. 1826 — Roubeau Frédéric (tribun. de comm. d'Amiens) — Vivien et Blanc, n° 282.

bunaux enfin qu'il appartenait, en cas de contestation, de fixer, selon les circonstances, la conduite et le talent de l'acteur, le montant des dommages-intérêts (8).

Aux municipalités on attribua une charge nouvelle au détriment du pouvoir judiciaire. Aucun acteur ne devait être engagé dans une troupe sans justifier d'un congé délivré par le directeur de celle qu'il quittait. Ce certificat ne pouvait être refusé à la fin de l'engagement. Une circulaire du 12 octobre 1815 décida qu'en cas de refus il appartiendrait au maire de la ville dans laquelle se trouvait la troupe, ou au préfet, de trancher le différend, de faire délivrer le congé, de donner même, si besoin, une déclaration qui en tiendrait lieu. La question des dommages-intérêts ne relevait que des tribunaux (9).

Les maires enfin, dont dépendait la discipline des théâtres, usaient plus ou moins rigoureusement de leur autorité : il arriva qu'ils en abusèrent. L'affaire du théâtre de Caen (10) fut, du 19 au 26 novembre 1827, l'objet de plusieurs consultations juridiques qui méritent d'autant plus de fixer l'attention qu'elles s'étendirent, au delà de leur objet, jusqu'au décret de Moscou et à l'ordonnance du 14 décembre 1816.

Voici les faits.

A la fin d'une représentation de *Landaw*, cinq acteurs achevaient le couplet final, innocent couplet en faveur des Grecs et à l'honneur des marins français (on était au len-

(8) Vivien et Blanc, n° 283.

(9) Ibid., n° 285.

(10) Longueman — Histoire du théâtre de Caen — 1895 — p. 320 et suivantes.

demain de la bataille de Navarin). Le public cria : bis. Le commissaire de police, puis le maire qui venait d'entrer, défendirent la reprise du couplet. Le public s'obstina, insistant bruyamment. Les acteurs cédèrent et furent incarcérés le lendemain matin pour contravention à un arrêté municipal du 12 février 1818 (11) :

« ART. 6. — Il est défendu aux acteurs de lire aucun billet, de rien débiter d'étranger aux pièces représentées, ni de répéter aucun passage, ni couplet...

« ART. 12. — Tout contrevenant sera poursuivi conformément aux articles 479 et 480 du code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce code dans les cas qu'il a prévus.

« Le contrevenant sera même arrêté s'il y a lieu ».

C'est ainsi que M^e Auguste Seminel, du barreau de Caen, présenta l'affaire au rédacteur en chef du *Courrier des Tribunaux* dans la lettre qu'il lui écrivit le 19 novembre avec prière d'insérer.

La question est de savoir, remarquait-il, si les autorités n'ont pas outrepassé leur droit en procédant à l'arrestation, préalablement à toute citation devant le tribunal de simple police. En outre le maire a averti le directeur qu'aucun des cinq délinquants ne pourrait reparaitre sur le théâtre de Caen. Ce faisant, n'a-t-il pas commis une autre illégalité ? Un grand nombre d'avocats se disposent à rédiger un mémoire qui sera adressé au journal. « Nous devons aider les acteurs qui nous ont fait plaisir ». Un post-

(11) Le courrier des tribunaux, n^{os} des 22, 26 novembre et 3 décembre 1827 — Vivien et Blanc, n^{os} 290, 291, 292, 295. — Lacan et Paulmier, I. n^o 203 — Gazette des tribunaux du 22 nov. 1827.

scriptum annonçait une souscription en faveur de ceux-ci, dont plusieurs étaient pères de famille.

Le *Courrier des Tribunaux* dans son numéro du 26 novembre publia une consultation signée le 24 par M^e Coffinières, avocat à la cour royale de Paris, et contre-signée par Persil, Mauguin, Barthe, Renouard, A. Vulpian, Chaix d'Estance. La voici en substance :

1° Un artiste, qui contrevient à un règlement de police, peut-il être emprisonné d'après les ordres de l'autorité administrative ?

2° La peine d'emprisonnement préalable, sans condamnation et même sans poursuite, est-elle applicable en vertu d'un simple règlement ?

3° Le maire a-t-il ensuite le droit de défendre aux acteurs de reparaitre sur la scène ?

Sans doute, sous l'ancien régime, un injuste préjugé plaçait les comédiens dans une situation exceptionnelle ; mais l'assemblée nationale constituante en a fait, avec raison, des citoyens en leur accordant intégralement tous les privilèges et toutes les charges attachés à ce titre. Actuellement c'est donc à la charte qu'il faut s'en référer, en appréciant les faits sans s'inquiéter de ce que sont les victimes.

Les trois questions néanmoins seront examinées.

1^{re} Question — L'article 1 du code pénal qualifie contrevention l'infraction que les lois punissent de peines de police. C'est le cas. Le maximum de la peine est de seize francs d'amende. Sous certaines conditions seulement la condamnation peut entraîner un emprisonnement de un

à cinq jours (art. 471, 473, 474, 478 à 80, 482). Mais l'amende ou l'emprisonnement ne peut être que le résultat d'une condamnation légale. On n'a pas plus le droit de mettre en prison celui qui a encouru une telle peine que de livrer à l'exécuteur celui que la clameur accuse d'un assassinat.

Vainement voudrait-on soutenir qu'il s'agit de l'arrestation préalable qui peut avoir lieu avant jugement. Cette arrestation en effet n'est possible qu'en cas de flagrant délit ; mais pour qu'il y ait flagrant délit, il faut d'abord qu'il y ait délit, c'est-à-dire un fait punissable d'une peine correctionnelle et, dans l'espèce, il ne s'agit que d'une contravention.

« Le conseil soussigné ajoute que l'autorité administrative ne peut être juge de la violation de ses arrêtés, ni appliquer les peines auxquelles cette violation peut donner lieu. Si la poursuite est dirigée par un fonctionnaire administratif (le commissaire de police), la condamnation est prononcée par le magistrat qui forme le premier degré dans la hiérarchie judiciaire, c'est-à-dire le juge de paix ».

Le seul droit de l'autorité administrative était donc de traduire les cinq coupables devant le tribunal de simple police qui leur aurait certainement accordé des circonstances atténuantes et ne leur aurait infligé que le minimum de la peine. En admettant même une condamnation à vingt-quatre heures de prison, du moins n'auraient-ils subi qu'une détention légale. Il est en conséquence manifeste qu'il y a eu excès de pouvoir et emprisonnement arbitraire, puisque les acteurs étaient seulement *prévenus* et non *condamnés*, et qu'il ne pouvait y avoir lieu à arrestation provisoire d'après la nature du fait imputé.

2^e Question. — L'acte arbitraire, dont les consultants ont à se plaindre, ne peut être légitimé par le règlement du maire en date du 12 février 1818. L'article 6 de ce règlement défend de « répéter aucun passage ni couplet » ; et bien que cette prohibition, qui existe également à Paris, n'y soit jamais appliquée, le maire de Caen a pu légitimement voir dans la violation de cet article une contravention punissable. Il est donc sur ce point à l'abri de toute critique puisque l'article 12 autorise les poursuites dans les termes de la loi. Mais le dernier paragraphe ne présente pas les mêmes garanties de légalité : « Le contrevenant sera même arrêté, s'il y a lieu ».

Que signifie cette menace : s'il y a lieu ? Qui appréciera ? Il faudrait tout au moins que le fait incriminé fût un délit.

L'autorité municipale est sans qualité pour sanctionner des dispositions pénales, car celles-ci ne peuvent se trouver ailleurs que dans la loi ; ses attributions se bornent à faire des règlements ou à prendre des arrêtés, obligatoires pour les citoyens, sur certaines matières d'administration ou de police, mais c'est au code pénal seul qu'il appartient de régler les peines qu'entraîne la violation de ces arrêtés et règlements. Ces principes d'ordre public ont été consacrés par plusieurs arrêts de la cour de cassation, dont celui du 12 novembre 1813 : « attendu que, du pouvoir de l'autorité municipale de faire des règlements sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par la loi du 24 août 1790 ne dérive pas celui de déterminer arbitrairement les peines qui seront encourues par les contrevenants ; que ceux qui ne peuvent, quelles que soient à cet égard les dispositions du règlement violé par

eux, être punis de peines, ni plus faibles, ni plus fortes que celles déterminées par la loi » (12).

Il y a donc lieu de penser que dans l'affaire de Caen il y a excès de pouvoir et illégalité dans le règlement de 1818 et dans l'application qui en a été faite. Le maire ne pouvait consigner une disposition pénale nouvelle, l'arrestation du délinquant. Donc il a méconnu l'article 4 de la charte, article de garantie, et s'est ainsi exposé à des poursuites graves pour avoir violé l'un des droits les plus précieux des citoyens, et avoir arbitrairement attenté à la liberté individuelle de cinq d'entre eux.

3^e *Question*. — Elle est résolue d'avance par l'application des principes que la cour de cassation a consacrés dans l'arrêt précité. Il est certain que le maire de Caen a excédé ses pouvoirs en défendant aux acteurs déjà frappés de reparaitre sur le théâtre de la ville, car aucune loi ne prononce une peine semblable. Cette décision a eu des effets désastreux. Elle a privé les comédiens de l'exercice de leur profession, puisqu'ils ne pourront trouver de nouveaux engagements au cours de l'année théâtrale. Elle a compromis les intérêts du directeur qui ne dispose plus que d'une troupe incomplète. Elle prive ainsi toute la ville du spectacle. Heureusement il ne s'agit pas d'une mesure consommée mais d'une mesure ordonnée, dont il est encore possible d'arrêter l'exécution, et on doit espérer que le maire la révoquera. Autrement, ses victimes devront dénoncer à l'autorité supérieure l'action attentatoire à leur liberté en même temps que la décision qui les frappe d'une sorte d'interdiction de leur métier.

(12) Sirey — 1814 — 1^{re} part., p. 19.

Cette consultation était suivie de l'adhésion de six autres avocats, Dupin jeune, Parquin, Jos. Mérilhou, N. Carré, P. Royer-Collard et Vervoot. Ils poussaient les comédiens à la résistance : ceux-ci, supportant les charges du citoyen, en devaient revendiquer tous les droits. Ils ajoutaient que, dans l'ordre civil, l'arbitraire du maire de Caen constituait une atteinte à un contrat que les tribunaux seuls avaient le droit de dissoudre dans les cas prévus par la loi.

Il existe également sur la question une consultation d'Isambert en date du 25 novembre 1827.

Après avoir approuvé les avis précédents, l'éminent avocat aux conseils du roi et à la cour de cassation dit avoir recherché dans la législation spéciale quelques dispositions autorisant les maires à décerner des mandats d'arrêt contre les acteurs contrevenant aux règlements de police. Il a trouvé un règlement d'août 1814, mais émanant du ministère de l'intérieur et n'ayant par conséquent pas force législative. D'après ce règlement les municipalités sont tenues d'empêcher les acteurs en congé, en représentations dans leur ville, d'y prolonger celles-ci au-delà du temps permis. Cela semble impliquer la sanction d'arrestation. Il n'en est rien pourtant, puisque la peine de cette contravention est purement pécuniaire et qu'elle s'applique, non aux délinquants, mais aux directeurs qui les emploient et qui doivent, en ce cas, verser la recette aux pauvres. Encore ceci n'est-il pas légal, faute de s'appuyer sur un texte.

Quant à l'ordonnance du 14 décembre 1816, qui prescrit les arrêts et autres rigueurs, elle ne vise que la comédie française et, même pour celle-ci, est illégale comme

irrégulièrement promulguée. En outre elle est en opposition au décret du 24 décembre 1789 (13). La loi du 24 août 1790 (14) confère bien aux maires le droit de punir les délits commis dans les lieux publics, mais ces infractions ne relèvent que de la simple police (15).

Reste le décret de Moscou qui, lui, a été inséré au bulletin des lois. Sans doute ; mais Napoléon a été déclaré déchu pour avoir usurpé la puissance législative. De plus la cour d'appel s'est prononcée par son arrêt du 22 novembre 1827 : « Aux termes de l'article 68 de la charte (16) les lois anciennes ne sont restées en vigueur qu'autant qu'elles ne lui sont pas contraires ; en conséquence les juges sont investis du droit et ont le devoir d'examiner si la loi invoquée n'est pas contraire à la charte, ou si elle a effectivement le caractère de loi. La solution de cette dernière question doit dépendre naturellement du droit que pouvait avoir le chef du gouvernement d'alors de faire des décrets prononçant des peines ; la constitution de l'an VIII, ni le sénatus-consulte de l'an XII n'ont attribué au chef de l'état le droit de créer à son gré des dispositions pénales. Les décrets rendus par le corps législatif dans un délai déterminé, qui n'avaient pas été attaqués par les pouvoirs qui en avaient la faculté, sont les seuls qui, après leur promulgation, étaient définitivement empreints du caractère de la loi ; mais les actes de gouvernement n'ayant

(13) Collect. des décrets de l'Ass. nat. I. 371.

(14) Ibid., II, 308.

(15) Cour de Cassat. 11 août 1806 — aff. Beaufile — Nouv. répertoire V^e spectacles.

(16) « Art. 68. Le code civil et les lois actuellement existantes, qui ne sont pas contraires à la présente charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé ».

pas été rangés, et le sénatus-consulte précité, dans la même catégorie, il s'ensuit que la disposition pénale en question, n'ayant pas le caractère d'une loi, ne se trouve pas protégée par l'article 68 de la charte. S'il fallait considérer comme loi un décret aussi inconstitutionnel, ce serait, sous l'empire de la charte, faire revivre l'arbitraire et l'usurpation. Dans cet état la peine prononcée par le décret susdaté ne saurait être applicable, considérant en fait qu'il n'apparaît pas que, sous l'ancien gouvernement, les tribunaux aient fait l'application de ce décret et que, depuis la restauration, il a été considéré et constamment appliqué jusqu'à la fin de 1826, comme ne devant donner lieu qu'à des peines de simple police... » (17).

La cour royale de Paris, ajoute Isambert, ayant décidé, alors qu'il ne s'agissait que d'une simple peine pécuniaire, que le décret du 15 décembre 1813 n'était pas obligatoire, comment en pourrait-il être autrement du décret de Moscou, de l'ordonnance irrégulière du 14 décembre 1816, de toutes autres mesures mettant la liberté des comédiens à la disposition des autorités administratives ? D'un côté c'est une peine corporelle qui n'est autorisée par aucune loi ; de l'autre le pouvoir de la prononcer serait par une inconstitutionnelle confusion transféré des magistrats aux administrateurs. Comment le maire de Caen, comment des agents de la force publique et de l'administration pénitentiaire ont-ils pu prendre une semblable détermination ? Ils ont violé les articles 77 et 78 de la constitution de l'an VIII (18), les articles 95 et 96 du code d'instruction sur

(17) Gazette des tribunaux du 24 novembre 1827.

(18) « art. 77. — Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être exécuté, il faut : 1° qu'il exprime

les mandats d'arrêt, les articles 608 et 609 du même code sur les formalités et responsabilités de l'incarcération ; ils ont encouru, pour atteinte à la liberté individuelle, les peines édictées par l'article 114 du code pénal. Il faut leur en demander réparation, au signataire et aux exécuteurs, car il importe que tout ce qui est contraire à l'article 4 de la charte soit modifié par les tribunaux. Il faut que les victimes d'un tel abus de pouvoir soient reçues à demander au conseil d'état la mise en jugement des coupables ; que pour cela elles se constituent parties civiles et justifient du dépôt préalable de leur plainte à l'appui de leur pourvoi.

Une consultation du barreau de Caen, délibéré le 26 novembre, clôture ces considérations juridiques (19). Elle reproduit à peu près tous les arguments précédents et n'indique que deux idées originales :

1° Insistant sur l'innocuité des couplets bissés, elle fait remarquer que, quand bien même ceux-ci eussent été subversifs, la responsabilité eût incombée au maire, à l'autorisation duquel ils avaient été préalablement soumis.

2° Commentant l'article de l'arrêté municipal où il

formellement le motif de l'arrestation et la loi en exécution de laquelle elle est ordonnée ; 2° qu'il émane d'un fonctionnaire à qui la loi ait donné formellement ce pouvoir ; 3° qu'il soit notifié à la personne arrêtée et qu'il lui en soit donné copie.

« Art. 78. — Un gardien ou geôlier ne peut recevoir ni détenir aucune personne qu'après avoir transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'arrestation : cet acte doit être un mandat donné dans les formes prescrites par l'article précédent, ou une ordonnance de prise de corps, ou un décret d'accusation, ou un jugement ».

(19) Elle était signée de Bayeux fils, Bouet, Ameline, Deslongchamps, Semigol, Lemenuet, Berdout.

est dit que « le contrevenant sera même arrêté s'il y a lieu », elle prétend que ces mots ne peuvent être entendus que comme mesure préventive, et elle fait remarquer que les cinq acteurs ne furent cependant arrêtés que le lendemain matin.

Qu'on ne s'étonne pas de l'importance prise par un incident en apparence si petit. Il avait attenté à l'un de nos droits les plus sacrés, à la liberté individuelle. Les diverses consultations d'avocats avaient bien signalé l'abus, mais en ne s'appuyant que sur l'article 4 de garantie de la charte. Les protestations, précises quant au fond, n'avaient pu avoir que la sécheresse de rédaction d'une sorte d'acte d'accusation. Elles n'en avaient pas moins évoqué dans l'esprit de chacun les réflexions et les arguments qu'un plaidoyer n'eut pas manqué d'y ajouter.

Les droits de l'homme et la constitution de 1791, ont, avant la charte, nettement défini la liberté individuelle. Il résulte de cette définition que violer la liberté individuelle, c'est supprimer la licence « d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté ni détenu que selon les formes déterminées par la constitution ». Aussi l'état ne peut-il faire aucune loi qui soit contraire à cette liberté. De la liberté individuelle ainsi protégée résulte la sûreté. Certaines circonstances strictement limitées ou un régime passagèrement spécial peuvent sans doute la réduire momentanément.

Mais les acteurs de Caen n'étaient ni aliénés, ni étrangers résidant en France ; encore moins appartenaient-ils à des familles anciennement régnantes. On n'était pas en état de siège.

Arrêter sans mandat ces bisseurs de couplets, les dé-

tenir sans jugement pour un simple délit était ce que M. Duguit appelle « la quintessence de l'arbitraire ». C'était les ravalier au niveau des prostituées sans cesse sous le coup d'un emprisonnement disciplinaire par simple décision administrative. Et même contre les prostituées, de tels errements étaient et restent regrettables. Si la sécurité et l'hygiène exigent que les filles publiques soient soumises au régime de la police, qu'il en soit ainsi ! Mais régime de police ne signifie pas régime d'arbitraire. Une opinion très répandue pense qu'il serait opportun de le réglementer par la législation, au lieu de le laisser à la merci d'un préfet ou d'un maire dont la compétence n'est pas rigoureusement limitée par la loi.

Dans un tout autre ordre d'idées nous croyons intéressant de rapporter un jugement rendu à cette même époque. Il est une preuve, et même une injuste consécration, de l'état de discrédit dont pouvaient avoir encore à souffrir les artistes dramatiques et même lyriques, bien que ces derniers eussent toujours bénéficié d'une sorte de privilège.

Un propriétaire avait donné à bail le premier étage d'un immeuble de Marseille à l'abbé Delestrade, recteur de l'église Saint-Jérôme. Il louait ensuite le deuxième étage à une basse taille du grand théâtre nommé Saint-Alme. L'abbé Delestrade, s'estimant atteint dans sa dignité, exigeait en conséquence soit l'expulsion du chanteur, du fait de sa profession, soit la résiliation de son propre bail. Saint-Alme argua vainement qu'il était honnête homme, de mœurs paisibles, marié légitimement, qu'il vivait tranquillement entre sa femme et ses enfants et qu'il n'exerçait son métier qu'en dehors de son domicile. Par

jugement, en date du 15 décembre 1826, le tribunal de première instance donna gain de cause au demandeur, attendu qu'il y avait incompatibilité entre les deux professions et inconvenance dans le voisinage des deux locataires.

Il eut fallu pour légitimer cet inconcevable jugement, remarquent Vivien et Blanc (20), que le bail de Delestrade contint cette clause que tous les locataires de la maison seraient à son choix.

Le retour absolu à l'arbitraire eut d'ailleurs un adversaire bien plus audacieux que ceux que nous avons déjà rencontrés, beaucoup plus tenace surtout, puisque de 1817 à 1830 il ne cessa guère d'entretenir la lutte contre les abus dont il était victime. Tandis que ses camarades de la comédie française restaient platement soumis, Pierre-Simon Lerebours, connu sous le pseudonyme de Pierre Victor, ne désarma jamais, s'adressant au ministre, au roi, à la chambre des députés.

Son premier démêlé ayant abouti à son arrestation illégale, lui-même en rendit compte, l'année suivante, dans une lettre qu'il adressa au ministre de l'intérieur Decazes (21) en même temps qu'il la communiquait aux journaux.

Pierre Victor avait été admis pour un an comme acteur à l'essai à la comédie française. Par arrêté du duc de Duras il fut ensuite réengagé pour une nouvelle année avec clause expresse de jouer, outre les premiers rôles, tous ceux qui pourraient lui être distribués. Il accepta

(20) Vivien et Blanc — n° 297 — Lacan et Paulmier — I. n° 198.

(21) Lettre à M. le Vicomte Decazes, ministre de l'intérieur, sur mon arrestation — Paris. 1818.

sous condition d'un congé de quinze jours qui lui permettrait de se produire en province. Papillon de la Ferté, intendant des Menus plaisirs, après délibération du comité, le lui accorda, mais le lui accorda secrètement. La chose s'ébruita et les autres comédiens réclamèrent la même faveur. Le comité alors renia sa parole et Papillon de la Ferté retira le congé. Pierre Victor se trouvait à Amiens, sur le point d'entrer en scène, quand arriva un ordre du duc de Duras enjoignant au préfet de la Somme d'interdire les représentations et de renvoyer l'acteur à Paris. Celui-ci obéit mais annonça son intention de donner sa démission. Faute de réponse, il signifia par huissier aux comédiens du roi qu'il se regardait « dès le lendemain comme libre et dégagé de tout service sur leur théâtre... C'était un fait nouveau, ajoutait-il, que la résistance légale d'un pensionnaire aux volontés des gouvernants ». Les pensionnaires et les sociétaires en effet ne pouvaient « paraître sur aucun théâtre de province, ni obtenir de la police l'autorisation de quitter la capitale sans certificat en bonne forme des Menus... »

Quinze jours après il fit « assigner MM. les membres du comité en la personne de M. de la Ferté, leur président, à comparaître devant le tribunal de première instance pour entendre décider qu'il était affranchi envers eux de toutes obligations et maître de contracter avec d'autres théâtres tous les engagements qui lui sembleraient bons ». L'intendant des Menus répondit que les comédiens et lui n'étaient pas justiciables des tribunaux. En outre on désigna Pierre Victor pour jouer dans *Philoctète* et en même temps on afficha « relâche » pour faire croire à un coup de tête de l'artiste et le rendre responsable. Le lendemain

deux agents de police l'invitaient à les accompagner à la préfecture et le voilà incarcéré. Au bout de trois jours seulement il fut interrogé par le chef de la première division... Pourquoi ? En vertu de quoi ?... « Par ordre de M. le duc de Duras, premier gentilhomme de la chambre du roi, sur un rapport adressé à Monseigneur par MM. les membres du comité du théâtre français pour avoir manqué le spectacle ». Pierre Victor fut élargi mais il était retenu « dans l'impossibilité d'exercer son art ».

Comme le signalait Pierre Victor, l'attentat contre les libertés individuelle et de travail était nettement caractérisé. Les assurances suivantes n'avaient-elles pas été données par la charte constitutionnelle du 14 juin 1814 ?

« ART. 1. — Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs ?

« ART. 4. — Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi, ni arrêté, que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

« ART. 50. — Nul ne pourra être soustrait à ses juges naturels.

« ART. 51. — Il ne pourra être en conséquence créé de commissions et tribunaux extraordinaires ».

Il eut pu ajouter que l'arrestation d'un comédien — hors des cas de droit commun — même si ce comédien est soumis à un engagement, est toujours illégale. La liberté individuelle ne peut, en effet, être l'objet d'un compromis ; elle ne peut être engagée par un consentement privé. Quelles que soient donc les clauses de l'acte d'engagement, des statuts de la société ou des règlements, l'acteur est parfaitement dans son droit de se refuser à subir la prison.

Bien plus : il devrait, dans le cas où sa réclamation ne serait pas admise — (telle sera la thèse de Vivien et Blanc en 1830) (22) — demander à être conduit devant le procureur du roi, plus spécialement appelé par la nature de ses fonctions à réprimer les attentats portés à la liberté individuelle. Enfin, s'il était emprisonné d'une manière illégale, il serait fondé à rendre plainte pour arrestation arbitraire et les magistrats seraient tenus de prononcer sur cette plainte.

Voici comment le plaignant terminait sa lettre :

« Les comédiens déclarent reconnaître pour unique autorité celle de MM. les premiers gentilshommes de la chambre, pour seule loi celle des menus plaisirs. Et un de leurs avocats ose prétendre qu'en la forme les tribunaux sont incompétents et que, renvoyé à M. le duc de Duras, je me verrai interdire pendant deux ans l'accès de tous les théâtres !

« Il dépend de Votre Excellence de compléter ma libération.

« Elle peut, sans empiéter sur le privilège de la chambre du roi, trancher toutes les difficultés et me rendre l'exercice de mon état et de tous mes droits, en me délivrant simplement l'autorisation réservée à ses attributions, celle de voyager librement en province. Cet avantage me suffira ; il me dispensera de poursuivre une réparation que je ne saurais obtenir sans perdre un temps précieux pour mes études et auxquelles je renoncerais volontiers, satisfait du mépris que mes adversaires ont eux-mêmes

(22) Vivien et Blanc, p. 197.

attiré sur eux par leur conduite et de la condamnation qu'ils ont subie dans l'opinion publique ».

Decazes se trouvait en disposition libérale. Il signa le passeport et prévint ainsi un procès qu'il eût été désirable de voir se vider judiciairement. Il eût été curieux en effet de voir les comédiens soutenir en justice qu'au mépris de la charte, qui leur accordait les mêmes droits qu'aux autres citoyens, on pouvait mettre de côté pour eux les formes protectrices de la loi, en invoquant d'anciennes coutumes. Ils eussent dû, dans leur intérêt, s'efforcer, non de gagner, mais de perdre leur procès. Victor, en plaidant contre eux, eût plaidé en leur faveur, et il n'aurait pas eu de peine à établir que, pour représenter les chefs d'œuvre de la scène française, on ne cessait pas d'être citoyen. Les comédiens, ses adversaires, lui eussent bientôt dû des remerciements.

Les hostilités ne tardèrent pas à reprendre entre le pouvoir et l'acteur.

Il était alors engagé à l'Odéon et, profitant d'un congé, devait se rendre à Toulouse pour y donner quelques représentations de tragédie. Ceci se passait en septembre 1822 sous le ministère Villèle. Se méfiant des caprices de la censure il avait offert de laisser au maire le choix des pièces qu'il lui serait loisible d'interpréter. Le directeur avait demandé la permission d'organiser les représentations projetées. Le baron de Bellegarde, maire de Toulouse, répondit par une note visant différents détails d'administration et qui se terminait ainsi : « Quant à la demande que vous avez faite d'être autorisé à faire venir à Toulouse M. Victor, acteur tragique du second théâtre français, M. le préfet me marque qu'il a écrit à S.E. le

ministre de l'intérieur pour avoir des renseignements sur cet acteur Il ne sera statué sur votre demande que lorsqu'on aura reçu la réponse de S.E. ».

Puis, deuxième missive, décisive celle-là, de la Municipalité : « M. le préfet a arrêté que la tragédie ne pourrait être jouée à Toulouse, vu que le directeur du spectacle n'avait formé et annoncé pour l'année courante qu'une troupe d'Opéra, de Vaudeville et de Variétés ».

Pierre Victor, irrité de l'entrave opposée au libre exercice de sa profession et du préjudice qui lui était causé, résolut de réagir. Il ne se flattait pas de réussir, a-t-il écrit ; mais il estimait qu'il était « bon de faire constater que le citoyen lésé dans ses droits les plus sacrés réclame en vain protection » (23). Il prétendait faire juger le cas par les tribunaux et, dans ce but, adressa une requête au conseil d'état, pour abus de pouvoir, contre le baron de Saint-Chamans, préfet de la Haute-Garonne, et la sanction donnée à la décision de celui-ci par ordonnance royale du comte de Peyronnet, ministre de la justice.

En même temps il écrivit directement au roi, le 10 janvier 1823, une lettre où il exposait toute l'affaire et où il faisait appel à l'équité du monarque.

La réponse de celui-ci ne se fit pas attendre : le conseil d'état, un mois après, le 12 février, rendit son arrêt rejetant la requête (24).

Le 27 avril de cette même année le conseil d'état déclara

(23) Requête au conseil d'état contre M. le baron de Saint-Chamans, préfet de la Haute-Garonne — 1823. (Cf. : documents pour servir à l'histoire du théâtre français sous la restauration).

(24) Recueil des arrêts du conseil d'état — 23 — p. 71.

rait inconstitutionnelle l'ordonnance secrète du 14 décembre 1816 : « Considérant que, s'il nous a plu dans l'organisation de notre maison, dont le théâtre français est une dépendance, de confier à l'un des premiers gentilshommes de notre chambré la surintendance et la direction de ce théâtre, attribuées par le décret du 15 octobre 1812 à un surintendant général des spectacles, dont nous avons supprimé la charge, ce décret, rendu en la forme d'un règlement d'administration publique et inséré au bulletin des lois, n'a pu être révoqué par le règlement intérieur du 14 décembre 1816 » (25).

A la mort de Talma, Victor avait osé s'essayer dans les rôles du grand tragédien. Le public l'avait adopté. L'intérêt de la comédie française était de lui assurer une place. Il disparut brusquement de la scène et on apprit qu'il était victime des agissements du baron Taylor, commissaire royal, et qu'il venait de publier contre lui — un mémoire, plaider en faveur des acteurs et des auteurs (26).

Victor, après avoir quitté l'Odéon, était rentré à la comédie française et y avait été maintenu, d'engagement provisoire en engagement provisoire, sous promesse d'un engagement définitif, qu'on venait d'ajourner une fois de plus en ne lui offrant la place de pensionnaire que du 1^{er} août 1827 au 1^{er} avril 1828. Pierre Victor avait en conséquence cessé son service le 1^{er} août.

Son mémoire débutait ainsi : « Avant d'être comédien du roi ne suis-je pas citoyen ? Avant d'être assujéti aux

(25) Recueil arr. cons. d'état — 23 — p. 664.

(26) Lerebours — Documents pour servir...

règlements de la comédie ne le suis-je pas aux lois de l'état ?... En me bannissant du théâtre on entrave mon industrie... J'accuse M. Taylor, commissaire royal, d'avoir manqué à ses engagements en me faisant compter, après plusieurs traités provisoires, sur une admission définitive à laquelle il a apporté toute espèce d'entraves. Je l'accuse de m'avoir retenu arbitrairement une partie de mes appointements et de s'être soustrait à l'obligation, que lui imposait le règlement, de me prévenir de mon renvoi au moins six mois d'avance, de m'ôter ainsi toutes mes ressources... »

Il se réclamait de l'article 1135 du code civil : « Les conventions obligent, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après la nature ». Aussi de l'article 1156 : « On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intervention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ». Car, disait-il, « l'usage, l'équité », les règlements de la comédie, « la loi » elle-même me donnent tous les droits à cette réception. Et il ajoutait : « Je vous attends devant les tribunaux... Victime de ma bonne foi me verrai-je impunément calomnié, privé de tous mes droits et de mon état. Je m'abandonne à l'équité de mes juges, à l'éloquence des avocats illustres qui daignent embrasser ma défense, à l'amitié de mes camarades dont je soutiens ici la cause et dont la voix peut me sauver ».

Voyons d'abord l'opinion des avocats, nous parlerons ensuite des camarades.

Il avait provoqué les consultations successives de trois

maîtres du barreau, Mérilhou, Berville et Routhier, ce dernier avocat à la cour de cassation. Les voici :

1° « ... N'ayant point à s'expliquer sur les motifs secrets de l'exclusion de M. Victor ni sur les procédés qui l'ont accompagnée, ne devant l'envisager que sous le point de vue légal, le conseil soussigné, d'après l'ordonnance royale de 1766 (27), à laquelle il n'est point dérogé par les règlements postérieurs et qui conservent dès lors toute leur vigueur, est d'avis que M. Victor, auquel cette exclusion enlève son état, qui a rempli ses trois années d'essai et qui, loin d'avoir vu ses dispositions se démentir, a au contraire été constamment environné de la faveur publique, est fondé à demander la réparation du préjudice grave qui en résulte pour lui à ceux qui l'ont causé. Repoussé illégalement comme sociétaire, rejeté plus illégalement encore comme pensionnaire, M. Victor a le droit de se plaindre vis-à-vis du comité, ou plutôt de M. le commissaire du roi, de l'illégalité dont il est victime. Celui-ci, s'étant à son égard porté fort pour la société, est responsable du préjudice que le consultant éprouve et ne pourrait échapper à cette responsabilité que tout autant qu'il apporterait un avis motivé, émané de chaque sociétaire, constatant qu'ils renvoient M. Victor comme inutile.

« Il y a plus. Cet avis fut-il rapporté, la responsabilité de M. le Commissaire du roi resterait toujours la même. Des faits exposés dans le mémoire de M. Victor il résulte que ce fonctionnaire est engagé, aux termes des ordonnan-

(27) Le règlement de 1766 avait créé le comité avec mission de prendre connaissance de toutes les affaires de la comédie, d'en rendre compte à l'intendant des Menus (commissaire royal) qui en référait aux gentilshommes de la chambre qui, seuls, en décidaient.

ces royales, à le faire recevoir sociétaire après le temps d'épreuve écoulé et que, c'est seulement dans cette espérance que M. Victor a consenti ses trois engagements successifs. Or, que maintenant ce soit ou non par le fait de M. le commissaire du roi que la promesse de cette réception ne s'est pas réalisée, peu importe : le fait est qu'elle a existé et que cette obligation, comme toutes celles de ce genre de faire ou ne pas faire, se résoud de droit, en cas d'inexécution, en dommages-intérêts, dont l'importance doit être calculée sur le préjudice qu'en éprouve le consultant (art. 1142 C.C.).

« Ainsi donc, exclu illégalement de la comédie française, M. Victor a droit d'en demander réparation à celui qui s'était engagé à faire observer à son égard les règlements. Entretenu par M. le commissaire du roi dans l'espoir d'être reçu sociétaire, engagé sur la foi de ses promesses dans une dépense considérable de temps et d'argent, il a le droit d'exiger qu'elles soient remplies, ou qu'une juste indemnité lui soit payée ; et, quels que soient les juges appelés à se prononcer, ils ne peuvent dénier une réparation qui lui est si légitimement due.

II° — « Le conseil soussigné, adhérant aux conclusions de son confrère, est d'avis que M. Victor est fondé à réclamer l'exécution du règlement de 1776. Il fera en outre observer combien est digne d'intérêt la position d'un artiste qui, ayant consacré sa jeunesse et ses efforts à acquérir des talents d'un genre difficile, et par cela même peu cultivés sur les théâtres ordinaires, se voit, après de longs travaux, une expectative pénible et des épreuves plus pénibles encore, frustré par un refus d'admission de la seule carrière qui put s'ouvrir devant lui. L'artiste lyri-

que, l'acteur comique même, refusés sur un théâtre, ont une ressource dans les autres théâtres qui peuvent les accueillir ; mais, dans l'état actuel du genre tragique en France, il n'en existe guère, pour l'acteur livré à ce genre, hors de la scène française.

« Raisonnant donc d'après les faits exposés par M. Victor, le conseil pense que cet artiste estimable souffre, de sa non admission, un grave préjudice et qu'il doit être entendu favorablement dans ses justes réclamations.

« Délibéré, à Paris, le 14 décembre 1827 — Berville.

III° — « Le conseil soussigné adhère pleinement aux délibérations précédentes. A ses yeux rien ne peut justifier ni même expliquer la conduite tenue envers M. Victor par le comité du théâtre français et par M. le commissaire royal.

« M. Victor, se trouvant dans le cas prévu par l'ordonnance de 1776, maintenue par le règlement de 1816 relativement au temps d'épreuves, a dû être admis dans la société. Le refus qu'on lui fait éprouver est une véritable infraction à l'acte d'engagement et aux réglemens en vigueur. La justice à lui rendre maintenant est de faire cesser cette infraction ou de lui accorder des dédommagemens proportionnés au tort qu'elle lui cause.

« Il y a même autre chose à considérer que l'intérêt privé de M. Victor. Il importe au public et aux progrès de l'art dramatique, qu'un acteur, qui a rempli toutes les conditions auxquelles il s'est soumis et dont les succès ont été constans, ne puisse être arbitrairement repoussé du théâtre par la jalousie de quelques comédiens ou par le caprice d'un commissaire.

« Et même, en accordant à l'autorité toute influence qui

lui est nécessaire, toute la force dont elle a besoin, il y aura toujours dans l'espèce une distinction à faire entre les fonctions de M. le commissaire, qui se portent sur la surveillance générale, et les droits personnels et réciproques concernant les engagements souscrits. Tout rentre alors dans le droit commun : l'acteur est obligé d'accomplir son traité ; de même que les agens de l'autorité ou les mandataires de la société doivent l'accomplir envers lui ; et c'est dans ce cas que la loi deviendrait essentiellement l'appui et la protectrice de l'industrie et du talent.

« Délibéré à Paris, le 14 décembre 1827 — Routhier ».

Passons aux rapports de Pierre Victor et de ses camarades.

Il parvint à se faire délivrer par un assez grand nombre d'entre eux une sorte de certificat. On l'y déclarait « utile à la comédie », estimable, zélé : « Nous ne pouvons que regretter la perte d'un artiste recommandable à la fois par son caractère et par son talent ». Cela était daté du 20 décembre 1827 et revêtu de dix-neuf signatures (28).

Entre l'achèvement du mémoire et sa publication deux mois s'écoulèrent. L'auteur l'avait d'abord communiqué au baron Taylor. Par l'intermédiaire de Mlle Duchesnoy il fut question de transaction. Le baron se jugeait offensé par plusieurs passages du factum ; mais, si l'auteur lui en exprimait ses regrets et ne rendait pas son mémoire public, il oublierait tout et lui rouvrirait les portes de la comédie. Victor écrivit à M^e Routhier qu'il reconnaissait

(28) Lafon, Armand, Firmin, Monrose, Cartigny, membres du comité ; Desmousseaux, Saint-Aulaire, Menjaud, Grandville ; Mmes Duchesnoy, Leverd, Paradol, Bourgoin, Demerson, Desmousseaux, Dupont, Mante, Dupuis, Tousez.

que dans la rédaction certains termes avaient outrepassé sa pensée et Taylor consentit à reprendre Victor, mais encore à l'essai et sans garantie pour l'avenir. C'était inacceptable.

La guerre reprit de plus bel. Le mémoire fut imprimé et distribué ; mais le commissaire royal sut obtenir de ses subordonnés une déclaration dans laquelle ceux-ci le reconnaissaient publiquement « le protecteur le plus éclairé et le plus dévoué... Ils se faisaient un devoir et un plaisir de lui témoigner leur gratitude », alors qu'il était « injustement attaqué ». Ils ajoutaient qu'au comité seul appartenait le droit d'admission ou de refus. Cette assertion était tendencieuse puisque les décisions, pour être valables, devaient être approuvées par l'autorité.

Un groupe d'auteurs dramatiques avait joint ses éloges à ceux des comédiens, mais avait en même temps écrit les lignes suivantes à Victor : « Nous déclarons que les signatures apposées sur une lettre en faveur de M. Taylor ne concernent que des rapports généraux et ne touchent en rien aux intérêts de M. Victor. Nous désirons même vivement que la scène française ne soit pas privée de ses talents distingués » (29).

Voici comment se terminait le mémoire de l'acteur éconduit :

« Mes plaintes ne me mèneront à rien, dites-vous. Je sais que les magistrats, contraints aux formes légales, se voient souvent avec douleur forcés de résister à l'impulsion de leurs sentimens. Je sais que les argumens les plus

(29) Paris, 25 février 1820. Les signataires étaient MM. Lemer cier, Picard, Jouy, Duval, Casimir Delavigne, Lebrun, Etienne Ancelot, Soumet, Lucien Arnaud, Casimir Boujou.

puissans en nombre et en logique ne sont pas toujours suffisans en droit, que les titres les plus convaincans pour la raison ne le sont pas quelquefois assez en justice. Aussi ai-je moins signalé mes griefs dans l'espoir d'en obtenir réparation qu'afin d'offrir un exemple de l'arbitraire et du despotisme auxquels sont condamnés les hommes de ma profession. J'ai prévu, qu'en servant la cause commune, ce serait sans doute à mes dépens ; je me doutais que je soulèverais contre moi bien des haines, que peut-être même j'offenserais ceux dont je défendais les intérêts ; mais si je parviens à éclairer le public, à obtenir son approbation, j'aurai gagné ma cause. Que je quitte le théâtre, ou que je sois réduit à rejoindre sur le sol étranger les artistes repoussés de la France par le vandalisme qui l'envahit, j'emporterai cette idée consolante que mes révélations, n'auront peut-être pas été inutiles aux intérêts d'un art qui a si longtemps concouru à l'illustration de mon pays ».

De fait, Victor ne plaida pas. Il se contenta, quatre mois plus tard, le 14 juin 1828, d'envoyer une pétition à la chambre des députés (30), nouveau réquisitoire contre le baron Taylor qu'il accusait d'avoir sa « loi de justice et d'amour ». Il rappelait ses malheurs et, sur le point de « courir les chances d'un procès long et onéreux », il recourait, pour l'éviter, « à la puissante intervention de la

(30) Pétition à la chambre des députés sur la nécessité de donner aux théâtres une organisation qui préserve l'art dramatique de la ruine dont il est menacé ; l'abolition des ordonnances illégales auxquelles les comédiens sont assujettis en opposition avec la charte ; les réparations personnelles que réclame le pétitionnaire exclu arbitrairement du théâtre français au mépris des statuts du théâtre français et des conventions de M. le commissaire royal.

chambre ». Il lui adressait en même temps un exemplaire de son mémoire. Il proposait de supprimer les différents pouvoirs qui régissaient les théâtres et de les remettre tous entre les mains du seul ministre de l'intérieur. Il rappelait enfin que, d'après la charte, tous les Français étaient égaux et qu'en violation de cette même charte, seuls les comédiens demeuraient des êtres à part, soumis à l'arbitraire, aux arrêts, à la détention, auxquels on allait jusqu'à interdire de recourir aux tribunaux. Il concluait en déclarant que, si les réformes qu'il réclamait, s'accomplissaient, il s'estimerait avoir obtenu la réparation qu'il désirait.

L'affaire vint devant la chambre, à la séance du 11 avril 1829 M. DAUNANT, rapporteur de la commission des pétitions en rendit compte (31) :

« Messieurs, le sieur Victor, ancien acteur du théâtre français, se plaint des mesures qui l'ont privé de son état et demande une nouvelle organisation des théâtres.

« Le sieur Victor, par suite de démêlés qu'il a eus avec ce théâtre, en a été exclu arbitrairement à ce qu'il assure ; il a recours à la voie des tribunaux ; un renvoi prononcé par la chambre deviendrait donc sans objet. Mais, quant à la partie de sa pétition relative à la demande d'une réorganisation des théâtres, votre commission n'a pu se dissimuler que le sort des comédiens était réglé par des mesures exceptionnelles, qui pouvaient encourir à juste titre le reproche de confusion et d'arbitraire.

« Pour s'en convaincre il n'y a qu'à jeter les yeux sur les dispositions pénales de l'ordonnance relative à l'admi-

(31) Arch. parlement. t. 68, p. 329.

nistration du théâtre français. Les peines applicables aux acteurs pour faute de service sont : les amendes qui dans certains cas s'élèvent jusqu'à cinq cents francs, l'expulsion momentanée ou définitive du théâtre, la perte de la pension et les arrêts. Voici quels sont les juges qui prononcent ces peines : s'il s'agit d'une amende au-dessous de vingt-cinq francs, de l'exclusion des assemblées générales, la peine est prononcée par le comité présidé par le commissaire royal, qui peut appeler de la décision au surintendant en cas d'acquiescement. Mais il ne paraît pas que la même faculté soit donnée au prévenu en cas de condamnation. Quant aux peines plus graves, elles sont prononcées par le surintendant seul sur le rapport du commissaire royal.

« Nous pensons bien que M. le chargé des beaux-arts (32) n'use pas de tous ses privilèges et en particulier de ceux qui sont en désaccord avec la première de nos lois, la Charte, qu'il chérit et respecte comme nous. Il y a même telles peines qu'il serait heureusement impossible de faire exécuter. Quel est le gendarme ou le geôlier qui consentirait à détenir un citoyen sur la simple réquisition du directeur des beaux-arts ? »

Il fallait à l'honorable rapporteur une véritable ignorance des événements pour prononcer une telle phrase après les illégales arrestations de Victor et des comédiens de Caen.

« Toutefois, ajoutait-il, un pareil ordre de choses forme une anomalie choquante dans notre législation et les

(32) C'est-à-dire le surintendant : le duc Sosthène de Laroche-foucauld.

comédiens peuvent justement se plaindre d'être régis par des dispositions qui n'ont pas même pour excuse d'être basées sur une loi. Une nouvelle révision de ces règlements paraît donc indispensable.

« Le pétitionnaire se plaint aussi de la décadence du théâtre français et en voit la cause dans la législation exceptionnelle que nous venons de vous signaler, dans la diversité des pouvoirs auxquels son administration est confiée. Il pense qu'il conviendrait de le placer entièrement, ainsi que les autres théâtres dans les attributions du ministre de l'intérieur.

« Votre commission, Messieurs, a dû accueillir avec intérêt des observations qui avaient pour but de sauver de la décadence le plus ancien et le plus illustre de nos théâtres. Elle ne se constitue pas juge des moyens indiqués par le sieur Victor ; elle n'examine pas s'ils atteindraient le but qu'il se propose ; mais du moins l'autorité se sera mise à l'abri de tout reproche si elle accorde aux comédiens ce que tous les Français ont le droit de réclamer : la liberté et le droit commun.

« Sous ces divers rapports, et sans s'occuper des réclamations qui sont particulières au sieur Victor, la commission vous propose le renvoi de sa pétition à M. le ministre de l'intérieur ».

La chambre adopta ce renvoi à l'unanimité. Le duc de Larochefoucauld lui-même déclara qu'il ne s'y opposait nullement. Il ne connaissait pas l'existence de la pétition et n'était point en conséquence en mesure d'y répondre. Il se borna à remercier M. Daunant d'avoir rendu justice à ses « sentiments d'amour pour la charte » et à annoncer à la chambre que, « quoique dans une posi-

tion très difficile et très délicate », il allait aviser au moyen de relever le théâtre français qui, à ses yeux, faisait partie de notre gloire nationale.

L'abus cette fois était du moins bien et dûment reconnu par les législateurs, mais entre cette reconnaissance et la réparation, qui logiquement devait s'en suivre, il y avait un abîme qui ne fut pas franchi.

Pierre Victor crut devoir insister. En 1830 il adressa à la chambre une seconde pétition concernant, uniquement celle-là, sa situation personnelle (33).

A votre séance du 11 avril, disait-il en substance, vous avez pris en considération mes plaintes « sur les vices et sur l'illégalité » des règlements auxquels les comédiens du théâtre français sont asservis ; mais on ne s'est point occupé de la partie de ma pétition relative à mes intérêts particuliers par ce qu'« elle annonce que je me suis pourvu devant les tribunaux et qu'elle ne prouve par aucun fait l'arbitraire de mon exclusion ». Le plaignant ne tient pas à plaider ; il redoute les lenteurs de la justice et les frais énormes auxquels il serait fatalement entraîné, et c'est pour cela qu'il pétitionne. Quant aux preuves de ses assertions, elles sont contenues en détails dans son mémoire de 1828, dont il joint un nouvel exemplaire. Il y

(33) « Pétition tendant à obtenir des dommages-intérêts en réparation de l'exclusion arbitraire, par laquelle l'administration du théâtre français a enlevé au pétitionnaire son état, après avoir attenté à ses droits de liberté individuelle, après lui avoir extorqué une partie de ses appointements et lui avoir fait éprouver plusieurs autres actes vexatoires, résultant de vices administratifs, que la chambre a déjà reconnus, et du privilège illicite dont jouissent les sociétaires de ce théâtre, en violation des lois fondamentales de l'état ».

ajoute les observations suivantes : « A moins de conventions contraires, l'admission définitive de tout artiste qui a débuté avec succès au théâtre français, qui a rempli son temps d'essai et satisfait aux épreuves prescrites, est une condition évidente de son admission provisoire ». Or lui, Pierre Victor, a accompli les trois années requises ; il a satisfait à toutes les conditions exigées. Les sociétaires ont, il est vrai, émis à son sujet deux opinions opposées ; mais la première, absolument favorable, fut donnée spontanément, de plein gré, et appuyée par un groupe d'auteurs dramatiques ; la seconde, prononçant l'exclusion, résulta de la pression exercée par le commissaire royal et de ses manœuvres insidieuses. C'est pourtant, sans avis préalable, sans que fut restituée la retenue pécuniaire qui concourt à assurer la retraite, que fut prononcé le renvoi, en dépit des conclusions formelles de trois avocats distingués.

« Par notre réforme législative, rappelait le pétitionnaire, toutes les corporations privilégiées, sous quelque prétexte que ce soit, ont été supprimées et interdites » (34).

Développant l'argumentation de M^e Berville il poursuivait : « Mais les comédiens français jouissent d'un véritable monopole, puisqu'ils ont le privilège exclusif de représenter les pièces nouvelles de haute littérature et les chefs d'œuvre appartenant au domaine public... » Quelle atteinte à la liberté professionnelle de l'acteur tragique ! Quelles difficultés n'éprouvera-t-il pas à se produire en dehors de cette scène, si elle le repousse injustement après avoir absorbé à son profit ses efforts et ses talents ?...

(34) Loi du 17 mars 1791 (Duvergier ; I. p. 216 — Collect. Baudouin — XV 167.

« Vous connaissez, Messieurs, l'opinion de votre commission, qui n'a pu se dissimuler que le sort des comédiens était réglé par des mesures exceptionnelles, qui paraissent encourir à juste titre le reproche de confusion et d'arbitraire .. » Victor s'adressait donc en toute confiance aux députés, par l'intermédiaire desquels il comptait obtenir de la maison du roi des dommages-intérêts proportionnés au préjudice qu'il avait éprouvé... Des sommes considérables sont accordées annuellement à titre de subvention ; des fonds secrets sont en outre attribués à l'encouragement des lettres... « Il est donc facile à M. le directeur des beaux-arts d'en distraire une portion en faveur d'un homme qui a pendant douze ans contribué à soutenir, tant à Paris que dans plusieurs grandes villes des départements, les chefs d'œuvre de nos poètes... M. de Laroche foucauld a avoué, au cours de la séance d'avril, qu'il ignorait alors ses pouvoirs et ses droits ; il les connaît maintenant. Il a protesté de son amour pour la justice. Quelle belle occasion de le prouver !... Vous poursuivrez votre ouvrage, concluait le pétitionnaire ; vous ne vous bornerez point à l'adoption d'un renvoi ; vous voudrez qu'il obtienne un résultat conforme à vos vœux ».

Le rapporteur fut encore M. DAUNANT. La chambre renvoya à l'unanimité cette seconde pétition au ministre de l'intérieur dans sa séance du 26 novembre 1830. Malgré les recommandations dont elle avait été appuyée, après la révolution de juillet, par un grand nombre de députés, d'auteurs dramatiques et d'hommes de loi (35), elle resta

(35) Mauguin, Lamarque, Eusèbe Salverte, Alexandre Delaborde, Devaux, Mérilhou, Berville, Armand, Casimir Delavigne, Andrieux..., etc...

sans effet : M. de Montalembert, ministre de l'intérieur, refusa d'y faire droit.

Une simple affaire de droit privé souleva indirectement un point de droit public. L'ingérence de l'administration dans les théâtres était telle qu'un acteur du Vaudeville, nommé Lafond, ne craignit pas de faire plaider qu'il était fonctionnaire (36). Des oppositions avaient été formées par trois créanciers sur ses appointements. L'acteur, s'appuyant sur le décret du 21 ventôse an IX (12 mars 1801) (37), qui déclare insaisissables jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes les appointements des fonctionnaires publics et des employés civils, soutenait que ses créanciers n'avaient droit qu'à un cinquième. Il ajoutait que les feux qu'il touchait devaient échapper à toute saisie, puisqu'ils étaient payés jour par jour, n'avaient rien de fixe et étaient destinés à l'indemniser de ses frais pour chaque représentation.

On répondit, au nom des créanciers, qu'un acteur ne pouvait être considéré comme fonctionnaire ; tout au plus, et seulement s'il appartenait à un théâtre royal, pourrait-il être rangé parmi les employés civils ; — que les motifs du décret de ventôse ne pouvaient point s'appliquer à l'acteur, n'ayant eu pour objet que d'empêcher un employé de l'état, se trouvant sans ressources, d'entraver la marche des services publics en les abandonnant subitement. M. Lafond n'est pas fonctionnaire. Il n'est pas davantage ouvrier (38), comme il le prétend, pour rendre ses feux

(36) Gazette des tribunaux du 29 mars 1828.

(37) Bulletin des lois ; III. B. 74, n° 572.

(38) Gazette des tribunaux du 16 nov. 1828 — Jugement du tribunal de la Seine du 15 : Gauchy, directeur du Vaudeville

insaisissables. Il est employé dans une société anonyme, commerciale et ses feux, partie de ses appointements, doivent être les gages de ses créanciers.

C'est ce que décida le tribunal (39). Cependant il n'autorisa la saisie que jusqu'à concurrence de la moitié des émoluments, afin de limiter le trouble dans l'exercice du contrat d'engagement.

Vivien et Blanc approuvent la décision du tribunal établissant que l'acteur ne peut se prévaloir des dispositions du décret de ventôse relatives aux fonctionnaires et aux ouvriers ; mais ils blâment la fixation des appointements saisissables à moitié : on en pourrait déduire que la contrainte par corps ne serait plus applicable aux comédiens qui l'encourraient. On pourrait étendre le même principe avec ses conséquences à toute personne appointée pour un service fourni. Il ne faut pas raisonner par analogie sur le décret de ventôse, fait dans l'intérêt des services publics, mais plutôt à contrario (40).

La solution doit être la même pour les comédiens des théâtres royaux. L'Etat, il est vrai, subventionne ces théâtres : mais de ce qu'ils profitent des deniers publics, il ne s'en suit pas que leurs interprètes soient employés de l'état : ils appartiennent à l'entreprise qui les a engagés et non au gouvernement.

Quant aux artistes de l'académie royale de musique, bien qu'engagés et rétribués par la liste civile, ils n'ont

contre choristes de son théâtre pour délit de grève — débouté parce que les choristes ne sont pas ouvriers (Lacan et Paulmier, I, n° 391).

(39) Tribunal civil de la Seine (5^e chambre) 27 mars 1828.

(40) Vivien et Blanc, n° 298.

aucun droit au titre d'employé de l'état. Vivien et Blanc estiment pourtant, vu la jurisprudence créée pour les autres théâtres (41), et malgré la nature spéciale des services de ces artistes, qu'on les ferait bénéficier des avantages du décret de ventôse. Et ils désapprouvent (42).

Dans cette désapprobation du « genre de services » nous retrouvons un reste inconscient de cet « injuste préjugé dont les comédiens étaient encore victimes », préjugé que les auteurs précités ne cessent pourtant pas de critiquer.

(41) Dans le même sens : aff. Heidliska et Perrin du Vaudeville. — Contre : tribunal civil de Lille, 2 avril 1829 (Vivier et Blanc, n° 298).

(42) Vivien et Blanc, n° 299.

IV

De la Monarchie de juillet à nos jours

Les autorités ecclésiastiques, pendant la monarchie de juillet, ne désarmèrent pas contre les comédiens ; elles continuèrent à se conformer, théoriquement du moins, aux rituels des divers diocèses. Elles n'eussent pu d'ailleurs agir autrement qu'en en modifiant les textes et, pour accomplir ces changements, la réunion de conciles provinciaux était indispensable. Or, en vertu de l'article IV des articles organiques toujours en vigueur, il fallait, pour qu'un concile provincial put se réunir, une autorisation du gouvernement qui n'en eut point accordée.

Si l'*Encyclopédie théologique* (1) de l'abbé Migne rappelait au mot « comédien » les anciens anathèmes (2), Mgr Gousset, archevêque de Reims, dans sa *Théologie morale* (3) se montrait plus conciliant. L'archevêque de Paris, Mgr Affre, permettait le mariage de Rose Chéri sans exiger d'elle une renonciation. A une députation de comédiens, venant lui demander de lever l'excommunication qui pesait sur leur corporation, il aurait répondu qu'à son avis cette

- (1) Migne. *Encyclopédie théologique*, ou série de dictionnaires sur toutes les parties de la science religieuse — Paris, 1845-1859.
- (2) Parisis, docteur en théologie (abbé) — *Questions importantes sur la comédie de nos jours* — Valenciennes, 1789.
- (3) Gousset — *Théologie morale à l'usage des curés et des confesseurs* — Lyon, 1844.

excommunication n'avait jamais été formulée et que, dans son diocèse, les comédiens pourraient participer aux sacrements (4). Bien mieux, dès le 17 novembre 1831, la Gazette des tribunaux rapportait le fait suivant : M. Alexandre, acteur de province, avait donné à Besançon une représentation au profit des pauvres. L'archevêque de cette ville Mgr de Rohan l'en remercia par une lettre. En outre, ayant appris que deux jours plus tard l'artiste donnerait une représentation au profit des comédiens, il fit prendre de ses deniers vingt-cinq billets de première. Enfin le concile de Soissons de 1849 (5) adoucit la situation religieuse des comédiens dans un grand nombre de diocèses : les comédiens n'étaient plus excommuniés ipso facto ; ils ne le pouvaient être qu'individuellement en se rendant personnellement coupables de fautes suffisantes pour devenir pécheurs publics. Les rigueurs diminuèrent progressivement sous l'influence des tendances gallicanes. En 1884, le curé de Saint-Roch, à l'occasion du deuxième centenaire de la mort de Corneille, invita de son chef les artistes de la comédie française à un service solennel en mémoire du grand poète (6). Actuellement, le clergé ne traite pas les acteurs autrement que les autres fidèles.

De singulières décisions judiciaires tendirent à replacer, en 1838, les artistes dramatiques hors du droit commun ; cela à l'occasion d'une rupture de contrat.

Mlle Mayer du Vaudeville était entrée à la Porte-Saint-Martin avant l'expiration de son engagement. Elle arguait

(4) Voir le Temps du 27 septembre 1884.

(5) Ampliss. collect. cons. — Conseil suessionense — 20 oct. 1849. t. 43, col. 584, ch. VI, al. 5.

(6) Le Temps, du 20 octobre 1884.

que celui-ci était nul, ayant été irrégulièrement contracté alors qu'elle était mineure. En attendant que l'affaire fût appelée au principal, les directeurs du Vaudeville introduisirent un référé aux fins d'empêcher leur pensionnaire de jouer à la Porte-Saint-Martin. Le président leur donna gain de cause ; et « en cas d'infraction de défenses, ajoutait le jugement, autorisons les directeurs du Vaudeville à s'y opposer ; en cas d'obstacles, à se faire assister du commissaire de police et au besoin de la force armée » (7).

Le jugement fut confirmé par un arrêt de la 1^{re} chambre de la cour de Paris, le 7 août 1838 (8).

Lacan et Paulmier (9) s'en indignent. En effet, s'il pouvait appartenir à l'autorité administrative d'empêcher un entrepreneur de spectacles de recevoir un artiste sur son théâtre, si même il pouvait employer la force pour faire respecter sa décision, cela ne pouvait être en tant que peine, comme nous l'avons vu précédemment, mais seulement et strictement dans un but d'ordre public, jamais en faveur d'un intérêt particulier. Un directeur ne pouvait donc, sous aucun prétexte, être investi d'un tel droit, sans violation de l'article 1142 du code civil : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résoud en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur ». Aucun moyen de contrainte physique ne devait être légalement employé.

L'inconstitutionnelle ordonnance du 14 décembre 1816, y compris sa clause sur la garde nationale, disparut avec

(7) Le droit, n° du 5 août 1838.

(8) Gazette des tribunaux, 8 août 1838 — Le droit (même date).

(9) Lacan et Paulmier, n°s 103, 277, 278.

le gouvernement de la restauration. Les théâtres royaux furent placés dans les attributions du ministre de l'intérieur (10) et les dispositions du décret de Moscou remises en vigueur à la comédie française.

En 1833 les sociétaires obtinrent de procéder directement au choix d'un directeur qui veillerait à l'exécution des décisions de leur comité et de leur assemblée générale. A la suite de la réunion du 28 juillet 1837 l'assemblée révoqua le directeur ; le ministre pourvut au remplacement ; mais les comédiens prétendirent qu'il leur appartenait de présenter le candidat. Le ministre céda, mais en désignant le nouveau directeur il décida que celui-ci ne pourrait être révoqué qu'avec l'autorisation du gouvernement ; puis en 1847 une ordonnance du 29 août (11) retira au comité les fonctions qu'il tenait du décret de Moscou pour les remettre à un personnage nommé par le ministre et que les comédiens ne pourraient ni présenter, ni révoquer. A leur prière l'ordonnance fut rapportée sans insertion au *Moniteur*, ni au bulletin des lois.

Toutes ces modifications ne touchent qu'indirectement à notre sujet ; il nous paraît bon cependant de les avoir signalées, car elles prouvent le peu de souci qu'en la matière on avait du droit commun. On n'était pas moins en désaccord avec la charte constitutionnelle jurée par Louis-Philippe le 9 août 1830 qu'on ne l'avait été avec la charte octroyée par Louis XVIII le 4 juin 1814 : les articles 1 et 4 n'avaient point changé ; les articles 50 et 51, devenus articles 53 et 54, étaient les mêmes.

(10) Ordonn. du 25 janv. 1831 (*Bull. des lois*, série 9, t. II, p. 212).

(11) *Bulletin des lois* — série IX — t. XXXV, p. 618.

Le décret du 27 avril 1850 (12) remania une fois encore le décret de Moscou. L'article 1^{er} créait la charge d'administrateur, nommé par le ministre de l'intérieur ; c'était sous un nom différent l'ancien commissaire impérial, puis royal. avec les mêmes attributions, entre autres le droit « de prononcer des amendes dans les limites du maximum et du minimum fixées par les règlements » (art. 2, paragraphe 12). Sans entrer dans les détails de ce décret, il importe cependant d'indiquer quelques-unes des différences qu'il présentait avec celui de 1812 et qui furent la source de nombreux conflits.

L'engagement contracté par le comédien, d'après le décret de 1812, était de vingt ans « non interrompus » ; encore le surintendant, s'il le jugeait bon, avait-il le droit de prolonger arbitrairement le temps d'activité (art. 12). Alors seulement, sauf les cas « d'accident ayant pour cause immédiate le service » (art. 15), ou sauf le cas « d'incapacité provenant d'une autre cause » (art. 16), l'acteur avait droit à la retraite. Elle était de 4.000 francs au minimum (art. 13 et 14). S'il l'obtenait en vertu des articles 15 et 16 elle était proportionnelle. « Tout sujet retiré du théâtre français, disait l'article 85, ne pourra reparaître sur aucun théâtre, soit de Paris, soit des départements, sans la permission du surintendant ».

En 1850, si la pension de retraite continuait à n'être acquise qu'après vingt années de service, l'article 13 prescrivait, après une période de dix ans, de statuer « sur la position de chaque sociétaire reçu postérieurement à la promulgation du présent décret. Le ministre, après avoir

(12) Bulletin des lois — série X — t. V, p. 456 à 460.

pris l'avis de l'administrateur et du comité d'administration » pouvait « prononcer la mise à la retraite conformément à l'article 16 du décret du 15 octobre 1812 ». Mais l'article 14 desserrait, sans toutefois la briser, l'entrave à la liberté du travail de l'ancien sociétaire : « Tout sociétaire qui, après vingt années de service, n'aura pas été en vertu de l'article 14 du décret du 15 octobre 1812 mis en demeure de continuer à jouer sur le théâtre français, sera libre de jouer sur les théâtres des départements. Il ne pourra jouer sur les théâtres de Paris qu'avec l'autorisation du ministre de l'intérieur et sauf interruption du paiement de sa pension de retraite pendant la durée des engagements qu'il aura contractés sur ces théâtres ».

Le décret du 19 novembre 1859 (13) se montra plus libéral encore encore dans ses articles 3 et 4. A certaines conditions, et après une période de dix ans de service seulement, une pension de retraite, réduite au tiers de ce qu'elle eut été après vingt ans, pouvait être obtenue. Dans ce cas le sociétaire serait « libre d'exercer son art, soit à Paris soit dans les départements ».

Les décrets de 1877, 1885, 1887 ne concernent pas notre matière.

Il n'en est pas de même de celui du 6 janvier 1864 (14) car, à défaut de la liberté des spectacles qui restaient soumis à la censure, il en accorda la liberté d'exploitation supprimée depuis 1806 et paracheva ainsi indirectement la situation civique du comédien : la limitation de l'indus-

(13) Bulletin des lois — XIV — 878.

(14) Bulletin des lois — D. S. XI b 1173 — t. XXIII, p. 52.

trie théâtrale n'était plus un obstacle à la liberté de travail de ceux qui vivaient de cette industrie.

Dès lors le comédien est dans ses droits et ses devoirs, civilement, civiquement, politiquement, judiciairement l'égal de ses concitoyens.

Vainement en effet voudrait-on considérer comme arbitraire le droit que les directeurs de théâtre se réservent de mettre les artistes à l'amende pour fautes de service ; c'est-à-dire le droit pour un seul contractant de prononcer des pénalités contre ses contractants ; d'autant que celui-ci peut avoir un intérêt à abuser de son droit : par exemple s'il a été prévu qu'un certain nombre d'amendes entraînerait la résiliation de l'engagement, un directeur n'aurait qu'à les multiplier pour se débarrasser d'un artiste.

Ce prétendu régime d'exception n'est qu'apparent et ne s'écarte pas du droit commun. C'est l'analogue des règlements d'atelier qui ne sont opposables qu'autant qu'ils sont portés d'une façon apparente à la connaissance des intéressés. Ici le tarif, les motifs, le mode d'application des amendes sont énoncés dans les contrats et en conséquence parfaitement connus et acceptés d'avance par l'acteur. En outre ce dernier a toujours la faculté d'en appeler aux tribunaux de l'ordre judiciaire qui exerceront alors leur contrôle. Ils apprécieront si les pénalités encourues n'ont bien été appliquées que conformément aux prévisions du contrat : ils pourront sans doute concéder aux directeurs un certain pouvoir d'administration et de police, mais ils ne leur abandonneront jamais une puissance arbitraire. Aussi est-il indispensable que les tribunaux ne se dérobent pas à leur tâche en se déclarant incompétents et c'est avec raison qu'on a traité de véritable

déni de justice (16) un jugement en ce sens du tribunal de Strasbourg (17).

Certains comédiens demeuraient cependant et demeurèrent encore administrativement hors du droit commun parce que, appartenant à la comédie française, ils étaient et restent soumis aux rigueurs du décret de Moscou, adoucies il est vrai par ceux de 1850 et de 1859, mais ces derniers restèrent parfois lettres mortes. Nous le verrons éloquentement soutenir.

Sans parler des litiges antérieurs, et dont aucun ne dépassa les bornes du droit civil, nombreux sont les procès que, depuis 1864 jusqu'à nos jours, la comédie française eût à soutenir, soit comme demanderesse, soit comme défenderesse, contre ses sociétaires ou ses pensionnaires. Nous ne nous arrêterons qu'à ceux qui ont soulevé des questions de droit public.

Constant Coquelin, après vingt-six ans de service, ayant demandé sa mise à la retraite et la liquidation de sa pension, sa démission fut acceptée le 7 octobre 1886 et sa pension liquidée le 1^{er} mars 1887. Ce résultat n'avait été obtenu qu'à la suite d'un compromis entre le ministre et le comédien.

D'une part, c'était très logiquement que Coquelin, en vertu de l'article 12 du décret de Moscou, manifestait son intention de se retirer, puisqu'il avait plus de vingt ans de services. D'autre part le ministre, s'appuyant sur le même article, pouvait « juger à propos de le retenir ». Coquelin, s'il quittait la comédie française, ne devait, con-

(16) Bureau — Législation des théâtres — Paris 1898, p. 358.

(17) Le 6 nov. 1855 — Gazette des tribunaux du 20 nov. 1855.

formément à l'article 14 du décret de 1850, jouer sur aucun théâtre de Paris. sans l'autorisation du ministre, mais il conservait la faculté de se produire en province, en dépit de l'article 85 du décret de 1812, puisque cet article avait été amendé par l'article 14 de celui de 1850. A titre de transaction il avait été convenu que le ministre ne retiendrait pas Coquelin, mais que celui-ci ne pourrait paraître sur aucun théâtre, ni de Paris, ni des départements. Un arrêté ministériel du 7 octobre 1886 avait sanctionné cette entente (18).

Le 6 juin 1889 Coquelin se vit refuser la permission de monter sur une scène parisienne, menaça de donner des représentations dans les villes d'eaux, puis rentra comme pensionnaire à la comédie française.

Le 11 octobre 1894 un constat d'huissier signalait qu'il se faisait applaudir à Lyon. Bientôt après, dans la capitale, il était engagé à la Renaissance concurremment avec Sarah Bernhardt.

La comédie française adressa contre Coquelin au tribunal de première instance de la Seine (19) une demande en interdiction de jouer sur aucun théâtre de Paris et des départements et en restitution de ses fonds sociaux. Elle s'appuyait à son tour sur les articles 1134 et 1135 du code

(18) « Art. 1. — La démission de M. Coquelin Constant, sociétaire de la Comédie française, est acceptée. Il est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à dater du 1^{er} mars 1887. — Art. 2 : Postérieurement à cette époque M. Coquelin Constant ne pourra jouer sur aucun théâtre, soit de Paris, soit des départements, sans l'autorisation du ministre, conformément aux dispositions de l'art. 85 du décret précité... »

(19) Gazette des tribunaux des 31 janvier, 21, 28 février, 7 et 15 mars 1895.

civil que, près de soixante-dix ans auparavant, Pierre Victor avait invoqués contre elle.

L'affaire fût restée un simple litige de droit privé sans l'élément nouveau qu'il plut à Coquelin d'apporter dans le débat. Il prétendait l'élever en y jetant « d'un côté les droits supérieurs de l'art, de l'autre les grands principes de la liberté imprescriptible de l'industrie et du commerce » (20) Son défenseur, M^e Waldeck-Rousseau, répondait de la sorte à l'adversaire :

« Si M. Coquelin a été retenu dans les liens de son engagement, si de force on l'a prorogé, vous pouvez sans crainte invoquer les précédents ; mais si M. Coquelin au contraire a été autorisé à se retirer de la Société, s'il n'a pas été retenu, il est manifeste qu'il a rempli vis-à-vis de la société tout son engagement... La comédie française a essayé de le retenir ; l'administration eût désiré le retenir ; mais... on l'a si peu retenu que l'article premier (de l'arrêt ministériel) déclare que la démission de M. Coquelin est acceptée... La comédie française ne prétend pas qu'il soit resté vis-à-vis d'elle dans les liens d'un contrat qui l'oblige à paraître sur sa scène... mais... le décret de Moscou lui a imposé des vœux perpétuels... Esclave de ce nouveau fief il a bien conquis le droit au repos ; il a perdu le droit au travail... »

Puis Waldeck-Rousseau soutenait que la société des comédiens français n'avait pas qualité pour plaider : l'autorité administrative s'était bien réservé par l'article 85 un droit de police sur les comédiens, mais ceux-ci n'en

(20) Plaidoirie de M^e du Buit, avocat de la Comédie française.

pouvaient tirer eux-mêmes le droit d'intervention dans l'application de la mesure.

Admettait-on au contraire que le décret de Moscou s'était incorporé au pacte social, les tribunaux judiciaires devenaient alors incompétents sous peine d'apprécier un acte d'administration.

Enfin, si le tribunal croyait devoir retenir l'affaire, il aboutirait à la constatation que l'article 85 a disparu depuis le décret de 1864 supprimant le régime de la haute police appliqué aux théâtres.

Avant ce décret, le procès n'eût pas été intenté ; l'industrie des spectacles et par contre-coup la profession de comédien étaient depuis 1806 hors du commerce. L'administration eût simplement fait fermer le théâtre de la Renaissance et déchu le directeur de son privilège, si ce directeur eût eu l'audace, bien improbable, d'engager Coquelin. Mais le décret de 1864 a remis dans le commerce l'industrie du théâtre et celle du comédien. Son article 8 spécifie en outre que « sont abrogées toutes les dispositions des décrets, ordonnances et règlements en ce qu'elles ont de contraires au présent décret ». Au théâtre donc, comme ailleurs, nul ne peut s'engager à vie et pour l'ensemble du territoire. Cela serait contraire à la liberté de l'industrie, cela tendrait à établir des servitudes personnelles en violation de la liberté individuelle et de l'ordre public.

L'article 85 du décret de Moscou, comme tant d'autres, est devenu débile depuis 1864 : « Il serait difficile, aux termes de l'article 10 du décret de 1812, de résilier les engagements qu'un acteur aurait pris avec un directeur. On ne pourrait pas, je suppose, de par l'article 11 du même décret engager de force au théâtre français un des

pensionnaires de la Renaissance, du Vaudeville ou du Gymnase... Eh bien ! s'il y a déjà tant de branches mortes tombées du vieil arbre parce qu'elles étaient pourries, comment me persuaderez-vous que l'article 85 leur aurait survécu ? »

L'argumentation de M. Seligman, substitut du procureur de la république, tout en reconnaissant le bien fondé des théories exposées au nom de Coquelin sur les interdictions perpétuelles, se demandait si ces interdictions n'étaient pas susceptibles d'exceptions, quand elles étaient, comme dans l'espèce, la contre-parite d'une prestation telle que la pension. Il ne niait pas ce qu'en 1895 pouvait avoir d'excessif, de suranné les dispositions du décret de Moscou ; mais il faisait observer que son article 85 n'avait pas forcément le caractère de mesure de police, puisque antérieurement à 1896 existait déjà la défense aux sociétaires, ayant quitté la comédie française, de monter sur un autre théâtre.

« D'autre part, ajoutait-il, le décret de 1864 ne s'applique pas à la comédie française : en effet on voit dans son article 7 que les directeurs actuels de théâtre, autres que les théâtres subventionnés, sont et demeurent affranchis envers l'administration de toutes clauses et conditions de leur cahier des charges, autant qu'elles sont contraires au présent décret. Cela ne revenait-il pas à dire que le régime de la liberté n'était pas instauré pour la comédie française puisque celle-ci appartenait à la catégorie des théâtres subventionnés ».

Le ministère public concluait qu'elle était parfaitement fondée à empêcher Coquelin de paraître sur une scène de

Paris. Il faisait des réserves pour l'extension de cette prohibition aux théâtres des départements.

Le jugement fut rendu le 6 mars à l'audience de la 1^{re} chambre. Il décidait :

— que le débat relevait bien de l'ordre judiciaire ;
— que l'appréciation de la convention synallagmatique passée entre les sociétaires et les conséquences, qu'au point de vue pécuniaire, pouvait entraîner sa violation, relevaient de l'ordre judiciaire ;

— qu'il en était différent de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1886 relatif à l'admission de Coquelin à la retraite cet arrêté présentant tous les caractères d'un acte administratif ;

— que l'interdiction de jouer sur les théâtres de Paris résultait de l'article 14 du décret du 27 avril 1850, reproduisant l'article 85 du décret du 15 octobre 1812 ; qu'il s'était incorporé au pacte social et n'était pas contraire au principe de la liberté de l'industrie théâtrale ;

— que l'interdiction stipulée était conforme au droit puisqu'elle n'était pas générale ;

— qu'en ce qui concernait l'interdiction de jouer dans les départements, celle-ci résultait de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1886 ; que cet arrêté, ne conférant pas à la comédie française les mêmes droits que le pacte social, échappait à l'appréciation de la juridiction civile, à laquelle il n'appartenait pas de lui donner une sanction, si cet arrêté ne se suffisait pas à lui-même.

En conséquence il était défendu à Coquelin de jouer sur aucune scène de Paris, à peine d'une astreinte de 500 francs par représentation.

Le tribunal se déclarait incompétent pour le surplus.

La cour, devant laquelle Coquelin s'était pourvu, rejeta par son arrêt du 21 avril 1896 (21) l'appel du comédien mais fit droit à l'appel incident des sociétaires, en déclarant que la juridiction civile était compétente pour connaître de l'action intentée par eux et tendant à interdire à Coquelin de paraître sur aucun théâtre des départements par application de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1886, et que cet arrêté ne prêtait à aucune ambiguïté et n'avait pas besoin d'être interprété.

Ce qui rend, en notre matière cet arrêté particulièrement intéressant, c'est que la cour estimait que le décret de Moscou et son article 85, faisant comme le décret de 1850 partie intégrante du contrat synallagmatique, n'avait pu être abrogé, et ne l'avait pas été en fait, par l'article 14 du décret de 1850 rendu, celui-là, par le chef du pouvoir exécutif, sous l'empire de la constitution de 1848, qui ne l'avait pas investi de la puissance législative.

Il est curieux de rappeler qu'il y a là contradiction avec la consultation d'Isambert sur l'incarcération des comédiens de Caen, et avec l'arrêt de la cour d'appel du 22 novembre 1827. Ceux-là avaient déclaré le décret de Moscou illégal. Napoléon, selon Isambert, avait précisément été déchu pour avoir usurpé la puissance législative. La cour d'appel avait prononcé que ni la constitution de l'an VIII, ni le sénatus-consulte de l'an XII n'avaient attribué au chef du gouvernement le droit de créer à son gré des dispositions pénales.

Le procès intenté, dix ans après celui de Coquelin, par le théâtre français à Mlle Brandès nous paraît un corol-

(21) Gazette des tribunaux des 22 et 30 nov., 1^{er} et 8 juillet 1896.

laire du premier. L'avocat de Mlle Brandès, M^e Raymond Poincaré, ne manqua pas de faire ressortir les variations d'interprétation que, pour le besoin de sa cause, n'avait pas hésité à adopter M^e du Buit, conseil de la comédie.

Il s'agissait encore d'une rupture de contrat d'engagement à la suite cette fois d'une mésentente sur une répartition de part concernant Mlle Brandès.

Celle-ci avait invoqué l'article 10 du décret-loi du 15 octobre 1812 qui lui était plus favorable : « Les vingt-deux parts restant continueront d'être réparties entre les comédiens sociétaires depuis un huitième de part jusqu'à une part entière qui sera le maximum ».

La comédie française avait entendu s'appuyer au contraire sur le paragraphe 2 de l'article 23 du décret du 27 avril 1850 et distribuer « les accroissements successifs de la part d'intérêt social en ayant égard tant à la durée de l'engagement et à l'importance des services qu'à la nature de l'emploi. Ces augmentations pourront être à l'avenir d'un douzième de la part sociale ».

Mais quand, après le départ de Mlle Brandès, la Comédie française la poursuivit en dommages-intérêts et en interdiction de jouer, ce fut le décret de Moscou et son article 85 qu'elle invoqua cette fois.

A l'audience du 28 juin 1905 de la 1^{re} chambre du tribunal civil de la Seine (22), le substitut du procureur de la république paraphrasa vainement le « Soyons amis » du grand Corneille et l'intransigeance de M^e du Buit lui attira l'ironique et très logique argumentation de M^e Poincaré.

(22) Gazette des tribunaux du 29 juin 1905.

Celui-ci rappela que dans le procès Coquelin, si la cour avait jugé que l'article 85 du décret-loi de 1812 n'avait pu être abrogé légalement par l'article 14 du décret de 1850, c'était parce qu'à cette dernière date on était sous l'empire d'une constitution qui n'avait point investi le chef de l'état de la puissance législative. Ce ne pouvait donc être le seul article 85 qui n'avait pas été abrogé, c'était tout le décret. A l'appui de sa thèse l'avocat de Mlle Brandès citait les notes de l'arrétiste du Dalloz : « Les décrets du premier empire, rendus en forme de règlements d'administration publique, insérés au bulletin des lois et non déferés au sénat comme inconstitutionnels, ont force de loi et ne peuvent être abrogés que par une loi (Jurisprud. gén. suppl. V^o Loi n^{os} 12 et 32). Tel est spécialement le cas du décret de Moscou (Cons. d'état. 27 août 1823 — jurispr. gén. V^o théâtre, spectacle ; n^o 339). Il n'a pu être abrogé par un simple décret du président de la république en 1850, c'est-à-dire sous l'empire de la constitution de 1848, qui ne conférait au président aucune parcelle du pouvoir législatif (Jurispr. gén. V^o Droit constitutionnel n^o 68) ni antérieurement à l'époque, 2 décembre 1851, où la constitution de 1852, article 68 (D. P. 52-4-33) a reconnu à ces décrets force de loi ».

Pourquoi la Comédie française, qui n'admet pas la légalité de l'article 14 du décret de 1850, quand cet article la gêne, invoque-t-elle l'article 3 de ce même décret quand il lui est profitable ? Singulier décret, terminait l'avocat, que « ce décret de 1850 qu'on abroge, paraît-il, et qu'on ressuscite suivant les besoins de la cause ! »

Mlle Brandès n'en perdit pas moins son procès.

M. Le Bargy (23), sociétaire de la Comédie française depuis 1887, obtint sur sa demande sa mise à la retraite qui fut sanctionnée par un arrêté ministériel du 24 janvier 1912 sous les réserves habituelles de l'article 85 du décret de Moscou modifié par l'article 14 de celui de 1850 : Le Bargy ne pouvait donc pas jouer à Paris. Il viola cette défense. Poursuivi par la comédie, pour laquelle plaidait encore M^r du Buit, il invoqua pour sa défense, par l'organe de M^e Albert Clémenceau, les modifications (24) que le ministre avait unilatéralement apportées au contrat primitif que lui, sociétaire, avait signé : en adhérant au contrat primitif il n'avait pas adhéré aux conditions nouvelles et se trouvait en conséquence libre de se retirer sans qu'on put lui rien réclamer.

Le tribunal, par son jugement du 8 juillet 1914, sur conclusions conformes du substitut Regnault, donna gain de cause à la comédie française.

De fait l'intéressante plaidoirie de M^e Albert Clémenceau était intempestive : le moment était évidemment passé de poursuivre la résiliation d'un contrat précédemment aboli conventionnellement sans dol.

Nous allons voir sa théorie reprise, mais cette fois en temps opportun dans l'affaire Fresnay (25).

Laudenbach, dit Fresnay, avait en 1924 protesté contre l'engagement de quatre pensionnaires fait par M. Fabre,

(23) Gazette des tribunaux des 18 et 25 juin, 2 juillet 1914.

(24) Entre autres la suppression du comité de lecture le 12 oct. 1901. Il fut rétabli le 3 juin 1910.

(25) Recueil général de la Gazette des tribunaux, 2^e part., p. 432.

administrateur de la comédie française, conformément d'ailleurs à son droit.

Un certain nombre de sociétaires, le 25 janvier 1925, au cours d'une réunion qui n'avait pas de caractère officiel — (le jugement le constatera) — résolurent d'exclure ces pensionnaires quand, à la fin de 1926, le comité serait régulièrement appelé à statuer sur leur maintien. Cette résolution semble à première vue entachée d'injustice puisque le talent des pensionnaires en cause n'avait pas encore pu être apprécié — (le jugement le constatera aussi). — Mais lesdits sociétaires n'avaient pris leur décision que parce qu'ils estimaient la troupe du théâtre assez nombreuse.

Le comité du reste ne renvoya que trois des pensionnaires sur quatre incriminés.

Il est vrai que, pour obtenir ce résultat, l'administrateur avait sollicité du ministre, à moins que celui-ci n'eût agi spontanément, la signature du président de la République au bas d'un décret modifiant la composition du comité.

M. Fresnay s'indigna et donna sa démission, annonçant qu'il cesserait son service le 16 janvier 1927. Il ne pouvait ignorer ce que cette démission avait de contraire à l'article 82 du décret de Moscou, qui exigeait que la démission fût donnée un an à l'avance et qu'en même temps le sociétaire renonçât définitivement à l'exercice de son art en quel que lieu que ce fût.

Le 7 octobre il était engagé par le directeur des Variétés. Il se défendait d'ailleurs d'avoir agi par intérêt : son départ était une protestation contre les mesures arbitraires prises en violation des droits des sociétaires et de nature à compromettre l'avenir du théâtre français. Cette

déclaration trouva des partisans au sein même de l'assemblée générale. Celle-ci, dérogeant à son habituel acharnement contre les transfuges, désapprouva, le 13 octobre 1927, par douze voix contre dix, les poursuites intentées contre Fresnay en dommages-intérêts et déchéance de ses droits de sociétaire. Fresnay ne manquera pas de se prévaloir de ce vote pour soutenir que l'action engagée contre lui était irrecevable.

Max Maurey, directeur des Variétés, était poursuivi comme solidairement responsable.

M^e Albert Salle était l'avocat de la comédie française ; M^{es} Jacques Charpentier et Hamelin plaidaient pour M. Fresnay ; M^e Manuel Fourcade pour Max Maurey ; M^e Pierre Laval intervenait au nom de l'association des directeurs des théâtres parisiens ; M^e Paul Pimienta au nom de l'association des artistes, l'une et l'autre partie jointes dans un intérêt professionnel.

M. Fresnay opposa une demande reconventionnelle : les actes incriminés par lui avaient si profondément altéré les conditions de son contrat qu'il s'estimait en droit d'en obtenir la résolution à l'encontre de la société du théâtre français. Sans doute il avait signé l'engagement de respecter les décrets « qui régissent ou régiront » la comédie française alors qu'autrefois on ne demandait à l'artiste que de se soumettre au pacte social et « aux décrets y incorporés ». C'était une preuve que, loin de se rapprocher du droit commun, les statuts des sociétaires tendaient à les replacer sous le régime du bon plaisir. Et il citait l'opinion du doyen Berthélémy : « L'article 1129 du code civil dit que toute obligation doit avoir un objet certain. L'engagement que l'administration exige des sociétaires

est en contradiction avec ce texte, en ce qu'il leur fait promettre de se soumettre aux règlements futurs et indéterminés. Qu'on n'objecte pas que les sociétaires sont des fonctionnaires et que ceux qui entrent dans un service public en subissent les modifications ultérieures. Les sociétaires ne sont pas des fonctionnaires et, si on tient à les considérer comme tels, on ne peut pas leur refuser le droit de démission » (26).

Le tribunal comme dans l'affaire Le Bargy, éluda le problème. Il estima simplement que Fresnay était mal venu à se plaindre des modifications apportées dans la composition du comité, puisque ces modifications, après une période de libéralisme, l'avaient rétabli dans l'état où il se trouvait à l'époque où Fresnay avait signé son engagement.

Le 13 juin 1928, la 1^{re} chambre du tribunal civil de la Seine, sur conclusions conformes du ministère public, jugea que la demande de la comédie française était recevable. En effet, si, d'après les articles 43 du décret de Moscou et 2 paragraphe 4 du décret de 1850, l'administrateur doit consulter le comité, il n'est pas lié par son avis. En outre, antérieurement à l'assemblée générale du 13 octobre défavorable aux poursuites contre Fresnay, le comité avait donné deux avis favorables les 29 janvier et 9 mars.

Max Maurey était condamné solidairement : il ne pouvait ignorer qu'un ancien sociétaire de la comédie

(26) Lettre écrite en réponse à une question de M. Fresnay. — M^e Salle l'a mentionnée en tentant de la réfuter (Albert Dubeux — Le procès Fresnay — Nouvelle revue du 15 janvier 1929).

française n'avait pas la liberté de jouer sur une scène parisienne.

L'association des directeurs et celle des artistes dramatiques, ne justifiant pas d'un intérêt suffisant, étaient déboutées de leurs prétentions.

M. Fresnay, devant le conseil d'état, avait attaqué comme illégal le décret modifiant le comité. L'arrêt fut rendu le 20 juillet 1928. La requête de l'acteur était rejetée avec les attendus suivants :

« I° — Les mesures relatives à la composition du comité de la comédie française, prescrites par l'article 30 du décret du 15 octobre 1812, rentrant dans l'exercice du pouvoir réglementaire reconnu au chef de l'état par le décret loi du 8 juin 1806, en ce qui concerne l'industrie théâtrale, toutes modifications audit article peut être effectuée par décret.

« II° — Et comme le conseil d'état n'est appelé à donner nécessairement son avis que sur les règlements d'administration publique et sur les décrets, qu'une disposition législative spéciale prescrit de rendre dans la forme des règlements d'administration publique, ce décret peut être pris sans l'avis du conseil d'état.

« III° — L'article 90 de la constitution du 22 frimaire an VII (27) n'étant plus en vigueur, le décret ainsi rendu a pu décider valablement que les décisions du comité de la comédie française seraient valables, quel que soit le nombre des membres présents à la séance » (28).

(27) « Art. 90. — Un corps constitué ne peut prendre de délibérations que dans une séance où les deux tiers au moins des membres sont présents ».

(28) Sirey ; 1928. III. 132.

Tout récemment enfin M. Luguet (29), assisté de M^e Pimienta, invoquait, comme dans les précédents procès, l'irrégularité de l'engagement perpétuel et l'anachronisme du décret de Moscou. Cette affaire différait cependant des autres par certains points, si bien qu'il y eut, à l'audience du 27 juin 1929, deux jugements rendus par la 1^{re} chambre du tribunal civil de la Seine.

D'abord, M. Luguet, n'appartenant à la comédie que depuis peu de temps, était loin d'avoir accompli les vingt ans de service non interrompus.

De plus, il demandait simplement la résiliation de son engagement contre une forte indemnité qu'il s'offrait à verser.

La Comédie refusait et répondait en réclamant solidai-
rement des dommages et intérêts à M. Luguet et aux trois
directeurs qui l'avaient accueilli sur leurs scènes. Mais
cette fois au lieu de poursuivre la résolution aux torts et
griefs du fugitif, elle entendait que M. Luguet fut tenu
sous astreinte de continuer à remplir ses obligations envers
elle.

Le premier jugement déboute M. Luguet de ses pré-
tentions et le condamne à des dommages-intérêts, solidai-
rement avec les directeurs.

Le second le condamne à continuer son service et pro-
nonce l'astreinte contre M. Luguet ; mais il ne la pro-
nonce pas contre les directeurs ; aucun lien n'existant
entre eux et la société des comédiens français, les articles
1146 et suivants du code civil ne peuvent leur être appli-
qués.

(29) Gazette des tribunaux des 13, 14, 15 octobre 1929.

M. Luguët se propose d'aller en appel.

Reste à savoir si la cour estimera que l'astreinte ici ne viserait pas simplement à assurer l'exécution d'une obligation de faire ou de ne pas faire, mais qu'elle tendrait à enchaîner la vie d'un homme et pourrait justifier les préventions des jurisconsultes belges contre cette construction prétorienne.

CONCLUSION

Résumons les étapes de la libération.

Les artistes dramatiques demeurent au point de vue administratif divisés en deux catégories : l'une composée des seuls sociétaires et pensionnaires de la comédie française, l'autre de tous les acteurs des différents théâtres.

Ces derniers jouissent d'une entière liberté.

Sur les premiers, encore soumis à une réglementation incompatible avec l'ordre public actuel, pèsent les charges d'ailleurs très allégées du décret de Moscou. Mais, « il y a ceci de remarquable dans le décret de Moscou que tout le long de l'année on le viole avec sérénité... La comédie française serait bien empêchée si l'un de ses associés venait soutenir qu'elle est obligée, chaque mois, de mettre à la scène un nouveau grand ouvrage ou deux petits » (art. 55). Depuis longtemps on n'a plus recours aux arrêts, ni à « la presse appliquée au recrutement de la comédie » (1).

Il subsiste cependant deux obstacles à la pratique du droit commun : l'engagement perpétuel et l'engagement incertain.

L'engagement perpétuel résulte de l'article 85 du décret du 15 octobre 1812 et de l'article 14 du décret du 27 avril 1850, car c'est tantôt l'un, tantôt l'autre que la comédie prétend mettre en vigueur.

(1) Plaidoirie de M^e Waldeck-Rousseau pour M. Coquelin.

Pour dénouer ces derniers liens M. A. P. Bardon, député de la Haute-Vienne, a déposé sur le bureau de la chambre une proposition de loi comportant les changements suivants : d'abord l'abrogation de l'article 85, mesure qui ne serait efficace qu'autant qu'elle entraînerait celle de l'article 14 du décret de 1850 ; ensuite la suppression du dernier membre de phrase de l'article 12, « à moins que le surintendant ne juge à propos de le retenir ». Cet article resterait donc ainsi conçu : « Tout sociétaire qui sera reçu contractera l'engagement de jouer pendant vingt ans et, après vingt ans de services non interrompus, il pourra prendre sa retraite ».

Passons à l'engagement incertain, dont nous avons déjà parlé à propos du procès Fresnay. La jurisprudence n'en a pas admis le principe, puisque le jugement qui condamna l'acteur se basait sur d'autres motifs et ne se prononçait pas sur la question. On est donc en droit d'espérer que cet engagement, s'il en était jamais discuté, serait envisagé comme nul.

Rappelons enfin que le décret de Moscou fut tantôt considéré comme un document législatif qu'une loi seule pouvait modifier, tantôt comme un simple décret. Une loi aurait peut être dû mettre fin aux controverses. Mais, plus récemment un arrêt du conseil d'état a admis que les clauses les plus essentielles en pouvaient être modifiées par décret. Alors à quoi bon rouvrir la discussion au risque d'ébranler la vieille maison ? « Une organisation qui se révèle non seulement durable, mais exemplaire, après deux siècles et demi, mérite d'être considérée avec respect » (2).

(2) Dussane — La comédie française — Paris. S. d. (in fine).

Les acteurs, autres que ceux de la comédie française, désireux de pouvoir défendre plus efficacement leurs intérêts professionnels, faillirent, par l'excès même de leurs mesures protectrices, compromettre la plénitude de leur liberté.

Dès 1890 s'était constituée une « chambre syndicale des artistes dramatiques, lyriques et musiciens ». Des divergences politiques la firent se dissoudre en 1894.

Une « association générale des artistes dramatiques et lyriques », dont firent partie quelques acteurs du théâtre français, lui succéda en 1899. Elle ne put tenir pendant la guerre.

En 1917 reparut cependant une « union des artistes », purement professionnelle ; mais un groupement rival, « le syndicat des artistes », apparut au mois de mai 1919 ; en liaison, celui-là, avec les syndicats ouvriers et adhérant à la confédération générale du travail. La plupart des membres de l'« association » refusèrent de se soumettre à cette dépendance.

Vers la fin de cette même année, à l'époque où la France traversait une crise redoutable de réadaptation, des conflits surgirent entre directeurs, acteurs et employés diversement groupés pour former la « fédération du spectacle ». Tous voulaient obtenir le réajustement des appointements et salaires aux conditions nouvelles de la vie. Ils prétendaient en outre se prémunir contre les représailles patronales, terme moins déplacé qu'il ne le paraît car, à une ou deux exceptions près, les directeurs n'étaient pas des chefs de troupe mais des commerçants. On alla donc jusqu'à prétendre leur imposer une clause les obligeant à n'employer que des syndiqués à l'exclusion de tous les

autres. A titre de concession on tolérerait jusqu'à la fin de 1920 l'exécution des contrats en cours des non-syndiqués (3).

Et c'est là qu'était l'atteinte à la liberté : à la liberté individuelle, car c'était pour l'acteur le syndicat forcé, quelle que put être sa volonté ; à la liberté du travail surtout, puisqu'en cas d'exclusion du syndicat, c'était l'impossibilité de trouver un emploi.

Deux groupements directoriaux, sur trois, se montraient résolument hostiles à l'acceptation de la clause. Un seul semblait prêt à céder. Les artistes, jusque là non syndiqués, formèrent alors un syndicat indépendant pour donner plus de poids à leur protestation. Devant leurs vigoureuses réclamations et le blâme de la société des auteurs dramatiques, l'accord fut définitivement repoussé.

Certains établissements étaient déjà touchés par la grève. Le comité intersyndical donna l'ordre de la généraliser.

Le ministre de l'instruction publique déclara qu'il ne ratifierait jamais les contrats des théâtres subventionnés — (les seuls dont il lui appartenait de s'occuper) — si ces contrats contenaient la clause en litige, car cette clause était contraire à la loi.

L'accord finit par être signé au ministère en présence des directeurs et des représentants du comité intersyndical. Il s'appliquait à tous les spectacles ; la prétention relative à l'engagement des seuls syndiqués était abandonnée.

Cela était conforme à l'arrêt précédemment rendu par

(3) Voir sur la question les collections du Temps et de Comœdia de septembre à novembre 1919.

la cour de cassation : « La convention, par laquelle les entrepreneurs s'obligent envers un syndicat professionnel de travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat, est licite alors qu'elle est temporaire et dictée par un désir réciproque de conciliation, par le souci d'intérêts professionnels et n'a pas pour mobile la pensée de nuire à d'autres ouvriers (L. 21 mars 1881 — art. 3 et 7. — Code civ. 1382) (4).

Les artistes de la comédie française, subissant l'influence des idées ambiantes avaient eux aussi, en octobre 1919, créé un syndicat de concert avec leurs employés. La présidence en fut offerte à leur doyen M Sylvain, qui refusa, ne voyant pas l'utilité de cette formation. Comme le pensait M. Sylvain, la comédie française possède, en effet, depuis longtemps une organisation corporative. On (5) s'est même plu à en faire remonter l'origine jusqu'aux Confrères de la passion. Selon la formule fameuse de « la mine aux mineurs », la comédie française est aux comédiens. Ceux-ci sont leurs propres patrons. Pourquoi alors et contre qui « grouper les énergies et les volontés » ? Ce syndicat n'eut qu'une existence de trois ans à peine ; puis ses membres, comme l'a dit l'un d'eux se réunirent « un beau jour pour dresser avec mélancolie son acte de décès ».

Revenons aux artistes des autres théâtres.

Lors de la fameuse scission de la C.G.T. et de la C.G. T.U., leur syndicat se scinda lui aussi et ne put résister à ce démembrement ; il en mourut. Mais la sage « Union »

(4) Arrêt du 24 octobre 1916 (Dalloz. 1916. I. 246).

(5) Marcerou (Louis) — L'association des comédiens français (étude corporative). — Paris. 1925.

survivait, étrangère à toute politique, dévouée aux seuls intérêts de métier, se développant de jour en jour.

Depuis septembre 1927 elle s'est quelque peu modifiée, conformément à la loi du 27 février de cette même année (6). Elle porte le nom d'*Union — (chambre syndicale) — des artistes dramatiques, lyriques et cinématographiques de langue française*.

Des ruines des divers syndicats est ainsi sorti l'unique organe corporatif, déjà préconisé par le « Temps » en pleine crise de 1919.

Point ne lui est besoin de s'armer des foudres du syndicat obligatoire pour grouper l'immense majorité des comédiens. Il rend à ceux-ci trop de services pour qu'ils ne le recherchent pas. Il est leur palladium contre les entreprises des tenanciers de spectacles et leur permet, ainsi armés, de collaborer sans crainte avec les directeurs.

Se rendre indispensable est la plus sûre garantie d'unanimité.

L'« Union » souhaiterait acquérir des scènes dans la région parisienne. Cela pourrait amener, sous une forme moderne et coopérative, la reprise des traditions du XVIII^e siècle. Peut-être serait-il difficile, sous le rapport purement artistique, d'arriver aux fructueux résultats de cohérence des troupes quasi-familiales de jadis. Du moins, sous le rapport social, serait-ce une efficace protection contre l'intolérable exploitation par intermédiaires, dont le XIX^e siècle a donné de si tristes exemples.

(6) M. Jean Toulout, un des vice-présidents de l'*Union* et rédacteur en chef de son bulletin, nous a très obligeamment guidé, dans cet exposé des syndicats d'artistes. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

Peut-être nous sommes-nous un peu trop étendus sur toute cette question de groupements corporatifs qui ne touche qu'indirectement à notre sujet. Il nous a cependant paru intéressant de la signaler avec quelques détails, d'autant qu'elle est une preuve de l'entière indépendance dont les acteurs jouissent de nos jours.

Le vœu des législateurs de 1789, Rœderer, Mirabeau, Brunet de Latuque, Birois de Beaumont, de Marnésia et surtout du comte de Clermont-Tonnerre, est actuellement pleinement réalisé. Cela n'a pas été sans peine. Certes, on ne contestait plus le principe de la libération des artistes dramatiques, mais que d'entraves dans la pratique. Le comédien était émancipé. C'était — (pour parler la langue imagée d'un poète) — c'était un émancipé... mais...

Emancipé... mais, pendant la période révolutionnaire, il est à la merci des plus fantasques exigences jacobines.

Emancipé... mais, sous l'empire, on le tiraille au gré du pouvoir ou même on le supprime.

Emancipé... mais la restauration l'incarcère sans jugement comme une fille soumise en rupture de ban.

Il a presque fallu cent ans pour que le décret du 6 janvier 1864 donne effectivement aux comédiens ce qu'ils possédaient théoriquement depuis près d'un siècle.

Aux comédiens, disons-nous, en généralisant, car nous négligeons à dessein cette portion infime — (infime, quant au nombre) — de comédiens, réputés privilégiés, qui restent rivés à une réglementation surannée. Le fil qui les retient est maintenant si ténu que la moindre secousse le pourra briser, à moins qu'il ne se rompe de lui-même rongé par la vétusté.

Vu :

Lu le manuscrit de la thèse,

le Doyen de la Faculté,

GILBERT GIDEL.

BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
Historique sommaire de la situation des comédiens sous l'ancien régime	7
I. — Des états-généraux au consulat	43
II. — Sous le consulat et l'empire	90
III. — La restauration	104
IV. — De la monarchie de juillet à nos jours	143
CONCLUSION	167

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, Paris
(Ateliers de Reims — Marne)

